

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

| ABONNEMENTS | LOIS ET DÉCRETS | | | Débats de l'Assemblée nationale | Débats du Conseil de la République | Débats de l'Assemblée de l'Union française | Avis et Rapports du Conseil économique | ÉDITION COMPLÈTE | | |
|---------------------------------------|-----------------|----------|------------|---------------------------------|------------------------------------|--|--|------------------|----------|------------|
| | UN AN | SIX MOIS | TROIS MOIS | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | SIX MOIS | TROIS MOIS |
| Compte Chèque postal : 9063.13, Paris | | | | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS |
| Métropole et France d'outre-mer | 3.450 | 1.800 | 950 | 800 | 600 | 400 | 250 | 5.000 | 2.800 | 1.600 |
| Etranger | 6.600 | 3.400 | 1.750 | 2.100 | 1.600 | 800 | 450 | 12.500 | 6.550 | 3.500 |

L'Édition des LOIS ET DÉCRETS comprend : les textes des lois, décrets, arrêtés, circulaires, avis, communications, informations et les annonces. Les tables mensuelles et annuelles sont délivrées gratuitement aux abonnés d'un an.

L'Édition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE comprend le compte rendu *in extenso* des séances de l'Assemblée nationale, les questions écrites et les réponses des ministres à ces questions, et la table annuelle.

L'Édition des DÉBATS DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE comprend le compte rendu *in extenso* des séances du Conseil de la République, les questions écrites et les réponses des ministres à ces questions, et la table annuelle.

L'Édition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE comprend le compte rendu *in extenso* des séances de l'Assemblée de l'Union française et la table annuelle.

L'Édition des AVIS ET RAPPORTS DU CONSEIL ÉCONOMIQUE comprend les avis et rapports du Conseil économique et la table annuelle.

L'Édition COMPLÈTE comprend : outre l'Édition des Lois et Décrets et les Éditions des Débats de l'Assemblée nationale, du Conseil de la République et de l'Assemblée de l'Union française, les Avis et Rapports du Conseil économique, les Documents parlementaires et administratifs publiés en annexes. Toutes les Tables mensuelles et annuelles sont délivrées gratuitement aux abonnés d'un an.

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION
QUAI VOLTAIRE, N° 31, PARIS-7^e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE AJOUTER 20 FRANCS

AVIS

Le numéro 14 du *Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses* paraît ce jour. Il contient la seconde et dernière partie du tableau de concours pour la médaille militaire de l'année 1952 (militaires n'appartenant pas à l'armée active).

Prix : 50 F.

SOMMAIRE

DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES

Ministère de l'intérieur.

Décret du 7 août 1952 portant homologation d'une décision adoptée par l'assemblée algérienne au cours de sa session ordinaire de mai-juin 1952 (p. 7979).

Ministère de la défense nationale.

Tableau de concours pour la médaille militaire de l'année 1952 (militaires n'appartenant pas à l'armée active) (p. 7979) (suite et fin).

Ministère des finances et des affaires économiques.

Arrêté du 1^{er} août 1952 fixant les conditions de remboursement de certaines catégories d'avances du Trésor (p. 7979).

Arrêté du 1^{er} août 1952 fixant les conditions de remboursement de certaines avances prévues par la loi du 16 novembre 1942 (p. 7979).

Ministère de l'éducation nationale.

Décret n° 52-938 du 4 août 1952 portant relèvement des indemnités de charges administratives allouées à certains personnels d'inspection relevant du ministère de l'éducation nationale (p. 7980).

(1 f.)

Arrêté du 26 juillet 1952 complétant l'article 2 de l'arrêté du 3 juin 1947 relatif aux certificats médicaux à produire lors de l'inscription d'un enfant de six ans dans une école (p. 7980).

Arrêté du 23 juillet 1952 portant remise de débit (p. 7980).

Arrêtés portant détachements (archives nationales et enseignement du premier degré) (p. 7980).

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, JEUNESSE ET SPORTS

Décret du 4 août 1952 portant autorisation de refus d'un legs fait à l'école nationale professionnelle de Nancy (p. 7981).

Arrêté du 26 juillet 1952 portant création d'une section technique au lycée Chaptal pour la préparation aux écoles nationales d'ingénieurs des arts et métiers (p. 7981).

Liste des candidats nommés élèves ingénieurs de première année à l'école centrale des arts et manufactures (session 1952) (p. 7981).

Liste des candidats admis en première année dans les écoles nationales d'ingénieurs arts et métiers à compter du 1^{er} octobre 1952 (p. 7981).

Ministère des travaux publics, des transports et du tourisme.

Décret du 4 août 1952 portant admission à la retraite d'un inspecteur général des ponts et chaussées (p. 7985).

Arrêté du 20 juillet 1952 instituant une taxe sur les passagers et les marchandises en provenance ou à destination de l'aéroport de Nice (p. 7985).

Arrêté du 30 juillet 1952 relatif au transport par chemin de fer des substances explosives de 1^{re} catégorie (matières dangereuses 1952, n° 27) (p. 7985).

Arrêté du 30 juillet 1952 relatif à la réglementation des citernes destinées au transport des matières dangereuses et infectes (matières dangereuses 1952, n° 28) (p. 7986).

Arrêté du 30 juillet 1952 relatif aux précautions à prendre pour le chargement, dans les véhicules de transport, des bombes et touries renfermant des matières dangereuses (matières dangereuses 1952, n° 29) (p. 7986).

Arrêté du 30 juillet 1952 relatif au transport par chemin de fer des matières solides inflammables (matières dangereuses 1952, n° 30) (p. 7986).

- Arrêté** du 30 juillet 1952 relatif au classement des « tissus de coton n'ayant pas été blanchis » dans le règlement du 15 avril 1945 pour le transport des matières dangereuses (matières dangereuses 1952, n° 31) (p. 7986).
- Arrêté** du 30 juillet 1952 relatif au transport de l'hydrosulfite de sodium (matières dangereuses 1952, n° 32) (p. 7987).
- Arrêté** du 30 juillet 1952 relatif au transport de la naphthaline brute, de la naphthaline pure et de l'anthracène brut (matières dangereuses 1952, n° 33) (p. 7987).
- Arrêté** du 30 juillet 1952 relatif au transport des allumettes (matières dangereuses 1952, n° 34) (p. 7987).
- Arrêté** du 30 juillet 1952 relatif au transport de l'air liquide, de l'oxygène liquide et de l'azote liquide (matières dangereuses 1952, n° 35) (p. 7988).
- Arrêté** du 30 juillet 1952 transférant le peroxyde de sodium de la classe I e (matières qui, au contact de l'eau, dégagent des gaz inflammables ou facilitent la combustion) à la classe III c (matières comburantes) dans le règlement du 15 avril 1945 pour le transport des matières dangereuses (matières dangereuses 1952, n° 36) (p. 7988).
- Arrêté** du 30 juillet 1952 relatif au transport des matières solides laissant dégager des vapeurs inflammables (tourteaux dégraissés au moyen de solvants inflammables par exemple) (matières dangereuses 1952, n° 37) (p. 7989).
- Arrêté** du 1^{er} août 1952 modifiant l'arrêté du 22 mai 1952 fixant le nombre de places offertes aux ingénieurs des travaux publics de l'Etat pour le concours d'admission à l'école nationale des ponts et chaussées et l'examen professionnel pour l'emploi d'ingénieur des ponts et chaussées (p. 7990).
- Arrêté** portant changement d'utilisation d'un terrain situé à Balma (Haute-Garonne), affecté au secrétariat d'Etat à l'air (rectificatif) (p. 7990).
- Arrêté** nommant un membre titulaire et un membre suppléant de la commission régionale des frets et d'exploitation près la direction régionale de la navigation à Compiègne (p. 7990).
- Arrêté** portant désignation d'un membre titulaire et d'un membre suppléant à la commission internationale permanente des congrès de la route (p. 7990).
- Arrêté** portant nomination d'un régisseur d'avances (p. 7990).
- Arrêtés** portant promotions et rectificatif (administration centrale et personnels d'exploitation des aérodrômes, de la circulation aérienne et des télécommunications aériennes) (p. 7990).

Ministère de l'industrie et du commerce.

- Décret** du 4 août 1952 modifiant le décret du 25 mars 1930 autorisant une fabrique de dynamite exploitée par la société Nobel française sur le plateau d'Ablon (Calvados) (p. 7983).
- Décret** du 4 août 1952 modifiant et complétant le décret du 1^{er} août 1930 autorisant l'exploitation d'une fabrique de dynamite à Billy-Berelau (Pas-de-Calais) (p. 7984).
- Arrêté** du 28 juillet 1952 portant déclaration d'utilité publique des travaux de construction de la centrale thermique de Creil-Saint-Leu (Oise) et de ses installations annexes (p. 7984).
- Arrêté** du 1^{er} août 1952 fixant la date des élections pour le prochain renouvellement triennal des membres des chambres de métiers (p. 7984).
- Arrêté** homologuant le règlement général des marchés réglementés de la bourse de commerce de Paris (rectificatif) (p. 7984).
- Arrêté** portant déclaration d'utilité publique des travaux de construction d'ouvrages pour le transport et la distribution d'énergie électrique (rectificatif) (p. 7984).
- Arrêté** portant nomination d'un comité technique de l'électricité (rectificatif) (p. 7985).
- Liste** des ingénieurs élèves de l'école nationale supérieure des mines de Paris ayant obtenu, en 1952, le diplôme d'ingénieur au corps des mines (p. 7985).
- Circulaire** H. S. M. n° 62 du 26 juillet 1952 relative à la vitesse de combustion des mèches lentes (p. 7985).

Ministère de la France d'outre-mer.

- Décret** du 28 juillet 1952 approuvant la délibération du 15 mai 1952 de l'assemblée territoriale du Niger modifiant les redevances forestières (p. 7994).
- Décret** du 28 juillet 1952 approuvant la délibération du 28 avril 1952 du conseil représentatif de la Côte française des Somalis portant création d'une taxe sur la valeur en capital des propriétés non bâties (p. 7994).

- Décret** du 28 juillet 1952 approuvant la délibération n° 52-79 du 8 mai 1952 de l'assemblée représentative de Madagascar modifiant les règles d'assiette en matière d'enregistrement et de taxes hypothécaires (p. 7994).
- Décret** du 28 juillet 1952 portant titularisation du secrétaire général du Togo (p. 7994).
- Décret** du 28 juillet 1952 portant nomination d'un sous-directeur à l'administration centrale du ministère de la France d'outre-mer (p. 7994).
- Décret** du 28 juillet 1952 portant réintégration d'un administrateur de la France d'outre-mer démis des cadres (p. 7994).
- Décret** n° 52-939 du 5 août 1952 étendant aux territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer la loi n° 49-1476 du 17 novembre 1949 complétant la loi du 29 décembre 1934 facilitant l'acquisition de véhicules ou tracteurs automobiles (p. 7995).
- Arrêté** du 1^{er} août 1952 relatif à l'organisation de la régie ferroviaire de l'Afrique occidentale française (p. 7995).
- Arrêté** portant mise en position de mission d'un gouverneur de la France d'outre-mer (p. 7995).
- Arrêtés** portant promotions, reclassement et détachement (inspection du travail et travaux publics) (p. 7995).

Ministère du travail et de la sécurité sociale.

- Arrêtés** des 28 juillet et 1^{er} août 1952 portant approbation des statuts et fusion de sociétés mutualistes (p. 7995).
- Arrêté** portant suspension d'application d'une décision de la commission nationale des tarifs (rectificatif) (p. 7996).
- Arrêté** portant nomination (services extérieurs du travail et de la main-d'œuvre) (p. 7996).

Ministère des anciens combattants et victimes de la guerre.

- Décret** n° 52-940 du 4 août 1952 instituant des offices départementaux des anciens combattants et victimes de la guerre dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion et rendant applicables à ces offices départementaux les dispositions du décret du 10 mai 1947 relatif à l'office national et aux offices départementaux des anciens combattants et victimes de la guerre (p. 7996).
- Arrêté** portant titularisation (administration centrale) (p. 7996).

Ministère de la santé publique et de la population.

- Décret** n° 52-941 du 4 août 1952 portant attribution d'indemnités aux commissaires du Gouvernement et aux rapporteurs près le conseil supérieur de l'entraide sociale (p. 7996).
- Arrêté** du 5 août 1952 relatif au recrutement d'un marinier du contrôle sanitaire à la Réunion (p. 7997).

AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

MINISTÈRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Résultats du tirage de la vingt-huitième tranche de la loterie nationale 1952 (p. 7997).

MINISTÈRE DES POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES

Avis de concours pour le recrutement d'inspecteurs élèves du sexe masculin et de contrôleurs des installations électromécaniques (p. 7998).

Situation de la Banque de France (p. 7999).

Annonces (p. 8000).

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

PUBLIÉS EN ANNEXES

Assemblée nationale. — Annexes: feuilles 53 à 55 (session de 1951) (pour l'édition complète). Voir le sommaire des annexes au Journal officiel du mardi suivant.

DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR

Décret du 7 août 1952 portant homologation d'une décision adoptée par l'Assemblée algérienne au cours de sa session ordinaire de mai-juin 1952.

Le président du conseil des ministres,
Sur le rapport du ministre de l'intérieur,
Vu l'avis du secrétaire d'Etat au budget;
Vu les articles 15 et 16 de la loi du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie;
Vu le décret n° 48-1145 du 19 juillet 1943 portant règlement d'administration publique pour l'application des articles 13, 15 et 16 de la loi du 20 septembre 1947;
Vu la transmission en date du 20 juin 1952 faite par le président de l'Assemblée algérienne au gouvernement général de l'Algérie,

Décrète:

Art. 1^{er}. — Est homologuée la décision suivante adoptée par l'Assemblée algérienne:

Décision tendant à exonérer des droits de mutation à titre onéreux les acquisitions de terrains réalisées par des propriétaires sinistrés ayant obtenu le transfert de leur indemnité pour dommages de guerre.

Art. 2. — Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Journal officiel* de l'Algérie.

Fait à Paris, le 7 août 1952.

ANTOINE PINAY.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de l'intérieur,
CHARLES BRUNE.

MINISTÈRE DE LA DEFENSE NATIONALE

Tableau de concours pour la médaille militaire de l'année 1952 (militaires n'appartenant pas à l'armée active).

La seconde et dernière partie de ce texte est publiée au n° 14 du *Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses* paru ce jour.

MINISTÈRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Conditions de remboursement de certaines catégories d'avances du Trésor.

Le président du conseil, ministre des finances et des affaires économiques, et le ministre du travail et de la sécurité sociale,

Vu le décret-loi du 8 juillet 1940 relatif aux avances à accorder, dans certains cas, à des entreprises industrielles;

Vu la loi du 27 décembre 1940 relative à la résiliation des contrats de travail pour suppression d'emploi ou réduction d'activité des entreprises, modifiée par la loi du 18 avril 1941;

Vu la loi du 3 juillet 1941, relative à la résiliation des contrats de travail des journalistes professionnels pour suppression d'emploi ou réduction d'activité des entreprises, abrogée sans effet rétroactif par l'ordonnance du 9 août 1944 portant rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental;

Vu la loi du 16 avril 1943 fixant les modalités d'application de certaines dispositions de la loi du 27 décembre 1940 relative à la résiliation des contrats de travail des journalistes professionnels pour suppression d'emploi ou réduction d'activité des entreprises;

Vu la loi du 19 novembre 1941 fixant les conditions de remboursement des avances prévues par le décret-loi du 8 juillet 1940 et par les lois des 27 décembre 1940 et 3 juillet 1941 en cas de destruction des installations ou de privation de la liberté d'exploitation des bénéficiaires;

Vu la loi du 1^{er} septembre 1942 instituant des secours temporaires au profit de certaines catégories de victimes d'actes de guerre (et notamment son article 4), modifiée par la loi du 13 mai 1943;

Vu l'ordonnance n° 45-2568 du 30 octobre 1945 tendant à préciser les conditions dans lesquelles les employeurs pourront obtenir le remboursement par l'Etat des indemnités qu'ils ont versées à leur personnel en application de l'article 4 de l'acte provisoirement applicable dit loi du 1^{er} septembre 1942, relatif aux entreprises dont les installations ont été partiellement ou totalement détruites par un acte de guerre postérieur au 31 juillet 1942;

Vu le décret du 20 juillet 1940 relatif au remboursement des avances prévues par le décret-loi du 8 juillet 1940,

Arrêtent:

Art. 1^{er}. — En application de la loi du 19 novembre 1941 et dans la mesure où elles doivent demeurer définitivement à la charge des bénéficiaires, les avances du Trésor prévues par le décret-loi du 8 juillet 1940 et les lois des 27 décembre 1940 et 3 juillet 1941, en cas de destruction des installations ou de privation de la liberté d'exploitation des intéressés, sont stipulées remboursables le 31 décembre 1952 au plus tard.

Le montant de ces attributions sera augmenté des intérêts calculés au taux de 5 p. 100 à compter du premier jour du mois suivant leur versement, conformément à l'article 1^{er} du décret du 20 juillet 1940.

Art. 2. — Sont également stipulées remboursables, le 31 décembre 1952 au plus tard, les avances résultant de l'application de l'article 4 de la loi du 1^{er} septembre 1942 qui n'ont pas été apurées à l'aide de remboursements obtenus de l'Etat ou qui ne l'ont été que partiellement.

Ces attributions seront assorties d'intérêts calculés au taux de 5 p. 100, dans les conditions fixées par l'alinéa 2 de l'article précédent.

Fait à Paris, le 1^{er} août 1952.

Le président du conseil,
ministre des finances et des affaires économiques,
Pour le ministre et par délégation:
Le directeur du cabinet,
HENRI YRISSOU.

Le ministre du travail et de la sécurité sociale,
PIERRE GARET.

Conditions de remboursement de certaines avances prévues par la loi du 16 novembre 1942.

Le président du conseil, ministre des finances et des affaires économiques, et le ministre du travail et de la sécurité sociale,

Vu la loi du 16 novembre 1942 relative à la situation du personnel dont le licenciement est la conséquence directe des mesures de concentration industrielle, et notamment son article 7 (alinéas 2 et 3) et son article 9 (alinéas 1^{er} et 5);

Vu le décret du 20 juillet 1940 relatif au remboursement des avances prévues par le décret-loi du 8 juillet 1940,

Arrêtent:

Article unique. — En application de l'alinéa 5 de l'article 9 de la loi du 16 novembre 1942, sont stipulées remboursables le 31 décembre 1952 au plus tard les avances versées aux employeurs en vertu de l'alinéa 1^{er} dudit article qui n'ont pas été apurées à l'aide de remboursements obtenus de l'Etat ou qui ne l'ont été que partiellement.

Le montant de ces attributions sera augmenté des intérêts calculés au taux de 5 p. 100 à compter du premier jour du mois suivant leur versement, conformément à l'article 1^{er} du décret du 20 juillet 1940 susvisé.

Fait à Paris, le 1^{er} août 1952.

Le président du conseil,
ministre des finances et des affaires économiques,
Pour le ministre et par délégation:
Le directeur du cabinet,
HENRI YRISSOU.

Le ministre du travail et de la sécurité sociale,
PIERRE GARET.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Décret n° 52-938 du 4 août 1952 portant relèvement des indemnités de charges administratives allouées à certains personnels d'inspection relevant du ministère de l'éducation nationale.

Le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale, du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil et du secrétaire d'Etat au budget,

Vu l'ordonnance du 6 janvier 1945 portant réforme des traitements des fonctionnaires de l'Etat et aménagement des pensions civiles et militaires;

Vu le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 révisé par le décret n° 49-509 du 14 avril 1949 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat et relèvement du régime général des retraites;

Vu le décret n° 49-742 du 7 juin 1949 fixant le régime d'occupation de logements par les personnels civils de l'Etat dans les immeubles appartenant à l'Etat ou détenus par lui à un titre quelconque;

Vu le décret n° 49-88 du 21 janvier 1949 portant fixation du régime d'indemnité de charges administratives allouées à certains personnels d'inspection relevant du ministère de l'éducation nationale;

Le conseil des ministres entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. — L'indemnité de charges administratives allouée, en application du décret n° 49-88 du 21 janvier 1949 susvisé, à certains personnels d'inspection relevant du ministère de l'éducation nationale, est fixée comme suit à compter du 1^{er} octobre 1951 :

Par an.

| | |
|--|------------|
| Inspecteurs d'académie agrégés à Paris et Versailles et inspecteurs généraux adjoints aux recteurs ayant eu droit antérieurement au 1 ^{er} janvier 1948 à l'indemnité d'agrégation..... | 185.000 F. |
| Inspecteurs d'académie en service dans une inspection académique : | |
| De 1 ^{re} classe..... | 155.000 |
| De 2 ^e classe..... | 130.000 |
| De 3 ^e classe..... | 100.000 |
| De 4 ^e classe..... | 75.000 |
| Inspecteurs principaux de l'enseignement technique : | |
| Inspection principale de 1 ^{re} classe..... | 100.000 |
| Inspection principale de 2 ^e classe..... | 75.000 |
| Inspection principale de 3 ^e classe..... | 55.000 |
| Inspection principale de 4 ^e classe..... | 37.000 |
| Inspecteurs principaux de la jeunesse et des sports : | |
| Inspecteur principal de 1 ^{re} classe..... | 100.000 |
| Inspecteur principal de 2 ^e classe..... | 75.000 |
| Inspecteur principal de 3 ^e classe..... | 55.000 |
| Inspecteur principal de 4 ^e classe..... | 37.000 |

Art. 2. — Les personnels visés par le présent décret et qui sont logés dans des immeubles appartenant à l'Etat ou détenus par lui à un titre quelconque ne pourront bénéficier des dispositions qui précèdent que dans la mesure où l'occupation de logement les concernant aura fait l'objet d'arrêtés de concession pris en application du décret n° 49-742 du 7 juin 1949 susvisé.

Art. 3. — Le ministre de l'éducation nationale, le ministre des finances et des affaires économiques, le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil et le secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Aix-les-Bains, le 4 août 1952.

ANTOINE PINAY.

Par le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques :

Le ministre de l'éducation nationale,
ANDRÉ MARIE.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,
GUY PETIT.

Le secrétaire d'Etat au budget,
JEAN-MOREAU.

Complément à l'article 2 de l'arrêté du 3 juin 1947 relatif aux certificats médicaux à produire lors de l'inscription d'un enfant de six ans dans une école.

Le ministre de l'éducation nationale et le ministre de la santé publique et de la population,

Vu l'arrêté du 3 juin 1947 relatif aux certificats médicaux à produire lors de l'inscription d'un enfant de six ans dans une école;

Vu l'article 11 du code d'instruction criminelle,

Arrêtent :

Article unique. — L'article 2 de l'arrêté du 3 juin 1947 est complété ainsi qu'il suit :

« Ce procès-verbal est dressé par :

« Le commissaire de police s'il y en a un dans la commune.

« Dans la négative le commandant de brigade de gendarmerie s'il y en a dans la commune.

« S'il n'y a dans la commune ni commissaire de police, ni commandant de brigade de gendarmerie, le maire ou un adjoint ».

Fait à Paris, le 26 juillet 1952.

Le ministre de l'éducation nationale,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,
MARCEL BOUISSET.

Le ministre de la santé publique et de la population,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,
JEAN LE VERT.

Remise de débet.

Par arrêté du 28 juillet 1952, il est fait remise gracieuse à M. Louis Michaud, maître d'éducation physique, de la somme de 43.308 F, dont il est redevable envers l'Etat pour avoir perçu indûment le traitement de la 1^{re} classe au lieu de celui de la 2^e classe du cadre normal des maîtres E. P. S. durant les années 1948 et 1949.

Archives nationales

Par arrêté du 4 août 1952, M. Glenisson (Jean), archiviste de 4^e classe aux archives nationales, est détaché auprès du ministère de la France d'outre-mer, afin d'être mis à la disposition du gouvernement général de l'Afrique équatoriale française en qualité de conservateur des archives et bibliothèques de cette colonie, pour une période de trois ans, à compter du 1^{er} mai 1952.

Enseignement du premier degré.

Par arrêté du 4 août 1952, M. Weil (Adolphe), instituteur de 2^e classe du département de la Manche, est mis, pour une période allant du 1^{er} novembre 1951 au 30 septembre 1954, à la disposition du ministre d'Etat chargé des relations avec les Etats associés, pour exercer ses fonctions en Indochine.

Par arrêté du 4 août 1952, M. Lagrifoul (Jean), instituteur de 5^e classe du département du Cantal, est mis pour une durée de cinq ans, à compter du 1^{er} octobre 1951, à la disposition du ministre des affaires étrangères pour exercer ses fonctions au Maroc.

Par arrêté du 4 août 1952, M. Kollen (Jean), instituteur de 3^e classe du département de la Moselle, est mis pour une durée de cinq ans, à compter du 1^{er} octobre 1951, à la disposition du ministre des affaires étrangères pour exercer ses fonctions au Maroc.

Par arrêté du 4 août 1952, M. Hourdequin (Jacques), instituteur de 5^e classe du département des Hautes-Pyrénées, est mis pour une durée de cinq ans, à compter du 1^{er} octobre 1951, à la disposition du ministre des affaires étrangères pour exercer ses fonctions au Maroc.

Par arrêté du 4 août 1952, Mme Eyriey, née Roussel, institutrice de 3^e classe du département des Bouches-du-Rhône, est mise pour une durée de cinq ans, à compter du 1^{er} octobre 1951, à la disposition du ministre des affaires étrangères pour exercer ses fonctions en Tunisie.

Par arrêté du 4 août 1952, Mme Guy, née Bernouin, institutrice de 6^e classe du département de la Seine, est mise pour une durée de cinq ans, à compter du 1^{er} octobre 1951, à la disposition du ministre des affaires étrangères pour exercer ses fonctions en Tunisie.

Par arrêté du 4 août 1952, M. Le Bellec (Paul), instituteur de 4^e classe du département de Seine-et-Oise, est mis pour une durée de cinq ans, à compter du 1^{er} octobre 1951, à la disposition du ministre des affaires étrangères pour exercer ses fonctions au Maroc.

Par arrêté du 4 août 1952, M. Le Frapper (Louis), instituteur de 4^e classe du département de Maine-et-Loire, est mis pour une durée de cinq ans, à compter du 1^{er} octobre 1951, à la disposition du ministre des affaires étrangères pour exercer ses fonctions au Maroc.

Par arrêté du 4 août 1952, M. Godard (Jean), instituteur de 3^e classe du département de la Loire-Inférieure, est mis pour une durée de cinq ans, à compter du 1^{er} octobre 1951, à la disposition du ministre des affaires étrangères pour exercer ses fonctions au Maroc.

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, JEUNESSE ET SPORTS

Décret du 4 août 1952 portant autorisation de refus d'un legs fait à l'école nationale professionnelle de Nancy.

Par décret du 4 août 1952, est autorisé le refus du legs universel fait à l'école nationale professionnelle de Nancy par Mme veuve Hinzelin.

Création d'une section technique au lycée Chaptal pour la préparation aux écoles nationales d'ingénieurs des arts et métiers.

Par arrêté en date du 26 juillet 1952, une section technique industrielle (préparation aux écoles nationales d'ingénieurs des arts et métiers) est créée au lycée Chaptal de Paris.

Liste des candidats nommés élèves ingénieurs de première année à l'école centrale des arts et manufactures (session 1952).

Par arrêté en date du 26 juillet 1952, sont nommés élèves ingénieurs de première année à l'école centrale des arts et manufactures, à dater du 1^{er} octobre 1952, les candidats dont les noms suivent :

- | | |
|------------------------------------|----------------------------------|
| 1 Robin (Gérard). | 41 Haudebourg (Jacques-Maurice). |
| 2 Combasson (Jacques). | 42 Moyzès (Pierre-Henri). |
| 3 Roguet (René-Jacques). | 43 Olive (Francis-Gustave). |
| 4 Bonazzi (Darius). | 44 Parrot (Jean-Marc). |
| 5 Beignot-Devalmont (Michel). | 45 Aigron (Pierre-Jean). |
| 6 Dufournet (Christian). | 46 de Bonnières (Jean-Marie). |
| 7 Chevalier (François-René). | 47 Marcou (Henri-Edmond). |
| 8 Thellier (Pierre). | 48 Albizu (Bernard). |
| 9 Metzinger (Georges-Jean). | 49 Tourolle (Claude-Raymond). |
| 10 Rapin (Michel-André). | 50 Darmois (Jean-Eugène). |
| 11 Martinetto (Robert). | 51 Leduc (Jean-Raoul). |
| 12 Guerrier (Jean-Albert). | 52 Emschwiler (André). |
| 13 Marillier (Jean-Claude). | 53 Genon (Philippe-Ernest). |
| 14 Freyss (Henri-Paul). | 54 Comtet (Louis-Albert). |
| 15 Grandemange (François-Georges). | 55 Goussard (Jean). |
| 16 Montandon (Claude-Paul). | 56 Herchin (Michel). |
| 17 Guynot (Jean-Fernand). | 57 Bories (André). |
| 18 Garreau (Michel-Jean). | 58 Quilici (Jean-François). |
| 19 Dupont (Félix-Yves). | 59 Bomblet (Pierre-Jean). |
| 20 Laroche (Jean-Claude). | 60 Habert (Roger-Henri). |
| 21 Brunel (Aimé). | 61 Martin (Pierre-François). |
| 22 Mandray (Claude-René). | 62 Jacquin (Philippe-Eugène). |
| 23 Raynaud (Patrice-Nicolas). | 63 Laigle (Claude-Henri). |
| 24 Arnaud (Bernard-Georges). | 64 Trichet (Jean-Charles). |
| 25 Neuville (Bernard-Hugues). | 65 De Lachaux (Yves). |
| 26 Brandely (Guy-Antoine). | 66 Kalinowski (Jean-Henri). |
| 27 Ferrand (Jean-Baptiste). | 67 Chauvin (Claude). |
| 28 Lachaize (Henri-Gabriel). | 68 Lemaistre (Bernard-André). |
| 29 Blanc (André-Georges). | 69 Villiers (Raymond). |
| 30 Viérin (Paul-Yvan). | 70 Rovère (Jean). |
| 31 Sartre (Bernard-Paul). | 71 Faulcon (Michel-Jean). |
| 32 Férat (Michel-Jean). | 72 Layeillon (Jacques-Marie). |
| 33 Baron (Jean-Pierre-Henri). | 73 Juchet (Gaston-Emile). |
| 34 Sotty (Jacques-Marcel). | 74 Feve (Michel). |
| 35 Chappuis (Pierre-Edmond). | 75 Seguy (Jacques-René). |
| 36 Rougier (Michel-Edmond). | 76 Desjonquères (Bruno-Guy). |
| 37 Capdeville (Jean-Pierre). | 77 Neumann (Pierre). |
| 38 Péliisson (Gérard-Ferdinand). | 78 Boué (André-Henri). |
| 39 Martin (Jean-Michel). | 79 Petit (Robert-Auguste). |
| 40 Hallier (Jean-Charles). | 80 De Viry (Aymon-Bernard). |

- | | |
|--------------------------------------|----------------------------------|
| 81 Laparra (Maurice-Louis). | 145 Rosuel (Jean). |
| 82 Doligez (Jacques-Pierre). | 146 Ternault (Michel-André). |
| 83 Griffoul (Philippe-Jean). | 147 Marion (Jean-Claude). |
| 84 Pochet (Paul-Constant). | 148 Le Roy (Jean). |
| 85 Roederer (Charles-Marie). | 149 Mathé (Paul-Louis). |
| 86 Bidallier (Jean-Fernand). | 150 Dumoulin (Roger-Pierre). |
| 87 Rogez (Jacques-Emile). | 151 Cazaux (Jean-Eugène). |
| 88 Loiseau (Marc-André). | 152 Mackowiak (Edmond). |
| 89 Chapotel (Bernard). | 153 Lafaix (François-Xavier). |
| 90 Trouslard (Jean-Ernest). | 154 Ganne (Michel). |
| 91 Foulon (Louis-François). | 155 De Salins (Yves-Marie). |
| 92 Douvlier (Alexandre-Théodore). | 156 Peytavin (Pierre-Guy). |
| 93 Houis (Jean-Gabriel). | 157 François (Dominique). |
| 94 Bréhier (Jean-Marie). | 158 Pelloux (Régis-Marc). |
| 95 Gailly (Christian-Jean). | 159 De Metz (Henri-Marie). |
| 96 Méfic (Jean-Alain). | 160 Benker (Guy-Camille). |
| 97 Robert (Jean-Paul). | 161 Guiot (Francis). |
| 98 Lux (Jacques). | 162 Channelière (Jean-Albert). |
| 99 Coupez (Jean-Marc). | 163 Petitbon (Paul-Louis). |
| 100 Guillaume (Jean-Joseph). | 164 Hollande (Jean-Claude). |
| 101 Beenaert (Claude-Arthur). | 165 Paillet (Yves-André). |
| 102 Popovitch (Lyoubomir). | 166 Brun (André-Georges). |
| 103 Grosbuis (François). | 167 Reveilleau (Pierre-Bernard). |
| 104 Marger (Pierre-Louis). | 168 Desselas (André-Paul). |
| 105 Bagneux (Jean-Hubert). | 169 Barigant (Pierre-François). |
| 106 Delaroche (Jean-Paul). | 170 Lagandré (Henri-Laur). |
| 107 Burtiaux (Maurice). | 171 Bouttes (Jacques). |
| 108 Clavier (Jacques-Jean). | 172 Gentile (Michel-Marie). |
| 109 Faulle (Pierre-Norbert). | 173 Thomas (André-Georges). |
| 110 Eidelman (David). | 174 Bollaert (Alain-Georges). |
| 111 Mlle Dujardin (Régine). | 175 Jouvène (Emile-Auguste). |
| 112 Le Bissonnais (Jean-E.-René). | 176 Remy (Maurice-André). |
| 113 Mallaret (Jean-Adrien). | 177 De Haas (Michel-Gabriel). |
| 114 Adamsbaum (André). | 178 Morisset (Pierre-Marie). |
| 115 Fine (Jacques-Albert). | 179 Letellier (Charles-Auguste). |
| 116 Lartigau (Jean-Claude). | 180 Maro (Jean-Marie). |
| 117 Jourdain (Philippe-André). | 181 Forien (Michel-Marie). |
| 118 Leenhardt (Philippe-René). | 182 Gré (Michel-Jean). |
| 119 De Saint Vaulry (Hubert-René). | 183 Zimmermann (Claude-Raymond). |
| 120 Bontemps (André-Jacques). | 184 Courouble (Jean-Marie). |
| 121 Nicout (Jacques-Léon). | 185 Goulot (Jacques-Gustave). |
| 122 Gazeau (Maurice-Louis). | 186 Tizané (Guy-Emile). |
| 123 Chagniot (Pierre-Albert). | 187 Serpette (Jean-Pierre-René). |
| 124 De Marsac (Bernard-Louis). | 188 Joiret (Jacques). |
| 125 Bazile-Benoit (Francis). | 189 De Clercq (François-Robert). |
| 126 Le Goff (Francisque-Marie). | 190 Gauthey (Gabriel-Albert). |
| 127 Echalié (Bernard-François). | 191 Sayn (Jean-Yves). |
| 128 Bernard (Jean-Henri). | 192 Urbain (Daniel-François). |
| 129 Martin (Jean-Fernand). | 193 Pinan-Lucarré (Bernard). |
| 130 Actis (Maxime). | 194 Feret (Jany-Juste). |
| 131 Larrivé (Robert-Georges). | 195 Dubreuil (Jean-Henri). |
| 132 Carron (Jean). | 196 Portejoie (Michel-Georges). |
| 133 Thirion (Robert). | 197 Nguyen-Day Phi. |
| 134 Hardy (Michel-Alfred). | 198 Boiteau (Robert-Paul). |
| 135 Lambert (Jacques). | 199 Malardel (Jean-Pierre). |
| 136 Bouchard (Jean-Charles). | 200 Mary (Gérard-André). |
| 137 Maës (Charles-Henri). | 201 Lavergne (Michel-Léon). |
| 138 Rouvière (Jean-Marie). | 202 Jouhaud (Yves-Serge). |
| 139 Gauthiez (André-Georges). | 203 Mouret (Jacques-Marie). |
| 140 Mazel (Jacques). | 204 Costentin (Paul-Emile). |
| 141 Escoffier (Pierre-Olivier). | 205 Mathelot (Pierre-Jean). |
| 142 Costes (Bertrand-Marie). | 206 Lecornu (Jean-Marie). |
| 143 Mallet (Bernard-Marie). | 207 Canet (Pierre-Marie). |
| 144 De Badereau (Antoine-Guillaume). | 208 Faravel (Jean). |
| | 209 Jinkins (Bernard-Louis). |
| | 210 Du Crest (Gilbert-Bernard). |

Liste des candidats admis en première année dans les écoles nationales d'ingénieurs arts et métiers à compter du 1^{er} octobre 1952.

Par arrêté en date du 30 juillet 1952, sont nommés élèves de l'école nationale d'ingénieurs arts et métiers et admis en première année, à compter du 1^{er} octobre 1952, les candidats au concours d'entrée dont les noms suivent :

- | | |
|---------------------------------|-------------------------------|
| 1 Pouleau (Roger), Cluny (1). | 8 Heraud (Michel), Angers. |
| 2 Levier (J.-François), Angers. | 9 Hostier (Jean), Châlons. |
| 3 Catillon (André), Aix. | 10 Laurent (André), Cluny. |
| 4 Haond (Henri), Angers. | Moins (André), Cluny. |
| 5 Grassin (Sylvain), Angers. | 12 Bernard (Michel), Châlons. |
| 6 Sarrazin (Jacques), Angers. | Martin (René), Lille. |
| 7 Grancoïn (Bernard), Aix. | 14 Delubac (Jacques), Aix. |

(1) Ecole nationale d'ingénieurs arts et métiers à laquelle est affecté le candidat.

- 45 Messan (Claude), Lille (1).
 46 Philippe (André), Angers.
 47 Veyssière (Jean-Jacques), Lille.
 48 Chauvot (Jean), Angers.
 49 Couarc'h (Michel), Lille.
 20 Canal (Jean), Aix.
 21 Mora (Roger), Lille.
 22 Stemmelen (Claude), Châlons.
 23 Bablot (Michel), Châlons.
 24 Peccoud (Michel), Cluny.
 25 Van Box Som (Marcel), Lille.
 26 Razaire (Max), Aix.
 27 Chevrier (René), Châlons.
 28 Dompnier (René), Aix.
 29 Vernin (Charles), Aix.
 30 Plantier (Jean), Cluny.
 31 Comte (Guy), Aix.
 Vicat (Henri), Lille.
 33 Parneix (Paul), Cluny.
 34 Guillaume (Daniel), Châlons.
 35 Audric (Guy), Aix.
 Minuissi (Claudy), Aix.
 37 Bedin (Jean), Angers.
 38 Mailliet (Robert), Cluny.
 39 Fernandez (Roman), Aix.
 40 Martinet (Jacques), Châlons.
 41 Herpin (J.-Claude), Angers.
 42 Leleu (Jacques), Lille.
 43 Fanichet (Pierre), Lille.
 44 Baumes (Gérard), Cluny.
 45 Hauet (Jacques), Aix.
 Picard (Jacques), Cluny.
 47 Le Beguec (André), Lille.
 Moultonnet (André), Aix.
 49 Gautrot (André), Châlons.
 50 Chaix (Jean-Marie), Aix.
 Vibert (Maurice), Lille.
 52 Bemesy (Francis), Aix.
 53 Bonnin (Gérard), Angers.
 54 Endres (Jacques), Angers.
 Chauveau (Jean), Lille.
 56 Veneau (Michel), Lille.
 Chaudot (Gérard), Aix.
 58 Firdmann (Jacques), Lille.
 59 Baudin (Germain), Aix.
 60 Cesane (Edmond), Aix.
 Treysac (Georges), Aix.
 62 Girault (Jean), Lille.
 Lossent (Alfred), Lille.
 64 Pagat (Michel), Cluny.
 65 Ricard (Alain), Aix.
 66 Morin (Henri), Cluny.
 Turlin (Georges), Cluny).
 68 Piccot (Jean), Aix.
 Rouressol (Hubert), Châlons.
 70 Julien (Lucien), Lille.
 Courtois (Michel), Châlons.
 72 Aix (André), Lille.
 Asselin (Georges), Lille.
 74 Dumas (Elie), Cluny.
 Laquerbe (Claude), Cluny.
 76 Thelliez (Sylvain), Lille.
 77 Cabaret (Michel), Châlons.
 78 Gaulier (J.-Claude), Angers.
 79 Gulling (Roger), Châlons.
 80 Rioux (Christian), Aix.
 81 Cagnard (Michel), Lille.
 82 Falcou (Louis), Aix.
 83 Mauchien (Daniel), Angers.
 84 Fidon (Jean), Angers.
 85 Lesage (Jacques), Châlons.
 Zammit (Jean), Aix.
 87 Gabriel (Gabriel), Cluny.
 88 Moutaux (Robert), Angers.
 89 Boiron (Pierre), Angers.
 90 Moyaux (Alain), Lille.
 Queille (Maurice), Aix.
 92 Marguillier (Bernard), Châlons.
 Devilliers (J.-Paul), Châlons.
 94 Briant (Claude), Lille.
 95 Serre (Guy), Aix.
 96 Lenain (Bernard), Angers.
 97 Belot (Pierre), Châlons.
 Huguenin (Bernard), Châlons.
 99 Vallerot (Jean), Lille.
 Yver (François), Lille.
 101 Coindet (Denis), Cluny.
 102 Galabert (Pierre), Aix.
 Mignée (Jean), Châlons.
 104 Cavaud (Pierre), Lille.
 105 Piriou (Emile), Angers.
 106 Alexeef (Georges), Lille.
 107 Chaline (André), Lille.
 108 Comes (Michel), Angers.
 109 Souchaud (Maurice), Angers.
 110 Gentis (Marcel), Angers.
 Dalmieres (Maurice), Angers.
 112 Dumez (Michel), Châlons.
 113 Bruxelles (Jacques), Angers.
 114 Martin (Christian), Angers.
 115 Gauclin (René), Angers.
 116 Anriot (Roland), Lille.
 Chieyssel (Jean), Aix.
 118 Copie (Fernand), Châlons.
 119 Bourgeois (Claude), Châlons.
 Pantel (Guy), Aix.
 121 Fichot (Robert), Cluny.
 122 Foin (Gabriel), Aix.
 123 Robin (Jacques), Châlons.
 124 Cavestri (Jacques), Lille.
 125 Bloch (Maurice), Lille.
 126 Desbrosses (Yvon), Châlons.
 127 Choquard (Jacques), Angers.
 Appy (Christian), Angers.
 129 Laurent (Jean), Angers.
 Pouy (André), Aix.
 Vincent (J.-Pierre), Châlons.
 132 Fouassier (Gérard), Angers.
 133 Joffrey (Jean), Cluny.
 134 Haton (Jack), Angers.
 135 Menguy (Jacques), Angers.
 136 Piriou (Claude), Châlons.
 137 Rippe (Jacques), Angers.
 138 Piel (Daniel), Cluny.
 139 Marce (Roger), Lille.
 140 Begun (Sany), Angers.
 141 Baleste (Jacques), Aix.
 Brossard (André), Lille.
 Rasserie (André), Aix.
 144 Labarthe (Jean), Aix.
 145 Levy Alvares (Gérard), Cluny.
 146 Rousset (Paul), Angers.
 147 Chanson (Jean), Aix.
 Houard (Jean), Angers.
 149 Rouilhac (Pierre), Angers.
 150 Chomat (Pierre), Cluny.
 151 Sargues (Jean), Lille.
 152 Fabbri (Ilio), Châlons.
 153 Decory (Jean), Angers.
 154 Gerat (Jean), Cluny.
 155 Le Balleur (Robert), Angers.
 156 Grave (Cyr), Angers.
 157 Buduca (Paul), Lille.
 Ferrand (Daniel), Aix.
 159 Guenon (Jean), Angers.
 Dolez (Abel), Lille.
 161 Mercier (Georges), Châlons.
 162 Grac (Jean), Aix.
 163 Bedas (Jean), Angers.
 164 Lavaud (André), Angers.
 Suquet (Jean), Angers.
 166 Grange (Robert), Cluny.
 167 Guigard (Jacques), Angers.
 168 Fédéda (David), Aix.
 Fleury (Gérard), Cluny.
 Riou (J.-Pierre), Aix.
 171 De Corbier (Guy), Angers (1).
 172 Villard (Yves), Cluny.
 173 Baco (Roger), Aix.
 Jolly (Lucien), Châlons.
 Wolber (Guy), Angers.
 176 Coanus (Bernard), Châlons.
 177 Simon (Michel), Angers.
 178 Jordan (Michel), Cluny.
 179 Devignot (Pierre), Châlons.
 180 Guedon (Philippe), Angers.
 Largounez (J.-Claude), Aix.
 Trombert (Jacques), Châlons.
 183 Klein (Jackie), Cluny.
 184 Jamet (Claude), Lille.
 Tchitchekian (Roger), Châlons.
 186 Roulleau (Pierre), Cluny.
 187 Genest (J.-Claude), Lille.
 188 Chavanne (Claude), Cluny.
 Fayer (J.-Claude), Lille.
 Lapointe (Philippe), Châlons.
 Le Mesle (Georges), Châlons.
 Monneret (Pierre), Châlons.
 Radet (Henri), Châlons.
 194 Lecole (Guy), Châlons.
 Moine (Michel), Lille.
 196 Charlade (Jean), Aix.
 Montagnier (Henri), Châlons.
 198 Bertheas (Jean), Cluny.
 199 Combe (Maurice), Châlons.
 200 Vantalon (Claude), Angers.
 201 Devillard (Georges), Cluny.
 202 Marquet (Michel), Châlons.
 203 Di Bernardo (Jérôme), Aix.
 Huez (J.-Marie), Châlons.
 Spite (André), Châlons.
 206 Fourre (Christian), Châlons.
 207 Marcillou (Marius), Cluny.
 208 Boucher (François), Lille.
 Roger (Jack), Lille.
 210 Gauthier (Claude), Châlons.
 211 Lebeau (Henri), Cluny.
 212 Azambre (Jacques), Lille.
 Houzel (Jacques), Châlons.
 214 Cussonnet (Joannes), Cluny.
 215 Neyraud (René), Cluny.
 216 Debord (Georges), Cluny.
 217 Galliard (J.-Claude), Châlons.
 218 Guichet (Pierre), Lille.
 Thivans (Georges), Lille.
 220 Brouillet (René), Cluny.
 221 Dazy (Roger), Châlons.
 222 Sonntag (Jean), Cluny.
 223 Deudon (Michel), Lille.
 Gandillot (François), Lille.
 225 Clément (Georges), Cluny.
 226 Chevasson (Jean), Aix.
 227 Bernard (Gérard), Cluny.
 228 Godard (Jean), Lille.
 229 Kerninon (Jean), Angers.
 Bailly (Robert), Angers.
 231 Dubo (Christian), Aix.
 232 Hebant (François), Lille.
 233 Margeridon (Michel), Lille.
 Theurant (Gilbert), Lille.
 235 Hitzel (Jacques), Cluny.
 236 Maigret (Jean), Cluny.
 Linard (Pierre), Lille.
 238 Daout (Michel), Lille.
 239 Pejout (Jean), Angers.
 240 Coureaut (Robert), Cluny.
 241 Ozanne (Robert), Lille.
 242 Louchart (Francis), Lille.
 Maury (Georges), Aix.
 244 Mariotte (Jean), Lille.
 245 Bourgeon (Pierre), Cluny.
 246 Deschamps (Maurice), Aix.
 247 Cortade (Alfred), Aix.
 Dalsoglio (Pierre), Lille.
 Jeammet (Pierre), Aix.
 250 Baur (François), Châlons.
 251 Deleuze (Bernard), Cluny.
 252 Campano (Victor), Aix.
 Hinault (Pierre), Aix.
 Lefèvre (René), Lille.
 255 Bertrand (J.-Marie), Châlons.
 Compagnon (Jacques), Châlons.
 257 Appert (J.-Claude), Angers.
 258 Bessot (Pierre), Châlons.
 259 Couriot (Henri), Châlons.
 260 Deloges (Daniel), Lille.
 261 Danhault (Joël), Angers.
 Vineaon (Jean), Angers.
 263 Revirard (Guy), Cluny.
 264 Lasseur (Jean), Châlons.
 265 Humbert (Bernard), Angers.
 266 Tacyniac (Yvan), Lille.
 267 David (Pierre), Aix.
 Langlois (Christian), Lille.
 269 Jeanneau (Robert), Angers.
 270 Simon (J.-Claude), Châlons.
 271 Poure (Michel), Cluny.
 Duponteil (Gilbert), Cluny.
 273 Vient (Alain), Angers.
 274 Livret (Jacques), Aix.
 275 Fournier (J.-Pierre), Angers.
 276 Calens (Paul), Lille.
 Fraleux (Jean), Cluny.
 Tourneur (Jean), Cluny.
 279 Belperin (Gérard), Châlons.
 280 Jolly (Michel), Angers.
 Allouard (Pierre), Angers.
 282 Calot (Michel), Angers.
 283 Degaffet (Jacques), Châlons.
 Vaillant (Jean), Cluny.
 285 Espelly (Francis), Aix.
 286 Alesi (Pierre), Aix.
 Morvan (Jean), Lille.
 288 Besnard (Jacques), Cluny.
 289 Colas (Michel), Aix.
 290 Frot (Jacques), Angers.
 291 Gery (Daniel), Aix.
 292 Rollet (Denis), Châlons.
 293 Bechon (Pierre), Cluny.
 294 Chavin (J.-Louis), Châlons.
 Moreau (Pierre), Cluny.
 Fayet (Roger), Cluny.
 Lacroix (Paul), Cluny.
 298 Vitrier (Pierre), Cluny.
 299 Gros (Paul), Cluny.
 300 Mesnier (Gérard), Angers.
 301 Frenot (Roland), Châlons.
 302 Serrière (Jacques), Châlons.
 303 Going (Robert), Cluny.
 304 Georin (Michel), Châlons.
 305 Dubsay (Jean), Cluny.
 306 Peyraud (Bernard), Cluny.
 Godelar (François), Cluny.
 308 Pommey (Jack), Châlons.
 309 Martine (Michel), Lille.
 Villanove (Denis), Aix.
 311 Puig (Michel), Aix.
 Aubert (Michel), Aix.
 Fillion (André), Aix.
 314 Petitcolin (Hubert), Châlons.
 315 Lachenait (Claude), Châlons.
 316 Davion (Marcel), Châlons.
 Roques (Henri), Aix.
 318 Champagne (Pierre), Angers.
 319 Picquot (J.-Pierre), Cluny.
 Rebord (Marcel), Aix.
 321 Illy (Pierre), Aix.
 Pinet (Claude), Aix.
 323 Thuillier (Daniel), Cluny.
 324 Brunet (Raymond), Angers.
 325 Blot (Michel), Lille.
 Godbillow (Pierre), Lille.

(1) Ecole nationale d'ingénieurs arts et métiers à laquelle est affecté le candidat.

(1) Ecole nationale d'ingénieurs arts et métiers à laquelle est affecté le candidat.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

Décret du 4 août 1952 modifiant le décret du 25 mars 1930 autorisant une fabrique de dynamite exploitée par la Société Nobel française sur le plateau d'Ablon (Calvados).

Le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques,

Sur le rapport du ministre de la défense nationale, du ministre de l'industrie et du commerce, du ministre de l'intérieur et du secrétaire d'Etat au budget,

Vu la loi du 8 mars 1875 et le décret du 24 août 1875 modifié par le décret du 20 avril 1904 relatifs à la poudre dynamite;

Vu le décret du 19 août 1893 relatif au séchage du coton azotique employé dans les dynamiteries privées;

Vu le décret du 20 juin 1915 et le décret du 2 février 1928, réglant la consommation, la vente et l'importation de dynamite et autres explosifs à base de nitroglycérine;

Vu la loi du 19 décembre 1917, relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes et les textes qui l'ont complétée;

Vu le décret du 25 mars 1930 autorisant la Société Nobel française, dont le siège social est à Paris, 67, boulevard Haussmann, à établir une fabrique de dynamite sur le plateau d'Ablon (Calvados) et le décret du 27 janvier 1951 qui l'a modifié;

Vu la demande présentée le 27 février 1950 par la Société Nobel française;

Vu l'avis du comité consultatif des établissements classés en date du 1^{er} décembre 1950,

Décrète:

Art. 1^{er}. — Le plan visé à l'article 3 du décret du 25 mars 1930 est remplacé par le plan annexé au présent décret.

Ledit article 3 est complété ainsi qu'il suit:

« Groupe IV. — Quatre magasins pour détonateurs de mine et artifices de tir ».

Art. 2. — L'article 5 du décret du 25 mars 1930 est remplacé par le texte suivant:

« Art. 5. — La fabrique de dynamite proprement dite comprendra les bâtiments suivants, indiqués sur le plan annexé au présent décret:

« Un atelier n° 107 contenant des réservoirs à glycérine et glycérine glycol, des réservoirs à eau chaude et carbonatée, ainsi que l'installation frigorifique de la nitration Nathan.

« Les annexes de ce bâtiment comprenant l'installation d'épuration de l'air comprimé et les réservoirs à acides sulfonitriques vierges et résiduaires.

« Un atelier de nitration selon le système Nathan-Thomson, n° 106.

« Un atelier de lavage et filtrage selon le procédé Nathan-Thomson, n° 27.

« Un atelier de nitration de la glycérine selon le système Biazzi, n° 60.

« Un atelier de séparation de la nitroglycérine, système Biazzi, n° 61.

« Un atelier n° 28 de pesage des charges de nitroglycérine, provenant du bâtiment de séparation.

« Deux ateliers de pétrissage nos 26 et 29 A pour l'incorporation de la nitroglycérine.

« Un ensemble n° 109 pour le malaxage mécanique pouvant comprendre au maximum quatre ateliers.

« Un dépôt intermédiaire n° 32 A alimentant les cartoucheries.

« Un dépôt pour reliquats de fabrication n° 123.

« Un abri pour déchets de fabrication n° 122.

« Un atelier 32 B pour le lavage des objets en tissus souillés d'explosifs.

« Dix ateliers nos 32 C à 32 L, pour l'encartouchage et l'emballage des dynamites.

« Six ateliers nos 39 B à 39 G pour l'encartouchage et l'emballage des explosifs.

« Sept ateliers nos 38 A à 38 G pour l'encartouchage et l'emballage des explosifs.

« Trois ateliers, nos 34 A, 34 B et 35, pour l'encartouchage et l'emballage des explosifs.

« Un laboratoire d'essais et de contrôle de la fabrication des dynamites, n° 39 A.

« Un dépôt pour les échantillons d'explosifs en cours d'étude, n° 40.

« Un bureau du chef de fabrication, avec des annexes, n° 33.

« Cinq magasins nos 53 A à 53 F de coton azotique humide.

« Un bâtiment n° 103 abritant les ventilateurs et les réchauffeurs d'air des séchoirs à nitrocellulose.

« Un atelier n° 104 pour la manutention du coton azotique avant et après séchage.

« Deux séchoirs à coton azotique nos 105 et 105 bis.

« Un atelier n° 62 pour mélangeur Atlas.

« Un dépôt intermédiaire n° 63.

« Trois ateliers d'encartouchage nos 64, 65, 65 bis.

« Cinq ateliers d'emballage nos 66, 67, 68, 68 bis et 68 ter.

« Un atelier n° 80 pour dégeler les huiles de dinitrotoluène.

« Un atelier n° 108 pour la préparation des eaux chaudes des bains-marie et de chauffage des ateliers de la dynamiterie.

« Un atelier n° 113 de préparation des enveloppes de cartouches.

« Un puits et une pompe n° 114 ».

Art. 3. — Entre le premier et le second alinéa de l'article 7 du décret du 25 mars 1930 est inséré le texte suivant:

« Par exception à ce qui précède, les ateliers de nitration et de séparation selon le système Biazzi pourront être construits en béton

armé, dans les parties épaulées par des levées de terre ou dans celles qui sont suffisamment éloignées des points où se trouve la nitroglycérine; les plans de ces bâtiments devront avoir été approuvés par le service des poudres ».

Art. 4. — Le quatrième alinéa de l'article 8 du décret du 25 mars 1930 est remplacé par le texte suivant:

« Dans les ateliers contenant des matières inflammables ou explosives, même si celles-ci sont à l'état humide, les lampes seront placées à l'extérieur ou dans l'épaisseur des murs derrière un verre dormant, sauf dans les ateliers de nitration du système Nathan, ou du système Biazzi, où on pourra fixer des appareils d'éclairage, à double verrine épaisse, fixés solidement aux plafonds ou aux parois des bâtiments ».

Art. 5. — Le premier alinéa de l'article 11 du décret du 25 mars 1930 est ainsi complété:

« Les appareils traitant la nitroglycérine, mais non ceux traitant la dynamite, pourront être en acier inoxydable; leur mode de construction devra avoir été approuvé par le service des poudres ».

Entre le quatrième et le cinquième alinéa dudit article 11 est inséré l'alinéa suivant:

« Toutefois, à l'atelier de nitration selon le système Biazzi les moteurs commandant les agitateurs seront logés derrière un panneau d'aluminium; tous ces moteurs seront du type blindé ».

Art. 6. — Les deux premiers alinéas de l'article 13 du décret du 25 mars 1930 sont remplacés par l'alinéa suivant:

« Les magasins nos 69 A et 69 D pour la dynamite en caisses seront construits dans les mêmes conditions que les ateliers de fabrication ».

Art. 7. — Le sixième alinéa de l'article 14 du décret du 25 mars 1930 est remplacé par le texte suivant:

« L'atelier n° 106 de nitration selon le système Nathan-Thomson comprendra un ou deux appareils pouvant nitrer chacun au maximum 300 kilogrammes de glycérine, les deux appareils pouvant fonctionner simultanément, mais à la condition que chaque appareil soit alors sous la surveillance ininterrompue d'un ouvrier nitreur ».

Cet article 14 est complété par les alinéas suivants:

« L'atelier n° 60 selon le système Biazzi sera conduit par deux ouvriers au moins et trois au plus, un ouvrier devant se tenir en permanence dans le compartiment où se trouve le nitreur pour y surveiller l'appareillage.

« Les deux ateliers n° 60 et n° 106 ne devront jamais être simultanément en service. Celui de ces deux ateliers mis en chômage devra être débarrassé de toute nitroglycérine ».

Art. 8. — Le premier alinéa de l'article 17 du décret du 25 mars 1930 est remplacé par le texte suivant:

« La mise en cartouches se fera dans les ateliers nos 32, 38, 39 et 64, 65, 65 bis ».

Art. 9. — Le premier alinéa de l'article 18 du décret du 25 mars 1930 est modifié ainsi qu'il suit:

« Le paraffinage des cartouches se fera aux bâtiments 32 J, 66, 68 bis ».

Art. 10. — Le premier alinéa de l'article 22 du décret du 25 mars 1930, modifié par le décret du 27 janvier 1951, est remplacé par le texte suivant:

« La quantité maximum de dynamite encaissée logée dans les magasins ne pourra dépasser 30.000 kilogrammes pour chacun des bâtiments 69 A, B et C, ou 40.000 kilogrammes pour le bâtiment 69 D ».

Ledit article 22 est ainsi complété:

« Un magasin pour stocker les détonateurs de mine sera construit à l'emplacement n° 36; son mode de construction sera semblable à celui des autres ateliers de la dynamiterie; il sera entouré sur ses quatre faces d'un merlon et d'une clôture en grillage métallique.

« Ce bâtiment contiendra des détonateurs ou amorces électriques n° 8 en nombre ne dépassant pas 500.000; ces engins de tir devront être emballés et il sera interdit d'ouvrir une caisse dans le bâtiment.

« Le bâtiment 45 sera affecté au stockage de cordeaux détonants et les bâtiments 45 bis et 121 à celui de la mèche de sûreté pour mineurs ».

Art. 11. — Le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre de la défense nationale, le ministre de l'intérieur, le ministre de l'industrie et du commerce et le secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 4 août 1952.

ANTOINE PINAY.

Par le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques:

Le ministre de l'industrie et du commerce,

JEAN-MARIE LOUVEL.

Le ministre de la défense nationale,

R. PLEVEN.

Le ministre de l'intérieur,

CHARLES BRUNE.

Le secrétaire d'Etat au budget,

JEAN-MOREAU.

Décret du 4 août 1952 modifiant et complétant le décret du 1^{er} août 1930 autorisant l'exploitation d'une fabrique de dynamite à Billy-Berclau (Pas-de-Calais).

Le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques,

Sur le rapport des ministres de l'industrie et du commerce, de l'intérieur et de la défense nationale et du secrétaire d'Etat au budget,

Vu la loi du 8 mars 1875 et le décret du 24 août 1875 modifié par le décret du 20 avril 1904 relatifs à la poudre dynamite;

Vu le décret du 19 août 1893 relatif au séchage du coton azotique employé dans les dynamitères privées;

Vu le décret du 20 juin 1915 et le décret du 2 février 1928 réglementant la consommation, la vente et l'importation de dynamite ou autres explosifs à base de nitroglycérine;

Vu la loi du 19 décembre 1917 relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes et les textes qui l'ont complétée;

Vu le décret du 1^{er} août 1930 autorisant l'exploitation d'une fabrique de dynamite à Billy-Berclau (Pas-de-Calais) par la société anonyme d'explosifs et de produits chimiques, 5, rue du Général-Foy, à Paris;

Vu les demandes présentées le 11 mai 1950 et le 20 octobre 1950 par cette société afin d'être autorisée à apporter certaines modifications à l'installation de ladite fabrique;

Vu l'avis du comité consultatif des établissements classés en date du 25 janvier 1952,

Décète:

Art. 1^{er}. — L'article 29 du décret du 1^{er} août 1930, fixant les quantités maxima de produit explosif que doit contenir chacun des bâtiments dangereux, est modifié ainsi qu'il suit:

Remplacer: « Lavage et filtrage: 500 kg », par: « Lavage et filtrage: 800 kg ».

Remplacer: « Emballage: 300 kg », par: « Emballage: 300 kg, sauf pour les ateliers 82 et 85 pour lesquels la quantité maxima est fixée à 400 kg ».

Art. 2. — L'article 5 du décret du 1^{er} août 1930, énumérant les installations de la fabrique de dynamite proprement dite, est modifié ainsi: qu'il suit, pour ce qui concerne la deuxième partie: « Nouvelles usines »:

Remplacer: « b) Deux entrepôts nos 53 et 59 pour la distribution de matières malaxées aux anciennes cartoucheries », par: « b) Trois entrepôts nos 58, 59 et 86 pour la distribution des matières malaxées aux ateliers d'encartouchage ».

Remplacer: « c) Un atelier d'emballage n° 55 », par: « c) Trois ateliers d'emballage nos 55, 82 et 85 ».

Art. 3. — Les plans annexés au décret du 1^{er} août 1930 et visés à l'article 3 de ce décret sont complétés en ce qui concerne l'emplacement des nouveaux ateliers ou dépôts nos 82, 85, 86 et modifiés en ce qui concerne le tracé de la clôture et les affectations des bâtiments nos 37, 38, 67, 68 par les dispositions figurant sur le plan n° 7138 M 11 annexé au présent décret.

Art. 4. — Le ministre de l'industrie et du commerce, le ministre de l'intérieur, le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre de la défense nationale et le secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Aix-les-Bains, le 4 août 1952.

ANTOINE PINAY.

Par le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques:

Le ministre de l'industrie et du commerce,

JEAN-MARIE LOUVEL.

Le ministre de la défense nationale,

R. PLEVEN.

Le ministre de l'intérieur,

CHARLES BRUNE.

Le secrétaire d'Etat au budget,

JEAN-MOREAU.

Déclaration d'utilité publique des travaux de construction de la centrale thermique de Creil-Saint-Leu (Oise) et de ses installations annexes.

Le ministre de l'industrie et du commerce,

Sur la proposition du directeur du gaz et de l'électricité,

Vu le décret du 30 octobre 1935 sur le régime de l'électricité, et notamment son article 1^{er};

Vu les articles 15, 16, 17 et 18 du décret n° 50-640 du 7 juin 1950 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 35 de la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, en ce qui concerne la procédure de déclaration d'utilité publique en matière d'électricité et de gaz pour l'établissement des servitudes prévues par la loi;

Vu la demande présentée le 4 décembre 1951 par Electricité de France (service national), en vue d'obtenir la déclaration d'utilité publique des travaux de construction de la centrale thermique de Creil-Saint-Leu (Oise) et de ses installations annexes;

Vu le rapport de l'ingénieur en chef des ponts et chaussées chargé de la première circonscription électrique en date du 5 avril 1952; Vu l'avis du conseil supérieur de l'électricité et du gaz en date du 19 juin 1952,

Arrête:

Art. 1^{er}. — Sont déclarés d'utilité publique les travaux de construction de la centrale thermique de Creil-Saint-Leu (Oise) et de ses installations annexes.

Art. 2. — Les expropriations nécessaires pour l'exécution desdits travaux devront être effectuées sur le territoire des communes de Saint-Leu-d'Esserent et de Montataire (département de l'Oise), dans un délai de cinq années à compter du présent arrêté.

Art. 3. — Le directeur du gaz et de l'électricité est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 28 juillet 1952.

Pour le ministre de l'industrie et du commerce et par délégation:

Le directeur du gaz et de l'électricité,
LOUIS SAULGEOT.

Date des élections pour le prochain renouvellement triennal des membres des chambres de métiers.

Le ministre de l'industrie et du commerce,

Vu l'article 11 du code de l'artisanat;

Vu l'article 2 de la loi du 2 mars 1949 fixant la date des élections aux chambres de métiers;

Vu le décret du 14 avril 1928 relatif aux chambres de métiers;

Vu l'article 103 c du code industriel local applicable dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle;

Vu l'arrêté du 25 avril 1949 portant prorogation du mandat des membres des chambres de métiers d'Alsace et de la Moselle,

Arrête:

Art. 1^{er}. — Les élections pour le prochain renouvellement triennal de la moitié des membres des chambres de métiers auront lieu le 16 novembre 1952.

Toutefois, en ce qui concerne les chambres de métiers d'Alsace et de la Moselle, les élections auront lieu le 17 novembre 1952.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1^{er} août 1952.

Le ministre de l'industrie et du commerce,

Pour le ministre et par délégation:

Le directeur du cabinet,
AMBROISE ROUX.

Règlement général des marchés réglementés de la bourse de commerce de Paris.

Rectificatif au *Journal officiel* du 3 juillet 1952:

Page 6646, 1^{re} colonne, article 1^{er}, au lieu de: « ...régie par les dispositions... », lire: « ...régie par les dispositions... »; 2^e colonne, article 7, au lieu de: « Pour les clients non professionnels, c'est dire ceux... », lire: « Pour les clients non professionnels, c'est-à-dire ceux... ».

Page 6648, 1^{re} colonne, article 24, au lieu de: « ...même en cas d'appel en garantie ou de pluralité de défenseurs. », lire: « ...même en cas d'appel en garantie ou de pluralité de défenseurs. »; article 26, au lieu de: « Copie en est remise, dans les mêmes conditions, au contrôleurs... », lire: « Copie en est remise, dans les mêmes conditions, aux contrôleurs... »; 2^e colonne, article 29, au lieu de: « ...conseil de direction composé de douze membres... », lire: « ...conseil de direction composé de douze membres... »; article 30, au lieu de: « Un conseil de discipline, composé de cinq membres titulaires et de quatre membres suppléants choisis parmi les membres de la compagnie des commissionnaires, est chargé d'instruire... », lire: « Un conseil de discipline, composé de cinq membres titulaires et de quatre membres suppléants choisis parmi les membres de la compagnie des commissionnaires, est chargé d'instruire... »; au lieu de: « ...toutes les sanctions disciplinaires... », lire: « ...toutes les sanctions disciplinaires... »; au lieu de: « ...par voie d'affiche à la bourse de commerce... », lire: « ...par voie d'affichage à la bourse de commerce... ».

Transport et distribution d'énergie électrique.

Rectificatif au *Journal officiel* du 26 juillet 1952: au sommaire et page 7604, 2^e colonne, 11^e ligne, au lieu de: « Fait à Paris, le 5 juin 1952 », lire: « Fait à Paris, le 5 juillet 1952 ».

Comité technique de l'électricité.

Rectificatif au *Journal officiel* du 23 juillet 1952: au sommaire et page 7435, 2^e colonne, 3^e paragraphe, au lieu de: « Comité technique de l'électricité et du gaz », lire: « Comité technique de l'électricité ».

Liste des ingénieurs élèves de l'école nationale supérieure des mines de Paris ayant obtenu, en 1952, le diplôme d'ingénieur au corps des mines.

Par arrêté en date du 31 juillet 1952, le diplôme d'ingénieur au corps des mines a été accordé aux ingénieurs élèves dont les noms suivent, qui ont terminé en 1952 leurs études à l'école nationale supérieure des mines de Paris:

| | |
|--------------------------|--------------------------|
| MM. | 6 Pelissonnier (Hubert). |
| 1 Levy (Raymond). | 6 Petitmengin (Jacques). |
| 2 Rutman (Gilbert). | 8 Meo (Jean). |
| 3 Poirier (Jean-Pierre). | 9 Rauline (Bernard). |
| 4 Berthomieu (Louis). | 10 Thibierge (Michel). |
| 4 Sore (Jean-Claude). | |

Circulaire H. S. M. n° 62 du 26 juillet 1952 relative à la vitesse de combustion des mèches lentes.

Paris, le 26 juillet 1952.

*Le directeur des mines et de la sidérurgie
à Messieurs les ingénieurs en chef des mines.*

(Objet: vitesse de combustion des mèches lentes.)

Un accident survenu récemment, au cours du débitage de blocs par mines anglaises allumées à la mèche lente dans une carrière de l'arrondissement minéralogique de Lyon, a attiré l'attention sur le danger d'une pratique qui était courante dans cette carrière et consistant à enrouler la mèche en spirale sur le bloc à débiter pour éviter qu'elle ne trainât par terre.

Au cours d'essais effectués en vue de déterminer la vitesse de combustion de différents lots, il est apparu que cet enroulement provoquait des courts-circuits d'allumage de spire à spire. La gaine étant constituée par des fils de jute et de coton, des perforations se produisaient, communiquant le feu directement entre deux spires voisines. Il en résultait une augmentation apparente de la vitesse de combustion.

La pose d'une pierre sur la mèche enroulée ou la ligature des spires faciliterait encore la transmission du feu.

Vous voudrez bien attirer l'attention des exploitants de carrières et de mines sur le danger que présente tout enroulement et même tout recouplement de mèches lentes.

DESROUSSEAUX.

**MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS,
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME****Décret du 4 août 1952 portant admission à la retraite d'un inspecteur général des ponts et chaussées.**

Par décret en date du 4 août 1952, M. Noël (Henry), inspecteur général de 1^{re} classe des ponts et chaussées, est admis à faire valoir ses droits à la retraite pour ancienneté, en application de l'article 21 de la loi du 8 août 1947 et de l'article 4 du décret du 23 mai 1951 (code des pensions de retraite) (soixante-neuf ans d'âge, quarante-neuf ans de services).

Ces dispositions prennent effet au 1^{er} août 1952.

La cessation des fonctions de l'intéressé est fixée à la même date.

Institution d'une taxe sur les passagers et les marchandises en provenance ou à destination de l'aéroport de Nice.

Le président du conseil, ministre des finances et des affaires économiques, le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme et le secrétaire d'Etat au budget,

Vu le décret n° 46-2235 du 11 octobre 1946 portant réglementation des taxes à percevoir sur les aéroports de l'Etat, et notamment les articles 2, 3 et 4;

Vu le décret n° 49-1177 du 25 juin 1949 portant homologation des textes ayant institué des taxes dans le domaine de l'aviation civile;

Vu l'arrêté interministériel du 1^{er} septembre 1950 relatif au fonctionnement des régies de recettes, et notamment les articles 2 et 3,

Arrêtent:

Art. 1^{er}. — Il est institué une taxe sur les passagers et une taxe sur les marchandises embarqués ou débarqués sur l'aéroport de Nice-Californie.

Art. 2. — Les tarifs maxima de ces taxes sont fixés ainsi qu'il suit:

| a) Passagers: | Trafic local |
|--|--------------|
| Par passager en provenance ou à destination d'un aéroport: | |
| De la métropole (y compris la Corse) | 120 » |
| De l'Europe ou de l'Afrique du Nord | 240 » |
| Des autres continents (à l'exception de l'Afrique du Nord) | 500 » |

b) Bagages et marchandises:

| | |
|--|------|
| Par kilogramme en provenance ou à destination d'un aéroport: | |
| De la métropole (y compris la Corse) | 1 » |
| De l'Europe et de l'Afrique du Nord | 1 50 |
| Des autres continents (à l'exception de l'Afrique du Nord) | 3 50 |

Sont exemptés du paiement de la taxe sur les passagers l'équipage de l'aéronef et le personnel de la compagnie propriétaire de l'aéronef circulant sous la mention « Service ».

Art. 3. — Ces taxes seront versées, dans les conditions prévues à l'article 2 de l'arrêté interministériel du 1^{er} septembre 1950, au régisseur de recettes de l'aéroport, à charge par lui d'en reverser le montant, conformément aux dispositions de l'article 3 de cet arrêté, à la caisse de la trésorerie générale des Alpes-Maritimes qui en fera recette aux produits divers du budget général.

Art. 4. — Les dispositions du présent arrêté entreront en vigueur le 1^{er} septembre 1952.

Art. 5. — Le secrétaire général à l'aviation civile et commerciale et le directeur de la comptabilité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 juillet 1952.

*Le ministre des travaux publics, des transports
et du tourisme,*
ANDRÉ MORICE.

*Le président du conseil, ministre des finances
et des affaires économiques,*
ANTOINE PINAY.

*Le secrétaire d'Etat au budget,
Pour le ministre et par délégation:
Le directeur du cabinet,*
DÉSIRÉ ARNAUD.

Transport par chemin de fer des substances explosives de première catégorie (matières dangereuses 1952, n° 27).

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, Sur la proposition du directeur général des chemins de fer et des transports,

Vu l'acte dit loi n° 263 du 5 février 1942, relatif au transport et à la manutention des matières dangereuses ou infectes;

Vu l'arrêté du 15 avril 1945 approuvant un nouveau règlement pour le transport des matières dangereuses et infectes par chemins de fer, par voies de terre et par voies de navigation intérieure;

Vu l'avis de la commission du transport des matières dangereuses, instituée par décret du 27 février 1941,

Arrête:

Article unique. — A l'article 74 du règlement du 15 avril 1945 pour le transport des matières dangereuses, remplacer la première phrase du paragraphe 3:

« Pour le chargement des substances explosives de première catégorie, on choisira autant que possible des wagons non munis de freins »,

par:

« En cas de transport de substances explosives de première catégorie par wagons complets, on choisira autant que possible des wagons non munis de freins ».

Fait à Paris, le 30 juillet 1952.

*Pour le ministre des travaux publics,
des transports et du tourisme et par délégation:
Le secrétaire général aux travaux publics,*
E. DORGES.

NOTA — En raison de son importance, le règlement approuvé par l'arrêté du 15 avril 1945 n'a pas été inséré au *Journal officiel*. La deuxième édition de ce document à jour à la date du 31 décembre 1951 est en vente dans les magasins de l'Imprimerie nationale: 27, rue de la Convention, Paris (15^e); 19, rue Scribe, Paris (9^e); 91, avenue des Champs-Élysées, Paris (8^e). Compte courant postal: service d'édition et de vente des publications officielles, 39, rue de la Convention, Paris (15^e), n° 9060-06 Paris.

Réglementation des citernes destinées au transport des matières dangereuses et infectes (matières dangereuses 1952, n° 28).

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,
Sur la proposition du directeur général des chemins de fer et des transports,

Vu l'acte dit loi n° 263 du 5 février 1942, relatif au transport et à la manutention des matières dangereuses ou infectes;

Vu l'arrêté du 15 avril 1945 approuvant un nouveau règlement pour le transport des matières dangereuses et infectes par chemins de fer, par voies de terre et par voies de navigation intérieure;

Vu l'arrêté du 19 avril 1952 relatif à la réglementation des citernes;
Vu l'avis de la commission du transport des matières dangereuses, instituée par décret du 27 février 1941,

Arrête:

Article unique. — Le texte actuel de l'appendice n° 3 au règlement du 15 avril 1945 pour le transport des matières dangereuses et infectes est modifié de la manière suivante:

1° Le titre de l'appendice n° 3 est remplacé par le suivant:

« Construction des wagons-citernes, camions-citernes, bateaux-citernes, containers-citernes, citernes amovibles, visite et épreuves »;

2° A l'article 1001 (préambule: Champ d'application du présent appendice), remplacer le texte du premier alinéa par:

« Le présent appendice régit la construction des wagons-citernes, des camions-citernes, des bateaux-citernes, des containers-citernes et des citernes amovibles destinés au transport des matières dangereuses et des matières infectes ».

3° A l'article 1002 (Mode de fermeture des citernes), compléter le dernier alinéa par la disposition suivante:

« Lorsqu'il s'agit de citernes amovibles destinées à être manipulées seules à vide, les chapes ou les dispositifs de protection ne sont pas exigés »;

4° A l'article 1006 (Construction des camions-citernes), remplacer le premier alinéa du paragraphe 1^{er} par le suivant:

« Les camions-citernes, ainsi que les camions destinés au transport de citernes amovibles ou de containers-citernes, devront être robustes et conçus de façon que les citernes et les containers, ainsi que leurs robinets, leurs vannes, leur tuyauterie et tous organes en liaison directe avec ces citernes ne soient pas exposés aux chocs directs »;

5° Au paragraphe b de l'article 1009, supprimer dans la première phrase la disposition ci-après:

« Cette personne devra être choisie en dehors du personnel qui a participé à la construction ou à la réparation ».

Fait à Paris, le 30 juillet 1952.

Pour le ministre des travaux publics,
des transports et du tourisme et par délégation:

Le secrétaire général aux travaux publics,

E. DORGES.

NOTA. — En raison de son importance, le règlement approuvé par l'arrêté du 15 avril 1945 n'a pas été inséré au *Journal officiel*. La deuxième édition de ce document à jour à la date du 31 décembre 1951 est en vente dans les magasins de l'Imprimerie nationale: 27, rue de la Convention, Paris (15°); 19, rue Scribe (9°); 91, avenue des Champs-Élysées, Paris (8°). Compte courant postal: service d'édition et de vente des publications officielles, 39, rue de la Convention, Paris (15°), n° 9060-06 Paris.

Précautions à prendre pour le chargement, dans les véhicules de transport, des bonbonnes et touries renfermant des matières dangereuses (matières dangereuses 1952, n° 29).

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,
Sur la proposition du directeur général des chemins de fer et des transports,

Vu l'acte dit loi n° 263 du 5 février 1942, relatif au transport et à la manutention des matières dangereuses ou infectes;

Vu l'arrêté du 15 avril 1945 approuvant un nouveau règlement pour le transport des matières dangereuses et infectes par chemins de fer, par voies de terre et par voies de navigation intérieure;

Vu l'avis de la commission du transport des matières dangereuses, instituée par décret du 27 février 1941,

Arrête:

Article unique. — Le texte actuel du règlement du 15 avril 1945 pour le transport des matières dangereuses est modifié de la manière suivante:

1° Le texte du paragraphe 4 de l'article 15 (Dispositions générales concernant les précautions à prendre pour le chargement) est remplacé par:

« 4. — Tout colis fragile de matière dangereuse (notamment bonbonnes, touries) doit être placé sur le plancher même des wagons, véhicules routiers ou bateaux. L'engrènement est interdit.

« Quand un même chargement réunit à la fois des bonbonnes en verre et des touries en grès, ces diverses sortes de récipients doivent être groupés par nature.

« Les colis de ce genre, chargés sur un véhicule, doivent être rendus solidaires par tous les moyens appropriés, soit dans leur totalité, soit par fractions, de façon à éviter tous déplacements ou déversements des bonbonnes ou touries; en outre, lorsque le chargement ne couvre pas la totalité du plancher et que, par suite, la ligne extrême des récipients n'est pas contrebutée par les parois du wagon, du camion ou de la cale, l'immobilité de cette ligne doit être assurée par des planches ou des tasseaux cloués. »

2° Le texte de l'article 666 (sous-classe III c) devient:

« 666. — Bonbonnes et touries d'acides nitrique et sulfonitrique. — Pour le calage des colis d'acide nitrique (gr. 31.101 et 31.201) et sulfonitrique (gr. 31.102 et 31.202), l'usage de la paille ou se toute autre matière renfermant inflammable est interdit »;

3° Le texte de l'article 822 (classe V) devient:

« 666. — Bonbonnes et touries d'acides nitrique et sulfonitrique. — Pour le calage des colis d'acide nitrique (gr. 51.302) ou d'acide sulfonitrique (gr. 51.303), il est interdit de se servir de paille qui ait reçu antérieurement des projections d'acide ».

Fait à Paris, le 30 juillet 1952.

Pour le ministre des travaux publics,
des transports et du tourisme et par délégation:

Le secrétaire général aux travaux publics,

E. DORGES.

NOTA. — En raison de son importance, le règlement approuvé par l'arrêté du 15 avril 1945 n'a pas été inséré au *Journal officiel*. La deuxième édition de ce document à jour à la date du 31 décembre 1951 est en vente dans les magasins de l'Imprimerie nationale: 27, rue de la Convention (15°); 19, rue Scribe (9°); 91, avenue des Champs-Élysées (8°). Compte courant postal: Service d'édition et de vente des publications officielles, 39, rue de la Convention (15°), n° 9060-06 Paris.

Transport par chemin de fer des matières dangereuses inflammables (matières dangereuses 1952, n° 30).

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,
Sur la proposition du directeur général des chemins de fer et des transports,

Vu l'acte dit loi n° 263 du 5 février 1942, relatif au transport et à la manutention des matières dangereuses ou infectes;

Vu l'arrêté du 15 avril 1945 approuvant un nouveau règlement pour le transport des matières dangereuses et infectes par chemins de fer, par voies de terre et par voies de navigation intérieure;

Vu l'avis de la commission du transport des matières dangereuses, instituée par décret du 27 février 1941,

Arrête:

Article unique. — L'article 560 du règlement du 15 avril 1945 pour le transport des matières dangereuses est complété par le paragraphe 4 suivant:

« 4. — Les dispositions du paragraphe 3 (Freins) de l'article 74 s'appliquent aux wagons transportant des matières de la sous-classe III b ».

Fait à Paris, le 30 juillet 1952.

Pour le ministre des travaux publics,
des transports et du tourisme et par délégation:

Le secrétaire général aux travaux publics,

E. DORGES.

NOTA. — En raison de son importance, le règlement approuvé par l'arrêté du 15 avril 1945 n'a pas été inséré au *Journal officiel*. La deuxième édition de ce document à jour à la date du 31 décembre 1951 est en vente dans les magasins de l'Imprimerie nationale: 27, rue de la Convention (15°); 19, rue Scribe (9°); 91, avenue des Champs-Élysées (8°). Compte courant postal: Service d'édition et de vente des publications officielles, 39, rue de la Convention (15°), n° 9060-06 Paris.

Classement des « tissus de coton n'ayant pas été blanchis » dans le règlement du 15 avril 1945 pour le transport des matières dangereuses (matières dangereuses 1952, n° 31).

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,
Sur la proposition du directeur général des chemins de fer et des transports,

Vu l'acte dit loi n° 263 du 5 février 1942, relatif au transport et à la manutention des matières dangereuses ou infectes;

Vu l'arrêté du 15 avril 1945 approuvant un nouveau règlement pour le transport des matières dangereuses et infectes par chemins de fer, par voies de terre et par voies de navigation intérieure;

Vu l'avis de la commission du transport des matières dangereuses, instituée par décret du 27 février 1941,

Arrête:

Art. 1^{er}. — A l'article 411 du règlement du 15 avril 1945 pour le transport des matières dangereuses, compléter le texte du groupe 21.203 par l'alinéa d ci-après:

« d) Tissus de coton n'ayant pas été blanchis ».

Art. 2. — La nomenclature alphabétique du règlement du 15 avril 1945 est complétée par la rubrique suivante:

| | | | | | |
|---|----|-----|----|----------|-----|
| Tissus de coton n'ayant pas été blanchis..... | II | 411 | 2° | 21.203 d | 211 |
|---|----|-----|----|----------|-----|

Fait à Paris, le 30 juillet 1952.

Pour le ministre des travaux publics,
des transports et du tourisme et par délégation:
Le secrétaire général aux travaux publics,
E. DORGES.

NOTA. — En raison de son importance, le règlement approuvé par l'arrêté du 15 avril 1945 n'a pas été inséré au *Journal officiel*. La deuxième édition de ce document à jour à la date du 31 décembre 1951 est en vente dans les magasins de l'Imprimerie nationale: 27, rue de la Convention, Paris (15°); 19, rue Scribe, Paris (9°); 91, avenue des Champs-Élysées, Paris (8°). Compte courant postal: service d'édition et de vente des publications officielles, 39, rue de la Convention, Paris (15°), n° 9060-06 Paris.

Transport de l'hydrosulfite de sodium (matières dangereuses 1952, n° 32).

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,
Sur la proposition du directeur général des chemins de fer et des transports,

Vu l'acte dit loi n° 263 du 5 février 1942 relatif au transport et à la manutention des matières dangereuses ou infectes;

Vu l'arrêté du 15 avril 1945 approuvant un nouveau règlement pour le transport des matières dangereuses et infectes par chemins de fer, par voies de terre et par voies de navigation intérieure;

Vu l'arrêté du 6 mai 1949 relatif au classement de l'hydrosulfite de sodium;

Vu l'avis de la commission du transport des matières dangereuses, instituée par décret du 27 février 1941,

Arrête:

Article unique. — Le texte actuel du règlement du 15 avril 1945 pour le transport des matières dangereuses est modifié comme suit:

1° Le texte de l'article 418 bis est remplacé par le suivant:

« 418 bis. — L'hydrosulfite de sodium sera contenu dans des boîtes ou des fûts métalliques, de bonne épaisseur, rigoureusement étanches et à fermetures hermétiques, satisfaisant aux conditions des articles 10 et 11 des dispositions générales »;

2° A l'appendice n° 1 (Étiquetage), les interdictions de chargement en commun figurant dans la partie droite de l'étiquette modèle 212 (p. V) sont remplacées par:

« Chargement interdit
avec
bombe de toute couleur
tête de mort
bonbonne } à double cadre
Torche sépia. »

Fait à Paris, le 30 juillet 1952.

Pour le ministre des travaux publics, des transports
et du tourisme et par délégation:

Le secrétaire général aux travaux publics,
E. DORGES

NOTA. — En raison de son importance, le règlement approuvé par l'arrêté du 15 avril 1945 n'a pas été inséré au *Journal officiel*. La deuxième édition de ce document à jour à la date du 31 décembre 1951 est en vente dans les magasins de l'Imprimerie nationale: 27, rue de la Convention (15°); 19, rue Scribe (9°); 91, avenue des Champs-Élysées (8°). Compte courant postal: service d'édition et de vente des publications officielles, 39, rue de la Convention (15°), n° 9060-06 Paris.

Transport de la naphthaline brute, de la naphthaline pure et de l'antracène brut (matières dangereuses 1952, n° 33).

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,
Sur la proposition du directeur général des chemins de fer et des transports,

Vu l'acte dit loi n° 263 du 5 février 1942 relatif au transport et à la manutention des matières dangereuses ou infectes;

Vu l'arrêté du 15 avril 1945 approuvant un nouveau règlement pour le transport des matières dangereuses et infectes par chemins de fer, par voies de terre et par voies de navigation intérieure;

Vu l'arrêté du 19 avril 1952 relatif au transport de la naphthaline en wagons-citernes;

Vu l'avis de la commission du transport des matières dangereuses, instituée par décret du 27 février 1941,

Arrête:

Art. 1er. — Le texte actuel du règlement du 15 avril 1945 pour le transport des matières dangereuses est modifié comme suit:

1° A l'article 572, dans le texte du groupe 32.301, remplacer « Naphthaline » par « Naphthaline brute, naphthaline pure »;

2° A l'article 573 (Transport en vrac):

a) Dans l'énumération du paragraphe 1, remplacer « Naphthaline » par « Naphthaline brute et naphthaline pure »;

b) Le texte du paragraphe 4 est remplacé par:

« 4. — Naphthaline brute, naphthaline pure. — a) La naphthaline pure peut être contenue dans des wagons-citernes de particuliers; ces wagons devront être remis au chemin de fer avec tous leurs capots verrouillés et seulement quand la température de l'enveloppe sera descendue au-dessous de 50° C;

« b) La naphthaline brute, quand elle ne sont pas susceptibles de suinter, peuvent être chargées en vrac soit dans des wagons ou des véhicules couverts, soit dans des wagons ou des véhicules découverts; dans ce dernier cas, le chargement doit être protégé par une bâche incombustible dans les conditions d'emploi;

« c) La naphthaline brute susceptible de suinter ne pourra être chargée que dans des wagons-tombereaux métalliques à fond étanche, dans des camions métalliques à caisse étanche ou dans des véhicules dont le fond et les parois auront été rendus étanches par la pose d'un prélat imperméable. Si ces véhicules ne sont pas clos, le chargement doit être entièrement protégé par une bâche incombustible dans les conditions d'emploi »;

3° Compléter l'article 597 (Mesures de précaution) par l'alinéa suivant:

« Toute cale qui a reçu un chargement en vrac de naphthaline brute ou d'antracène brut devra être nettoyée, avec les précautions qui conviennent, avant de recevoir un chargement nouveau ».

Art. 2. — Dans la nomenclature alphabétique des matières du règlement du 15 avril 1945, la rubrique « Naphthaline » est remplacée par:

| | | | | | |
|--|-------|-----|----|--------|-----|
| Naphthaline (naphthaline pure ou naphthaline brute)..... | III b | 572 | 4° | 32.301 | 311 |
|--|-------|-----|----|--------|-----|

NOTA. — La naphthaline brute, quand elle est susceptible de suinter, exige, lors de son chargement en vrac, les précautions énoncées à l'article 573 (§ 6). Elle doit alors, outre l'étiquette 311, porter l'étiquette 412 (matières toxiques).

Fait à Paris, le 30 juillet 1952.

Pour le ministre des travaux publics,
des transports et du tourisme et par délégation:
Le secrétaire général aux travaux publics,
E. DORGES.

NOTA. — En raison de son importance, le règlement approuvé par l'arrêté du 15 avril 1945 n'a pas été inséré au *Journal officiel*. La deuxième édition de ce document à jour à la date du 31 décembre 1951 est en vente dans les magasins de l'Imprimerie nationale: 27, rue de la Convention, Paris (15°); 19, rue Scribe, Paris (9°); 91, avenue des Champs-Élysées, Paris (8°). Compte courant postal: service d'édition et de vente des publications officielles, 39, rue de la Convention, Paris (15°), n° 9060-06 Paris.

Transport des allumettes (matières dangereuses 1952, n° 34).

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,
Sur la proposition du directeur général des chemins de fer et des transports,

Vu l'acte dit loi n° 263 du 5 février 1942, relatif au transport et à la manutention des matières dangereuses ou infectes;

Vu l'arrêté du 15 avril 1945 approuvant un nouveau règlement pour le transport des matières dangereuses et infectes par chemins de fer, par voies de terre et par voies de navigation intérieure;

Vu l'avis de la commission du transport des matières dangereuses, instituée par décret du 27 février 1941,

Arrête:

Article unique. — Le texte actuel du règlement du 15 avril 1945 pour le transport des matières dangereuses est modifié comme suit:

1° A l'article 227, remplacer le texte du paragraphe 2 par le suivant:

« 2. — Toutefois, sous réserve que chaque colis ne pèse pas plus de 20 kg et que les boîtes d'allumettes soient paquetées par 100 au maximum sous papier fort et bien immobilisées, les allumettes pourront être emballées soit dans des boîtes ou caisses en carton de bonne qualité de deux millimètres d'épaisseur au moins et fortement collées, soit dans des récipients en fer-blanc »;

2° Ajouter à l'article 227 le paragraphe 2 ci-après :

« 2. — *Chargement des allumettes en emballage carton expédiées par wagon complet.* — Lors d'un chargement complet d'allumettes, emballées dans les boîtes en carton visées au paragraphe 2 de l'article 227, l'expéditeur devra intercaler entre les boîtes et les pièces en fer faisant saillie dans le wagon, une ou plusieurs feuilles de carton ondulé ou de matériau protecteur analogue. On devra éviter d'écraser les cartonnages, et on immobilisera ceux-ci au moyen de matériaux de calage disposés entre les caisses et entre celles-ci et les parois ou même la toiture du wagon, afin que les colis ne subissent pas de déplacements dans le wagon au cours du transport ».

Fait à Paris, le 30 juillet 1952.

Pour le ministre des travaux publics,
des transports et du tourisme et par délégation :
Le secrétaire général aux travaux publics,
E. DORGES.

NOTA. — En raison de son importance, le règlement approuvé par l'arrêté du 15 avril 1945 n'a pas été inséré au *Journal officiel*. La deuxième édition de ce document à jour à la date du 31 décembre 1951 est en vente dans les magasins de l'imprimerie nationale, à Paris : 27, rue de la Convention (15^e) ; 19, rue Scribe (9^e) ; 91, avenue des Champs-Élysées (8^e). Compte courant postal : service d'édition et de vente des publications officielles, 39, rue de la Convention, Paris (15^e), n° 9060-06 Paris.

Transport de l'air liquide, de l'oxygène liquide et de l'azote liquide (matières dangereuses 1952, n° 35).

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,
Sur la proposition du directeur général des chemins de fer et des transports,

Vu l'acte dit loi n° 263 du 5 février 1942, relatif au transport et à la manutention des matières dangereuses ou infectes ;

Vu l'arrêté du 15 avril 1945 approuvant un nouveau règlement pour le transport des matières dangereuses et infectes par chemins de fer, par voies de terre et par voies de navigation intérieure ;

Vu l'avis de la commission du transport des matières dangereuses, instituée par décret du 27 février 1941,

Arrête :

Article unique — Le texte actuel du règlement du 15 avril 1945 pour le transport des matières dangereuses est modifié de la manière suivante :

1° Le texte des articles 278 et 279 est remplacé par le suivant :

« 278. — *Air liquide, oxygène liquide, azote liquide* (gr. 1412). — 1. — Les récipients amovibles destinés à recevoir de l'air liquide, de l'oxygène liquide ou de l'azote liquide, doivent comporter une double enveloppe entre deux sphères de cuivre ou de laiton convenablement assemblées au moyen de soudure au plomb et à l'étain. La sphère intérieure doit pouvoir supporter sans déformation permanente une pression extérieure de 3 hpz effectifs (soupape ou membrane métallique) limitant la pression dans la double enveloppe à 2 hpz effectifs au maximum. Lorsqu'on loge, entre les deux sphères une matière absorbant les résidus gazeux, cet absorbant devra être incombustible, s'il s'agit de récipients contenant de l'air liquide ou de l'oxygène liquide.

« 2. — Les récipients contenant de l'air liquide, de l'oxygène liquide ou de l'azote liquide seront soigneusement emballés dans des caisses solides en bois ou en tôle dont la forme indiquera nettement le fond sur lequel elles doivent reposer.

« 3. — Les caisses doivent être étanches dans leur partie inférieure jusqu'à une hauteur suffisante pour qu'en cas de rupture des ballons le liquide ne puisse se répandre à l'extérieur ; leurs parois latérales seront percées vers la partie supérieure d'orifices suffisants pour l'évacuation des gaz ; elles seront munies de poignées.

« 4. — Les caisses porteront en caractères très apparents, et au moins sur deux faces opposées, les inscriptions : TRES FRAGILE, HAUT, BAS (v. append. n° 1, art. 951).

« 5. — Les caisses spéciales prévues aux paragraphes 2, 3 et 4 ci-dessus peuvent être supprimées lorsque les récipients à liquide sont disposés à demeure dans des enveloppes métalliques adaptées aussi bien au transport qu'à l'emploi. La partie supérieure de ces enveloppes devra être peinte en vert quand le liquide contenu est de l'azote, en blanc quand le liquide est de l'oxygène, en bleu quand le contenu est de l'air liquide.

« 6. — Les récipients qui, après remplissage, montrent par un givrage extérieur excessif qu'ils sont endommagés, ne doivent pas être remis au transport ».

« 279. — *Transport des gaz liquéfiés en wagons-citernes camions-citernes ou containers-citernes.* — 1. — Voir articles 284 et 292 et l'appendice n° 3 au présent règlement.

« 2. — Les récipients des camions-citernes destinés au transport de l'oxygène liquide doivent être convenablement calorifugés et avoir subi avant leur mise en service, une épreuve hydraulique sous une pression de 1,5 hpz effectifs » ;

2° L'article 291 prendra pour titre « Consignes obligatoires » et sera complété par le paragraphe 2 ci-après :

« 2. — Dans la cabine des camions-citernes à oxygène liquide, l'exploitant devra afficher une consigne impérative, interdisant au conducteur toute manœuvre des systèmes de pompage et de réchauffage, quand le véhicule est sur la voie publique, et renfermant toutes autres mesures utiles à la sécurité du transport » ;

3° Ajouter au paragraphe 8 de l'article 1005 :

« Pour les citernes à oxygène liquide, voir article 279, paragraphe 2 » ;

4° Compléter l'appendice n° 10 par la disposition transitoire n° 22 ci-après :

« DT.22. — Les récipients non conformes aux dispositions du paragraphe 1^{er} de l'article 278, et qui ont été construits antérieurement au 1^{er} juillet 1952, pourront continuer à être utilisés pour le transport de l'oxygène, de l'azote ou de l'air liquides, jusqu'au 1^{er} janvier 1954 ».

Fait à Paris, le 30 juillet 1952.

Pour le ministre des travaux publics,
des transports et du tourisme et par délégation :
Le secrétaire général aux travaux publics,
E. DORGES.

NOTA. — En raison de son importance, le règlement approuvé par l'arrêté du 15 avril 1945 n'a pas été inséré au *Journal officiel*. La deuxième édition de ce document à jour à la date du 31 décembre 1951 est en vente dans les magasins de l'imprimerie nationale : Paris : 27, rue de la Convention (15^e) ; 19, rue Scribe (9^e) ; 91, avenue des Champs-Élysées (8^e). Compte courant postal : service d'édition et de vente des publications officielles, 39, rue de la Convention, Paris (15^e), n° 9060-06 Paris.

Transfert du peroxyde de sodium de la classe I « e » (matières qui, au contact de l'eau, dégagent des gaz inflammables ou facilitent la combustion) à la classe III « c » (matières comburantes) dans le règlement du 15 avril 1945 pour le transport des matières dangereuses (matières dangereuses 1952, n° 36).

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,
Sur la proposition du directeur général des chemins de fer et des transports,

Vu l'acte dit loi n° 263 du 5 février 1942 relatif au transport et à la manutention des matières dangereuses ou infectes ;

Vu l'arrêté du 15 avril 1945 approuvant un nouveau règlement pour le transport des matières dangereuses et infectes par chemins de fer, par voies de terre et par voies de navigation intérieure ;

Vu l'avis de la commission du transport des matières dangereuses, instituée par décret du 27 février 1941,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Le texte actuel du règlement du 15 avril 1945 pour le transport des matières dangereuses et infectes est modifié comme suit :

1° Le titre de la sous-classe I e devient :

« Matières qui, au contact de l'eau, dégagent des gaz inflammables » (la même modification sera apportée dans le texte des articles 1^{er} et 16, § 1 C, alinéa 1^o) ;

2° Supprimer le texte du groupe 15.401 (Peroxyde de sodium) figurant à l'article 343, ainsi que l'article 346 ;

3° Supprimer la mention du groupe 15.401 dans le texte des articles 352 et 360 ;

4° A l'article 644 (Énumération des matières de 4^e catégorie de la sous-classe III c : Matières comburantes), ajouter le groupe 33.407 ci-après :

« Gr. 33.407. — Peroxyde de sodium » ;

5° Ajouter l'article 652 bis ci-après :

« 652 bis. — Le peroxyde de sodium (gr. 33.407) sera contenu dans des récipients métalliques étanches, munis d'un bouchage hermétique et incombustible.

« Ces récipients seront au besoin protégés par une caisse extérieure » ;

6° Le texte actuel du paragraphe 1^{er} de l'article 653 (Interdiction d'emballage en commun) est remplacé par le suivant :

« 1. — Un colis renfermant des matières des groupes 33.401 à 33.403 inclus ou du groupe 33.407 (Peroxyde de sodium) de la sous-classe III c ne doit renfermer aucune autre matière »

7° Compléter l'article 668 par le paragraphe 2 ci-après :

« 2. — Le peroxyde de sodium (gr. 33.407) sera chargé dans des wagons couverts dont les ouvertures seront fermées » ;

8° Compléter l'article 669 (Précautions à prendre pour le chargement) par le paragraphe 3 suivant :

« 3. — Avant de charger le peroxyde de sodium (gr. 33.407) dans un wagon, on devra s'assurer que le plafond, le plancher et les parois du wagon ne sont pas humides et que les parois sont étanches à la pluie » ;

9° A l'article 672 (Manutention):

a) Les deux alinéas actuels deviennent paragraphes 1^{er} et 2;

b) Ajouter le paragraphe 3 ci-après:

« 3. — Les colis de peroxyde de sodium (gr. 33.407) ne doivent pas être posés sur un sol très humide ou enneigé, ni être exposés à la pluie, ni être posés sur de la paille ou des débris combustibles »;

10° A l'appendice n° 1 (Etiquetage):

a) Ajouter, page VII, une étiquette modèle 333 de couleur sépia destinée aux envois de peroxyde de sodium. Les symboles figurant dans la partie de gauche seront ceux de l'étiquette modèle 151 (parapluie ouvert et torche). La partie de droite comportera les indications suivantes:

| |
|--|
| <p>MATIERE COMBURANTE</p> <hr/> <p>Peroxyde de sodium.</p> <p>Groupe 33 4 07.</p> <hr/> <p>Chargement interdit</p> <p style="text-align: center;"><i>avec</i></p> <p>Bombe de toute couleur.</p> <p>Torche bleue ou rouge.</p> <p>Tête de mori à double cadre.</p> |
|--|

b) Page XII, le texte concernant l'étiquette 332 devient:

« Utilisation: Matières de la sous-classe III c autres que la première catégorie et les groupes 33.201, 33.202, 33.203, 33.301 et 33.407 »;

c) Ajouter, page XII:

« Modèle 333.

« Utilisation: Peroxyde de sodium (gr. 33.407) ».

Art. 2. — Dans la nomenclature alphabétique des matières du règlement du 15 avril 1945, la rubrique: « Peroxyde de sodium » devient:

| | | | | | |
|-------------------------|-------|-----|----|--------|-----|
| Peroxyde de sodium..... | III c | 614 | 4° | 33.407 | 333 |
|-------------------------|-------|-----|----|--------|-----|

Art. 3. — Les modifications apportées par le présent arrêté aux dispositions du règlement du 15 avril 1945 entreront en vigueur le 1^{er} octobre 1952.

Fait à Paris, le 30 juillet 1952.

Pour le ministre des travaux publics, des transports
et du tourisme et par délégation:

Le secrétaire général aux travaux publics,
E. DORGES.

NOTA. — En raison de son importance, le règlement approuvé par l'arrêté du 15 avril 1945 n'a pas été inséré au *Journal officiel*. La deuxième édition de ce document, à jour à la date du 31 décembre 1951, est en vente dans les magasins de l'imprimerie nationale: 27, rue de la Convention (15^e); 19, rue Scribe (9^e); 91, avenue des Champs-Elysées (8^e). Compte courant postal: service d'édition et de vente des publications officielles, 39, rue de la Convention, Paris (15^e), n° 9060-06 Paris.

Transport des matières solides laissant dégager des vapeurs inflammables (tourteaux dégraissés au moyen de solvants inflammables, par exemple) (matières dangereuses 1952, n° 37).

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,

Sur la proposition du directeur général des chemins de fer et des transports,

Vu l'acte dit loi n° 263 du 5 février 1942, relatif au transport et à la manutention des matières dangereuses ou infectes;

Vu l'arrêté du 15 avril 1945 approuvant un nouveau règlement pour le transport des matières dangereuses et infectes par chemins de fer, par voies de terre et par voies de navigation intérieure;

Vu l'avis de la commission du transport des matières dangereuses, instituée par décret du 27 février 1941,

Arrête:

Art 1^{er}. — Le texte actuel du règlement du 15 avril 1945 pour le transport des matières dangereuses est modifié de la manière suivante:

1° Compléter l'article 572 par le groupe 32.411 ci-après:

« Gr. 32.411. — Matières solides laissant dégager des vapeurs inflammables, par exemple, les tourteaux dégraissés au moyen de solvants inflammables ».

« NOTA. — 1. — Sont considérées comme inflammables les vapeurs des liquides dont le point d'éclair est inférieur à 70°C.

« 2. — Ne sont pas considérés comme des matières inflammables les tourteaux qui, après dégraissage, ne contiennent pas plus de 0,05 p. 100 de matières volatiles inflammables, pouvant être extraites à 100°C.

« 3. — Sont exclues de la classe III b, les matières solides pouvant laisser dégager des vapeurs inflammables, mais susceptibles, par leur nature ou du fait des impuretés qu'elles contiennent, d'éprouver une inflammation ou un échauffement spontané »;

2° A l'article 573:

a) Compléter le texte du paragraphe 1^{er} (Enumération des matières de la sous-classe III b pouvant être transportées en vrac) par la mention: « Matières du groupe 32.411 »;

b) Ajouter le paragraphe 5 ci-après:

« 5. — Les matières du gr. 32.411 transportées en vrac doivent être chargées dans des wagons cuves ou des camions cuves étanches ou dans des wagons ou camions découverts; le chargement sera alors entièrement recouvert d'une bâche incombustible dans les conditions d'emploi.

« Pour le transport en vrac par voies de navigation intérieure, voir article 599 bis »;

3° A l'article 574, ajouter le paragraphe 12 ci-après:

« 12. — Gr. 32.411 (Matières solides laissant dégager des vapeurs inflammables). — Les matières du groupe 32.411 devront être contenues dans des fûts, barils ou caisses étanches, ou dans des sacs imperméables aux vapeurs, fermés de façon étanche; ces matières seront fortement tassées dans leurs emballages »;

4° Ajouter l'article 599 bis suivant:

« 599 bis. — *Chargement et déchargement des matières du groupe 32.411 transportées en vrac.* — 1. — Les matières du groupe 32.411 ne pourront être chargées en vrac que sur des bateaux de sécurité (voir dispositions générales, art. 24), ou dans des cales qui sont séparées par des cloisons métalliques étanches des compartiments voisins.

« 2. — Pendant les opérations de chargement et de déchargement, les ouvertures des logements, cabines et cales autres que celles renfermant les matières du groupe 32.411 devront être maintenues fermées; il sera interdit de faire du feu à bord et d'y fumer.

« 3. — Après chargement, les cales renfermant des matières du groupe 32.411 devront être complètement fermées; au besoin, les panneaux des écoutilles seront recouverts de prélaris pour assurer l'étanchéité.

« 4. — Après déchargement, les mêmes cales devront être énergiquement aérées avant qu'on y loge un chargement nouveau »;

5° Ajouter l'article 613 ci-après:

« 613. — Pendant le transport, il est interdit d'ouvrir une cale renfermant des matières du groupe 32.411 »;

6° A l'appendice n° 2 (Précautions contre le feu), compléter le dernier alinéa du paragraphe 2 de l'article 979 par l'indication suivante:

« Pour les matières du groupe 32.411 (Matières solides laissant dégager des vapeurs inflammables), voir, en outre, article 599 bis ».

Art. 2. — La nomenclature alphabétique du règlement du 15 avril 1945 est complétée par les rubriques suivantes:

| | | | | | |
|---|-------|-----|----|--------|-----|
| Matières solides laissant dégager des vapeurs inflammables. | III b | 572 | 4° | 32.411 | 311 |
| Tourteaux dégraissés au moyen de solvants inflammables. — Font partie des matières solides laissant dégager des vapeurs inflammables. | | | | | |

Fait à Paris, le 30 juillet 1952.

Pour le ministre des travaux publics, des transports
et du tourisme et par délégation:

Le secrétaire général aux travaux publics,
E. DORGES.

NOTA. — En raison de son importance, le règlement approuvé par l'arrêté du 15 avril 1945 n'a pas été inséré au *Journal officiel*. La deuxième édition de ce document à jour à la date du 31 décembre 1951 est en vente dans les magasins de l'imprimerie nationale, à Paris: 27, rue de la Convention (15^e); 19, rue Scribe (9^e); 91, avenue des Champs-Elysées (8^e). Compte courant postal: service d'édition et de vente des publications officielles, 39, rue de la Convention, à Paris (15^e), n° 9060-06 Paris.

Nombre de places offertes aux ingénieurs des travaux publics de l'Etat pour le concours d'admission à l'école nationale des ponts et chaussées et l'examen professionnel pour l'emploi d'ingénieur des ponts et chaussées.

Par arrêté en date du 1^{er} août 1952, l'arrêté du 22 mai 1952 fixant, pour l'année 1952, le nombre de places offertes aux ingénieurs des travaux publics de l'Etat pour le concours d'admission à l'école nationale des ponts et chaussées et à l'examen professionnel pour la nomination à l'emploi d'ingénieur des ponts et chaussées a été modifié comme suit :

« Examen professionnel: sept, dont une place comportant l'engagement prévu par le décret du 9 mai 1920 de servir dans les départements d'outre-mer ».

Changement d'utilisation d'un terrain situé à Balma (Haute-Garonne), affecté au secrétariat d'Etat à l'air.

Rectificatif au *Journal officiel* du 26 juillet 1952, page 7602, 4^{re} colonne, *in fine* :

Au lieu de :

« Pour le secrétaire d'Etat à l'air et par délégation :
« Le chef de l'infrastructure,
« LONG-DEPATUT. »

Lire :

« Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :
« Le directeur du cabinet,
« YVES BARTON. »

Nomination d'un membre titulaire et d'un membre suppléant de la commission régionale des frets et d'exploitation près la direction régionale de la navigation à Compiègne.

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,

Vu l'arrêté interministériel du 21 mars 1949, portant institution de commissions régionales des frets et d'exploitation, et d'une commission centrale des frets et d'exploitation, et notamment l'article 2 ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juillet 1949, nommant les membres de la commission régionale des frets et d'exploitation près la direction régionale de la navigation de Compiègne ;

Sur la proposition du directeur des ports maritimes et des voies navigables,

Arrête :

Art. 1^{er}. — M. Henri Barroy, adjoint du président directeur général de la Compagnie de matériel et de transports par eau, à Paris, est désigné pour faire partie en qualité de membre titulaire, au titre de représentant des entreprises non artisanales de transports par navigation intérieure, de la commission régionale des frets et d'exploitation près la direction régionale de la navigation de Compiègne, en remplacement de M. Charles de Bailliencourt, président directeur général de la Compagnie de matériel et de transports par eau précitée, démissionnaire.

Art. 2. — M. Michel Legouy, chef du service commercial du Comptoir fluvial du Nord et de l'Est, à Paris, est désigné pour faire partie en qualité de membre suppléant, au titre de représentant des entreprises non artisanales de transports par navigation intérieure de la commission régionale des frets et d'exploitation près la direction régionale de la navigation de Compiègne, en remplacement de M. François Briançon, président directeur général de la Compagnie fluviale de transports et de remorquage à Paris, démissionnaire.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 juillet 1952.

ANDRÉ MORICE.

Désignation d'un membre titulaire et d'un membre suppléant à la commission internationale permanente des congrès de la route.

Par arrêté du 29 juillet 1952, ont été désignés pour faire partie de la délégation française à la commission internationale permanente des congrès de la route, à titre de représentants du ministère de l'intérieur :

M. Damelon, directeur de l'administration départementale et communale (membre titulaire).

M. Verdier (Jean), directeur de la réglementation (membre suppléant).

Régisseurs d'avances.

Par arrêté du 29 juillet 1952, M. le lieutenant du génie Meleye (Roland) est nommé régisseur d'avances pour les territoires du Sud-Algérien auprès du service de l'infrastructure aéronautique de l'Algérie, en remplacement de M. le lieutenant Leverrier, muté en métropole.

Administration centrale.

Par arrêté en date du 1^{er} août 1952, Mlle Argoullon (Suzanne), rédactrice de 3^e classe à l'administration centrale des travaux publics, des transports et du tourisme (cadre des agents temporaires du commissariat général au tourisme), a été promue à la 2^e classe à compter du 1^{er} octobre 1951.

Rectificatif au *Journal officiel* du 26 juillet 1952: page 7603, 1^{re} colonne, 17^e ligne, au lieu de: « M. Petronzio, ouvrier professionnel, 1^{re} catégorie, 4^e échelon, avec ancienneté du 12 décembre 1950 », lire: « M. Petronzio, ouvrier professionnel, 1^{re} catégorie, 1^{er} échelon, avec ancienneté du 12 mai 1950 ».

Personnels d'exploitation des aérodromes, de la circulation aérienne et des télécommunications aériennes.

Par arrêté en date du 18 juillet 1952, les ingénieurs de la navigation aérienne de 3^e classe dont les noms suivent sont promus au 2^e échelon de leur classe à dater du 1^{er} octobre 1951, compte tenu d'un an de services civils et d'un an de services militaires (services militaires épuisés), savoir :

MM. Levy (Jacques), Faunières (Maurice), Melchior (Charles), Palayret (Bernard), De Foresta (Roger).

Par arrêtés en date du 18 juillet 1952 :

Les fonctionnaires appartenant au corps des ingénieurs de la navigation aérienne bénéficieront, au cours de l'année 1952, d'avancement d'échelons dans les conditions ci-après indiquées :

A. — INGÉNIEURS GÉNÉRAUX DE LA NAVIGATION AÉRIENNE

Les ingénieurs généraux de la navigation aérienne dont les noms suivent sont promus :

Au 3^e échelon.

A dater du 1^{er} janvier 1952 — MM. Weiser (René), Grenier (Joseph), Renvoise (Ange).

Au 2^e échelon.

A dater du 1^{er} janvier 1952. — M. Jacquot (Albert).

B. — INGÉNIEURS EN CHEF DE LA NAVIGATION AÉRIENNE

Les ingénieurs en chef de la navigation aérienne dont les noms suivent sont promus :

Au 4^e échelon.

A dater du 1^{er} janvier 1952. — M. Monchez (Barthélémy).

Au 3^e échelon.

A dater du 1^{er} janvier 1952. — MM. Baldino (Antoine), Rebut (Henri), Cantira (Charles), Domenach (Laurent), Deveau (Roger).

Au 2^e échelon.

A dater du 1^{er} janvier 1952. — MM. Hoerler (Georges), Morreau (Alfred).

A dater du 1^{er} septembre 1952. — M. Agesilas (Marcel).

C. — INGÉNIEURS DE LA NAVIGATION AÉRIENNE

Les ingénieurs de la navigation aérienne de 1^{re} classe dont les noms suivent sont promus :

Au 3^e échelon.

A dater du 1^{er} janvier 1952. — MM. Inard (Argence), Tete (Albert).

Au 2^e échelon.

A dater du 1^{er} janvier 1952. — M. Laurent (André).

Les ingénieurs de la navigation aérienne de 2^e classe dont les noms suivent sont promus :

Au 3^e échelon.

A dater du 1^{er} janvier 1952. — MM. Faye (Marcel), Ruty (Jean), Danel (Louis), Langumier (Georges).

Au 2^e échelon.

A dater du 1^{er} janvier 1952. — MM. Guilloux (Jean), Gras (Auguste).

Les ingénieurs de la navigation aérienne de 3^e classe dont les noms suivent sont promus :

Au 4^e échelon.

A dater du 1^{er} janvier 1952. — MM. Champigneux (Jean), Kungler (Maurice), Caroury (Paul), Macelloni (Auguste).

Au 3^e échelon.

A dater du 1^{er} janvier 1952. — M. Florisoone (Alexandre).

Au 2^e échelon.

A dater du 1^{er} octobre 1952. — M. Balat (Raymond).

Les fonctionnaires appartenant au corps des ingénieurs d'exploitation de la navigation aérienne bénéficieront, au cours de l'année 1952, d'avancement d'échelons dans les conditions ci-après indiquées :

A. — INGÉNIEURS PRINCIPAUX D'EXPLOITATION DE LA NAVIGATION AÉRIENNE

Les ingénieurs principaux de la navigation aérienne dont les noms suivent sont promus :

Au 4^e échelon.

A dater du 1^{er} janvier 1952. — MM. Auge (René), Bataillard (Henri), Bats (Emile), Chastagner (Georges), Chinaguet (René), Dubois (Paul), Feger (François), Gautier (Roland), Houlgatte (René), Lacaze (Jean), Lavenir (Jean), Lissorgue (Félix), Maigret (Marcel), Sidore (Joseph), Thomas (Charles), Giraudet (Gaston), Hoeb (Etienne), Clement (Rémy), Latour (Désiré).

A dater du 25 avril 1952. — M. Joubert (Lucien).

Au 3^e échelon.

A dater du 1^{er} janvier 1952. — MM. Corteggiani (Jean), Guillaume (Raymond), Tessier (Henri), Biscos (Maurice), Bourdieu (Camille), Dubuisson (Gabriel), Lefebvre (Louis), Muscatelli (Marcel), Pernelle (Roger), Picard (Paul), Trichet (Florent), Pigeon (Jean), Allegret (Emile), Armandou (Henri), Bastien (Allain), Bouchard (Fernand), Thuau (Roger), Bonnenaissen (Laurent), Daguzan (Paul), de Lary de Latour (Jacques), Gerard (André-Paul), Huguet (Joseph), Laffargue (Ansbert), Vannel (André), Enck (Marcel), Chef (Maurice), Esteve (Charles), Turpin (Marcel), Adam (Roger), Connan (Marcel).

A dater du 4 août 1952. — M. Bidault (Louis).

Au 2^e échelon.

A dater du 1^{er} janvier 1952. — MM. Digo (Marcel), Duvallat (Roger), Servais (Louis), Paoli (Louis), Premy (René), Bertemes (André), Bouet (André), Caudrillier (Gabriel), Ferrier (Louis), Pailles (Robert), Bon (Etienne), Gravereau (Jean), Jourdan (Marcel), Schoene (Pierre), Sichez (Paul), Honore (Marcel), Muriot (Jean), Oguer (François), Paureau (Georges), Cornemont (René), Poulain (Marius), Gautier (Pierre), Nill (Armand), Deschamps (Pierre), Clamour (Jacques).

B. — INGÉNIEURS D'EXPLOITATION DE LA NAVIGATION AÉRIENNE

Les ingénieurs d'exploitation de la navigation aérienne dont les noms suivent sont promus :

Au 4^e échelon.

A dater du 1^{er} janvier 1952. — MM. Bar (François), Castell (Lucien), Jacquot (Gilbert), Telle (André), Bignon (René), Lemaitre (Roger), Babet (Paul), Blanc (Emile), Guillemain d'Echon (Bernard), Pech (Charles), Chancel (Bernard), Cuville (Louis), L'Hostis (Louis), Aubry (Fernand).

A dater du 5 janvier 1952. — M. Goetzinger (Yvon).

A dater du 18 février 1952. — M. Sadock (Georges).

A dater du 2 avril 1952. — M. Plantier (Albert).

A dater du 4 avril 1952. — M. Thomas (Pierre).

A dater du 13 avril 1952. — M. Galbe (André).

A dater du 23 mai 1952. — M. Michaud (Pierre).

A dater du 10 juillet 1952. — M. Bossu (Jacques).

A dater du 11 août 1952. — M. Antoni (Jean).

A dater du 3 novembre 1952. — M. Sarfati (Maurice).

A dater du 11 décembre 1952. — M. Labourie (Robert).

A dater du 15 décembre 1952. — M. Verel (Claude).

Au 3^e échelon.

A dater du 1^{er} janvier 1952. — MM. Fourcault (Michel), Gueritot (Louis), Houpin (Bernard), Lhomond (Georges), Randuineau (Jean), Trauchessec (René), Verseau (René), Vigier (Michel), Lambert (Georges), Farion (Paul), de Galard (Jean), Farrugia (Edouard).

A dater du 10 octobre 1952. — M. Grezes (Pierre), compte tenu de 1 an 8 mois et 4 jours de services civils et de 3 mois et 26 jours de services militaires (services militaires épuisés).

Les fonctionnaires appartenant au corps des ingénieurs des travaux des télécommunications aériennes bénéficieront, au cours de l'année 1952, d'avancement d'échelons dans les conditions ci-après :

A. — INGÉNIEURS PRINCIPAUX DES TRAVAUX DES TÉLÉCOMMUNICATIONS AÉRIENNES

Les ingénieurs principaux des travaux des télécommunications aériennes dont les noms suivent sont promus :

Au 4^e échelon.

A dater du 1^{er} janvier 1952. — MM. Bois (Robert), Le Barbey (Jules), Mechin (Roger).

Au 3^e échelon.

A dater du 1^{er} janvier 1952. — MM. Delouf (Albert), Brulin (Georges), Caussin (François), Tournadre (Jean).

Au 2^e échelon.

A dater du 1^{er} janvier 1952. — M. Juillet (Marcel).

A dater du 1^{er} novembre 1952. — M. Higel (Adolphe).

B. — INGÉNIEURS DES TRAVAUX DES TÉLÉCOMMUNICATIONS AÉRIENNES

Au 4^e échelon.

A dater du 1^{er} janvier 1952. — MM. Atzel (Georges), Charbonnier (Pierre), Delafontaine (Roger), Marinajou (Edmond).

A dater du 1^{er} juillet 1952. — M. Pallier (Lucien).

A dater du 19 août 1952. — M. Vaconnet (Roger).

Au 3^e échelon.

A dater du 1^{er} janvier 1952. — MM. Charot (Georges), Deluegué (André), Gratioulet (Pierre).

Les fonctionnaires appartenant au corps des contrôleurs des télécommunications aériennes bénéficieront, au cours de l'année 1952, d'avancement d'échelons dans les conditions ci-après :

A. — CONTRÔLEURS PRINCIPAUX DES TÉLÉCOMMUNICATIONS AÉRIENNES

Les contrôleurs principaux des télécommunications aériennes dont les noms suivent sont promus :

Au 2^e échelon.

A dater du 1^{er} janvier 1952. — MM. Mostade (Georges), Le Cavorsin (Louis).

Au 3^e échelon.

A dater du 1^{er} janvier 1952. — MM. Aerts (Edmond), Robin (Henri), Lissilour (Marcel).

Au 4^e échelon.

A dater du 1^{er} janvier 1952. — M. Fauquet (Max).

B. — CONTRÔLEURS DES TÉLÉCOMMUNICATIONS AÉRIENNES

Les contrôleurs des télécommunications aériennes dont les noms suivent sont promus :

Au 2^e échelon.

A dater du 24 octobre 1952. — MM. Coulambon (Rolland), Hamard (Gilbert), Sanseau (Roger).

Au 3^e échelon.

A dater du 1^{er} janvier 1952. — MM. Marcille (Maurice), Mauger (Jean), Lelu (Allain), Mariojouis (Jean), Leravat (Guy), Salfou (Yves), Claudot (René).

Au 1^{er} échelon.

A dater du 1^{er} janvier 1952. — MM. de Cantellaue (Guy), Grossi (Pierre), Souweine (Pierre), Letourneux (Henri), Govys (Georges), Spiry (René), Lespagnol (Pierre), Vitrolles (Rémy), de Souqual (Charles), Barboyon (Paul), Gravero (Pierre), Pouill (Hubert), Tumbal (Antoine), Sévere (Jean-Marie), Barulaut (Pierre), Besse (Ro'and), Mazyrac (Yvon), Connan (Jean), Hacbeot (Pierre), Hamel (Guy), Espinosa (Maximilien), Corring (Mathias), Druel (Roger), Tissot (André), Michel (Albert), Corbe (Lucien), Pouligner (Claude), Besset (Roger), Boyer (Pierre), Hugel (René), Marguet (André), Banu's (Gilbert).

A dater du 8 avril 1952. — M. Madet (François).

Au 5^e échelon.

A dater du 1^{er} janvier 1952. — MM. Cadoret (Louis), Lions (Henri), Bousquet (Aimé), Guidoso (Jacques), Seguela (Georges), Richardot (Albert), Goux (Jean), Le Prêtre (Pierre), Berthou (Yves).

A dater du 1^{er} septembre 1952. — M. Millerot (Adrien).

A dater du 19 novembre 1952. — M. Trovel (Marcel).

Au 6^e échelon.

A dater du 1^{er} janvier 1952. — M. Vaslin (Paul).

A dater du 10 juin 1952. — M. Cuvelier (Roger).

A dater du 28 novembre 1952. — M. Raymond (Georges).

Les fonctionnaires appartenant au corps des contrôleurs de la navigation aérienne bénéficieront, au cours de l'année 1952, d'avancements d'échelons dans les conditions ci-après indiquées :

A. — CONTRÔLEURS PRINCIPAUX DE LA NAVIGATION AÉRIENNE DE CLASSE EXCEPTIONNELLE

Les contrôleurs principaux de la navigation aérienne de classe exceptionnelle dont les noms suivent sont promus au 2^e échelon de leur classe :

A dater du 1^{er} janvier 1952. — MM. Berland (Maurice), Remond (Yves), Bossard (Vincent), Susini (François), Lefort (Raymond), Roussel (Lucien), Barbier (Marcel), Fressart (Aimé), Kerfourn (Marcel), Colombani (Jean), Bordere (Louis), Honoré (Henri).

B. — CONTRÔLEURS PRINCIPAUX DE LA NAVIGATION AÉRIENNE

Les contrôleurs principaux de la navigation aérienne dont les noms suivent sont promus :

Au 2^e échelon.

A dater du 1^{er} janvier 1952. — MM. Maillot (André), Mazot (Max), Minier (Jean), Goron (Alfred), Legrand (Laurent), Richard (André), Le Gac (Yves).

A dater du 23 mai 1952. — M. Froment (René).

A dater du 16 juin 1952. — M. Contellou (Yves).

A dater du 9 juillet 1952. — MM. Adam (Marcel), Fritsch (Armand), Lieb (Lucien).

A dater du 12 août 1952. — M. Braun (Emile).

A dater du 5 septembre 1952. — M. Renault (André-Yvon).

A dater du 29 octobre 1952. — M. Le Discord (Pierre).

A dater du 3 novembre 1952. — M. Albanel de La Sablière (Maurice).

A dater du 14 décembre 1952. — M. Prisot (André), compte tenu de 4 mois et 3 jours de services militaires (services militaires épuiés).

A dater du 30 décembre 1952. — M. Cueff (Henri).

Au 3^e échelon.

A dater du 1^{er} janvier 1952. — MM. Bedèle (Charles), Besnard (Emile), Chevallier (Louis), Cochet (René), Daniel (Louis), Delparis (Maurice), Dufour (Antoine), Le Duff (Jean-Pierre), Le Goff (Joseph-Jean), Lorient (Charles), Messenger (Jean-Marie), Oliver (Pierre), Vergez (Henri), Adaoust (Francis), Badaud (Alfred), Barthélémy (Marcel), Bouchy (Lucien), Bourriez (Jean), Bruballa (Armand), Colardelle (Charles), Creoff (Jean), Filatrian (Jehan), Guillou (Francis), Guizou (Georges), Huck (Jean), Hugonenc (Joseph), Juif (Marc), Lafosse (Gustave), Larnicol (Pierre), Le Berre (Yves), Leroy (Norbert), Macouillard (Camille), Martin (Edmée), Morlot (Marcel), Penelaud (Augustin), Quenard (Henri), Robineau (Paul), Rollot (Elienne), Rumeau (Jean), Gury (Gaston), Laurain (René), Carrière (Lucien), Genty (Aimé), Pezier (Auguste), Condamine (Paul), Caussade (Joseph), Deparis (Joseph), Nonno (Camille), Baron (Roger).

A dater du 22 mars 1952. — M. Soussieux (Delphin).

A dater du 1^{er} août 1952. — M. Castex (Bernard).

A dater du 22 septembre 1952. — M. Klein (Joseph).

A dater du 6 novembre 1952. — M. Martinez (François).

Au 1^{er} échelon.

A dater du 1^{er} janvier 1952. — MM. Beguet (Robert), Berenguer (Clément), Betaille (Lucien), Bordes (Marcel), Brun (Robert), Daniel (Michel), Doderer (Charles), Moreau (Guy), Poulain (Vital), Renaud (André-François), Gondalier de Tugny (Richard), Hugues (Elienne), Lasserre (Jean), Le Moan (Robert), Loret (Jean), Malgouyre (Gaston), Malmazet (Adrien), Michel (André-Jean-Claude), Rousseau (Jean-Pierre), Jacquet (Edmond), Delattre (Claude), Roggero (Albert), Durollet (André), Devaux (Armand), Gauzère (Jean), Pedron (Joseph), Bombal (Joseph), Maliet (Roger), Delval (Raymond), Le Bohec (Jean), Manca (Sébastien), Soleyant (Gilbert), Jedy (André), Dufeil (Roger), Fiscot (Jean), Hourdebaigt (Pierre), Seque (Gilbert), Coloc (Joseph), Sememoux (Maurice), Sirera (Manuel), Vincent (Henri).

A dater du 1^{er} août 1952. — M. Pérès (François).

A dater du 1^{er} septembre 1952. — M. Loeffel (Georges).

A dater du 16 octobre 1952. — M. Blanchon (Denis).

Au 5^e échelon.

A dater du 1^{er} janvier 1952. — M. Carniaux (Pierre).

Au 6^e échelon.

A dater du 1^{er} janvier 1952. — MM. Adam (Paul), Agnel (Maurice), Allanic (René), Allard (Maurice), Berret (André), Boulogne (Jacques), Bourgeas (Joseph), Caillaud (Henri), Callens (Henri), Castagnet (Jean), Comes (François), Cosme (Henri), Dabas (Adolphe), Daviet (Marcel), Delrieux (Pierre), Raynaud (Jean), Revest (Paul), Rouchaud (Gaston), Roussel (René-Hugues), Royère (Henri), Runser (Armand), Demarez (Jean), Dewevre (Max), Geronimi (Ernest), Giudicelli (Jean), Guichard (Daniel), Jean (René), Karoubi (Roger), Le Gall (Henri), Lemoine (Marius), Lesetre (René), Marchal (Del-Henri), Martineau (Augustin), Mathieu (Henri), Maurel (Maurice), Milhau (Raymond), Morin (Jean), Parayre (Camille), Peroux (Georges), Sauquere (Jean), Speth (Maurice), Tacussel (Paul), Tailhan (Pierre), Vallée (Ernest-Louis), Vanpraet (Raymond), Waller (Henri), Dureuil (Marius), Grandjean (Charles), Mauclair (Georges), Commandeur (Raymond), Mauro (Antoine), Drevillon (Yves), Grimault (Eugène).

A dater du 8 avril 1952. — M. Salaun (René).

A dater du 27 juin 1952. — M. Mallet (Edmond).

A dater du 1^{er} novembre 1952. — M. Hasle (Robert).

C. — CONTRÔLEURS DE LA NAVIGATION AÉRIENNE

Les contrôleurs de la navigation aérienne dont les noms suivent sont promus au 3^e échelon de leur grade :

A dater du 1^{er} janvier 1952. — MM. Bardou (Henri), Lecoine (Marcel), Arnaud (Germain), Belmonte (Gabriel), Fontaine (Henri-Joseph), Deauze (Jacques), Pracinore (René), Binoche (Philippe), Damon (Gilbert), Thouvenot (Lucien), Bondy (René), Horem (Constant), Ponthier (André), Riffault (Gérard), Robichon (Michel), Stephan (Henri).

A dater du 1^{er} avril 1952. — M. Bresson-Brulin (Marcel).

A dater du 12 juillet 1952. — M. Schellhaas (Maurice).

A dater du 10 octobre 1952. — MM. Glevarec (Yves), Duffaut (René).

A dater du 23 novembre 1952. — M. Pages (Georges).

A dater du 28 septembre 1952. — M. Domez (Jean).

A dater du 29 septembre 1952. — M. Clerc (André).

A dater du 29 novembre 1952. — M. Meynard (Jacques).

A dater du 30 novembre 1952. — M. Decoq (Lucien).

Les contrôleurs de la navigation aérienne dont les noms suivent sont promus au 4^e échelon de leur grade à compter des dates ci-après :

A dater du 1^{er} janvier 1952. — MM. Arnaud (Marius), Audibert (Henri), Colin (Louis), Zeller (Edmond), Petit (Adrien), Vidal (Vincent), Biraben (Georges), Bousquet (Marcel), Bouvier (J.-L.), Brugières (Raymond), Bruneau (Jacques), Campistrous (Jean), Carles (Gilbert), Ferracci (Jean), Le Bihan (Robert), Peche (Gérard), Peytral (Paul), Rittner (Armand), Scoffer (Henri), Torredon (Pierre), Le Garrec (Marcel), Celma (Edmond), C'ermont (Bernard), Hervé (André).

A dater du 13 janvier 1952. — M. Barres (André).

A dater du 23 janvier 1952. — M. Merle (Emile).

A dater du 2 février 1952. — MM. Souetre (Franc), Gryson (Lucien), Harscouet (Joseph).

A dater du 4 février 1952. — M. Gonnet (Gabriel).

A dater du 7 février 1952. — MM. Poret (Eugène), Attely (Boniface), Lagrange (Jean).

A dater du 18 mai 1952. — M. Taconnet (Serge).

A dater du 22 mai 1952. — M. Tourres (Marcel).

A dater du 25 mai 1952. — M. Faure (Gérard).

A dater du 16 juillet 1952. — MM. Civadier (Pierre), Gall (Pierre), Maisonneuve (Pierre).

A dater du 21 août 1952. — M. Resseguiet (Roger).

A dater du 23 août 1952. — M. Persin (René).

A dater du 29 août 1952. — M. Richard (Louis).

A dater du 1^{er} septembre 1952. — M. Baussault (Ange).
 A dater du 3 septembre 1952. — M. Brunet (Marcel).
 A dater du 6 septembre 1952. — M. Forestier (Jacques).
 A dater du 12 septembre 1952. — M. Stewart (Claude).
 A dater du 23 septembre 1952. — M. Deloy (André).
 A dater du 29 septembre 1952. — M. Pebayie (Jacques).
 A dater du 10 octobre 1952. — M. Chaveroche (Pierre).
 A dater du 17 octobre 1952. — M. Pinard (Roger).
 A dater du 1 novembre 1952. — M. Terrier de la Chaise (Guy).
 A dater du 15 novembre 1952. — M. Laporte (Eugène).
 A dater du 29 novembre 1952. — M. Lachal (Roger).
 A dater du 1^{er} décembre 1952. — M. Rozier (Fernand).
 A dater du 20 décembre 1952. — M. Mazet (René).

Les contrôleurs de la navigation aérienne dont les noms suivent sont promus au 5^e échelon de leur grade à compter des dates ci-après :

A dater du 1^{er} janvier 1952. — MM. Cognet (Marc), Assante (Paul), Barra (Emile), Barrielle (Fortuné), Baud (Roger-Lucien), Beltritti (André), Berenger (René), Berin (Raymond), Besson (Raymond), Bilouin (Henri), Blanchon (Jean), Bonnard (Ferdinand), Boucher (Maurice-Edmond), Bournique (André), Bronne (Henri), Brouillet (Marcel), Brunati (Antoine), Bustori (Jules), Gozzi (Louis), Grancier (Romain), Gregozza (Noël), Guellec (Henri), Guillot (André), Herissant (Jacques), Inet (Xavier), Huguet (Bernard), Izern (François), Jaunet (Robert), Jonqueres (René), Jung (Emile), Kalz (Hubert), Keller (J.-M.), Canavaggio (Jean), Caslet (Alexandre), Chavanne (Georges), Crepin (Raoul), Dayde (André), Delpierre (Jean), Derebergue (Fernand), Devaux (Roland), Doucet (Jean), Dudonne (Roger), Duloy (Pierre), Dussol (Robert), Ernst (Jules), Favre-Gilly (Alain), Fedlay (Marcel), Ferry (Vital), Fontaine (Marcel), Galais (Gérard), Germain (Joseph-Jean), Lepine (Henri), Le Rest (Jean-René), Lespinasse (Jacques), Liguieres (Pierre), Lopez (Joseph-Vincent), Mallia (Lucien), Martin d'Arnal (Jean), Masson (Fernand), Mercier (Pierre-Henri), Moracchini (René), Ordioni (Paul), Lacoste (Pierre), Lalande (Marcel), Lalzace (Pierre), Laroche (Georges), Laurent (Claude), Lebegue (Jacques), Lebreton (Fernand), Leclercq (Xavier), Lecluse (Lucien), Le Gal (Marcel), Ruiz (Antoine), Scordel (Daniel), Seigne (Pierre), Sicard (Augustin), Simon (Jean), Sroussi (Roger), Staquet (Emile), Padrines (Pierre), Pages (Louis), Pelletier (J.-P.), Picard (Auguste), Poret (Roger), Porquier (Norbert), Ramet (Georges), Rosselin (Denis), Roux (Pierre), Tomasi (Orselius), Vacque (André), Vaillant (Jean), Vergnaud (Pierre), Vigne (André), Villaud (Robert), Voland (Auguste), Vuillaud (Georges), Pechinet (René).

A dater du 3 janvier 1952. — M. Didier (Ernest).
 A dater du 6 janvier 1952. — M. Eudoxie (Serge).
 A dater du 21 janvier 1952. — M. Gauthier (Raymond).
 A dater du 29 janvier 1952. — M. Cailletot (Marcel).
 A dater du 12 février 1952. — M. Boin (Jean).
 A dater du 18 février 1952. — M. Nicolas (Pierre).
 A dater du 27 février 1952. — M. Cardallaguet (Charles).
 A dater du 1^{er} mars 1952. — M. Le Noan (François).
 A dater du 7 mars 1952. — M. Rein (Alexandre).
 A dater du 18 mars 1952. — MM. Gougeaud (Raymond), Gimenez (François).
 A dater du 19 mars 1952. — M. Dufaud (Jacques).
 A dater du 27 mars 1952. — M. Veuillet (François).
 A dater du 7 avril 1952. — M. Heylliard (Georges).
 A dater du 17 avril 1952. — M. Videau (Robert).
 A dater du 5 mai 1952. — M. Speich (Fernand).
 A dater du 13 mai 1952. — M. Hellegouareh (Marcel).
 A dater du 18 mai 1952. — M. Le Goff (Joseph-Louis).
 A dater du 21 mai 1952. — MM. Ninin (Jean), Pelletier (Pierre).
 A dater du 22 mai 1952. — M. Salaun (Joseph).
 A dater du 13 juin 1952. — M. Duval (Roger-Georges).
 A dater du 14 juin 1952. — M. Marechal (André).
 A dater du 17 juin 1952. — M. Gódenèche (Jean).
 A dater du 29 juin 1952. — M. Fradin (René).
 A dater du 15 juillet 1952. — M. Bertrand (Raymond).
 A dater du 19 juillet 1952. — M. Mourot (Fernand).
 A dater du 30 juillet 1952. — M. Paris (Jean).
 A dater du 7 août 1952. — M. Manzoni (Roger).
 A dater du 20 août 1952. — M. Roscher (Pierre).
 A dater du 30 août 1952. — M. Labat (Pierre).
 A dater du 1^{er} septembre 1952. — M. Appeltgendre (Paul).
 A dater du 14 septembre 1952. — M. Beral (Paul).
 A dater du 24 septembre 1952. — M. Hamon (Georges).
 A dater du 25 septembre 1952. — M. Beylier (Pierre).
 A dater du 6 novembre 1952. — M. Montefusco (Mario).

Les contrôleurs de la navigation aérienne dont les noms suivent sont nommés au 6^e échelon de leur grade à compter des dates ci-après :

A dater du 1^{er} janvier 1952. — MM. Rossignol (Michel-Louis), Abrami (Simon), Attal (Jean-Jacques), Audren (Guy), Ayala (André), Ayraut (Daniel), Bastien (Edouard), Baudoin (Henri), Berenger (Maurice), Bertrand (Charles-Léon), de Besombes (Jean), Brachet (Jean), Cas-

tano (Pierre), Cerf (Maurice), Chanadieras (Louis), Le Gall (Jacques), Flament (Jean), Glandas (Raymond), Guibert (Daniel), Jacquot (Robert), Jahan (Guy), Lagrange (André), Le Gac (Pierre), Vasseur (Jacques), Le Metayer (Jean), Marion (Georges), Mazier (André), Muller (Pierre), Negre (Georges-Ludovic), Pauvert (Charles), Perusseu (Charles), Pinon (Marc), Pierre (Claude), Plaignaud (Jacques), Queron (Michel), Raffestin (Maurice), Rapenne (André), Rossi (J.-B.), Talbot (Georges).

A dater du 1 janvier 1952. — M. Gerbet (Joseph).
 A dater du 15 janvier 1952. — M. Plantec (François).
 A dater du 16 janvier 1952. — M. Mesmin (Jean).
 A dater du 20 janvier 1952. — M. Natta (Maurice).
 A dater du 24 février 1952. — M. Longbois (René).
 A dater du 28 mars 1952. — M. Mentre (Robert).
 A dater du 30 mars 1952. — M. Degonde (Jean).
 A dater du 8 mai 1952. — MM. Blanc (Wilfrid), Bodat (Herbert).
 A dater du 9 mai 1952. — M. Le Ber (André).
 A dater du 8 juin 1952. — M. Cadat (Gabriel).
 A dater du 10 juin 1952. — M. Mathey (Robert).
 A dater du 20 juin 1952. — M. Pezet (Jean).
 A dater du 25 juin 1952. — M. Delbouscas (Robert).
 A dater du 8 juillet 1952. — M. Salotti (Jean).
 A dater du 9 juillet 1952. — MM. Cheval (Charles), Dacheville (Charles), Grabot (Alcide), Morizot (Marcel), Tanguy (François).
 A dater du 16 juillet 1952. — MM. Hauville (André), Lacheteau (Auguste), Lagrange (Jacques), Deyme (Auguste).
 A dater du 3 août 1952. — M. Bercq (Irénée).
 A dater du 7 août 1952. — M. Corboliou (Francis).
 A dater du 10 août 1952. — M. Delpech (Robert).
 A dater du 22 août 1952. — M. Noilet (Henri).
 A dater du 7 septembre 1952. — M. Ouffel (Roger).
 A dater du 11 septembre 1952. — M. Goupille (Lucien).
 A dater du 16 septembre 1952. — M. Cheradame (André).
 A dater du 27 septembre 1952. — M. Zubiaurre (Philippe).
 A dater du 29 septembre 1952. — M. Gallinie (René).
 A dater du 8 octobre 1952. — M. Poisson (Pierre).
 A dater du 11 octobre 1952. — M. Blondeau (Marcel).
 A dater du 24 octobre 1952. — M. Lagorge (Arsène).
 A dater du 25 octobre 1952. — M. Pannejon (Paul).
 A dater du 27 octobre 1952. — M. Seiler (Jean).
 A dater du 4 novembre 1952. — M. Adda (Pierre).
 A dater du 12 novembre 1952. — M. Doumergue (Maurice).
 A dater du 20 novembre 1952. — M. Bianchi (Jacques).
 A dater du 24 novembre 1952. — M. Murzeau (Albert).
 A dater du 28 novembre 1952. — M. Montillot (Lucien).
 A dater du 7 décembre 1952. — MM. Lacombe (Roland), Maillier-Gastre (Jean), Camps (Georges).
 A dater du 9 décembre 1952. — M. Stigler (Charles).
 A dater du 20 décembre 1952. — M. Duchatelet (Jacques).
 A dater du 29 décembre 1952. — M. Le Bot (J.-M.).
 A dater du 30 décembre 1952. — M. Rey (Paul).

Les fonctionnaires dont les noms suivent, appartenant au corps provisoire du personnel d'exploitation des aéroports, bénéficieront, au cours de l'année 1952, d'avancement de classes, dans les conditions ci-après indiquées :

A. — COMMANDANTS DE PORT AÉRIEN

M. Guillaume (Eugène), est promu à la 1^{re} classe de son grade à dater du 4 janvier 1952.

B. — COMMANDANTS D'AÉRODROME

Les commandants d'aérodrome dont les noms suivent sont promus à la 1^{re} classe de leur grade :

A dater du 1^{er} janvier 1952. — M. Cazenave (Ernest).
 A dater du 14 mai 1952. — M. Ruly (Gabriel).
 A dater du 17 octobre 1952. — M. Hinterlang (François).

C. — COMMANDANTS D'AÉRODROME ADJOINTS

M. Meunier (Clément) est promu à la 1^{re} classe de son grade à dater du 14 janvier 1952.

Les fonctionnaires dont les noms suivent, appartenant au corps provisoire du personnel des télécommunications, bénéficieront, au cours de l'année 1952, d'avancement de classes, dans les conditions ci-après indiquées :

A. — CHEFS DE POSTE RADIOÉLECTRICIENS PRINCIPAUX

MM. Dorgeat (René) et Paris (Raymond) sont promus chefs de poste radioélectriciens principaux hors classe à dater du 1^{er} janvier 1952.

B. — CHEFS DE POSTE RADIOÉLECTRICIENS ORDINAIRES

Les chefs de poste radioélectriciens dont les noms suivent sont promus :

De 1^{re} classe.

A dater du 26 février 1952. — MM. Chretiennot (Louis), Pougès (René), Barody (Jean), Karoubi (Hubert).

De 2^e classe.

A dater du 16 juillet 1952. — M. Verdale (Roger).

C. — OPÉRATEURS RADIOÉLECTRICIENS PRINCIPAUX

Les opérateurs radioélectriciens principaux dont les noms suivent sont promus :

De 1^{re} classe.

A dater du 16 septembre 1952. — M. Dacq (Gaston).
A dater du 4 novembre 1952. — M. Charlat (René).

De 3^e classe.

A dater du 16 juillet 1952. — M. Boulanger (Michel).

MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

Décret du 28 juillet 1952 approuvant la délibération du 15 mai 1952 de l'assemblée territoriale du Niger modifiant les redevances forestières.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer,

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'assemblées territoriales en Afrique occidentale française;

Vu la loi du 6 février 1952 relative à la formation des assemblées locales d'Afrique occidentale française;

Vu la délibération du 15 mai 1952 de l'assemblée territoriale du Niger modifiant les redevances forestières;

Le conseil d'Etat (section des finances) entendu,

Décrète :

Art. 1^{er}. — Est approuvée, en ce qui concerne le mode d'assiette, la délibération susvisée de l'assemblée territoriale du Niger du 15 mai 1952 modifiant les redevances forestières.

Art. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, au *Journal officiel* du Niger et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Aix-les-Bains, le 28 juillet 1952.

ANTOINE PINAY.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer,
PIERRE PFLIMLIN.

Décret du 28 juillet 1952 approuvant la délibération du 28 avril 1952 du conseil représentatif de la Côte française des Somalis portant création d'une taxe sur la valeur en capital des propriétés non bâties.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer,

Vu la loi du 19 août 1950 portant création du conseil représentatif de la Côte française des Somalis;

Vu la délibération du 28 avril 1952 du conseil représentatif de la Côte française des Somalis portant création d'une taxe sur la valeur en capital des propriétés non bâties;

Le conseil d'Etat (section des finances) entendu,

Décrète :

Art. 1^{er}. — Est approuvée, en ce qui concerne le mode d'assiette et les règles de perception, la délibération susvisée du 28 avril 1952 du conseil représentatif de la Côte française des Somalis portant création d'une taxe sur la valeur en capital des propriétés non bâties sous réserve, à l'article 1^{er} de la délibération, que les mots « avant le 1^{er} janvier 1952 » soient remplacés par « avant le 1^{er} janvier de l'année d'imposition ».

Art. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, au *Journal officiel* de la Côte française des Somalis et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Aix-les-Bains, le 28 juillet 1952.

ANTOINE PINAY.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer,
PIERRE PFLIMLIN.

Décret du 28 juillet 1952 approuvant la délibération n° 52-79 du 8 mai 1952 de l'assemblée représentative de Madagascar modifiant les règles d'assiette en matière d'enregistrement et de taxes hypothécaires.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer,

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création de l'assemblée représentative de Madagascar;

Vu la délibération n° 52-79 du 8 mai 1952 de l'assemblée représentative de Madagascar modifiant les règles d'assiette en matière d'enregistrement et de taxes hypothécaires;

Le conseil d'Etat (section des finances) entendu,

Décrète :

Art. 1^{er}. — Est approuvée la délibération susvisée n° 52-79 du 8 mai 1952 de l'assemblée représentative de Madagascar modifiant les règles d'assiette en matière d'enregistrement et de taxes hypothécaires.

Art. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, au *Journal officiel* de Madagascar et dépendances et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Aix-les-Bains, le 28 juillet 1952.

ANTOINE PINAY.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer,
PIERRE PFLIMLIN.

Décret du 28 juillet 1952 portant titularisation du secrétaire général du Togo.

Par décret en date du 28 juillet 1952, M. Gayon (Yves-Nicolas-Castmir), administrateur en chef de la France d'outre-mer, chargé par intérim des fonctions de secrétaire général du Togo, est titularisé dans ses fonctions.

Décret du 28 juillet 1952 portant nomination d'un sous-directeur à l'administration centrale du ministère de la France d'outre-mer.

Par décret en date du 28 juillet 1952, M. Brunique! (Adolphe-Charles-Clément), administrateur en chef de classe exceptionnelle de la France d'outre-mer, est nommé sous-directeur à la direction des affaires politiques de l'administration centrale du ministère de la France d'outre-mer, à compter du 25 juin 1952.

Décret du 28 juillet 1952 portant réintégration d'un administrateur de la France d'outre-mer dégagé des cadres.

Par décret en date du 28 juillet 1952 :

Les dispositions du décret du 21 mars 1950, portant dégagement des cadres d'administrateurs de la France d'outre-mer sont rapportées en ce qui concerne M. Poisson (Georges), administrateur, 3^e échelon de la France d'outre-mer (ancienneté au 1^{er} janvier 1951 : 4 ans, 2 mois, 12 jours; rappels militaires : 2 ans 2 mois 12 jours; total, 6 ans 4 mois 24 jours; indice 525 à titre personnel).

Pour la période comprise entre la date de son dégagement et la date de promulgation du présent décret, la situation financière de l'intéressé sera rétablie conformément aux prescriptions de la circulaire n° 69/10/B4-216. DFP du 3 août 1951.

Il pourra éventuellement prétendre à une indemnité égale au traitement qu'il aurait perçu s'il avait été maintenu en fonction, déduction faite, le cas échéant, des rémunérations de toute nature dont il aura bénéficié depuis la cessation de son service.

Décret n° 52-930 du 5 août 1952 étendant aux territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer la loi n° 49-1476 du 17 novembre 1949 complétant la loi du 29 décembre 1934 facilitant l'acquisition de véhicules ou tracteurs automobiles.

Le Président de la République,

Sur le rapport du président du conseil des ministres, du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre de la France d'outre-mer,

Vu l'article 72 (alinéa 2) de la Constitution;
Vu la loi du 29 décembre 1934 facilitant l'acquisition de véhicules ou tracteurs automobiles;

Vu la loi n° 49-1476 du 17 novembre 1949 complétant la précédente;

Après avis de l'Assemblée de l'Union française,

Décète :

Art. 1^{er}. — La loi n° 49-1476 du 17 novembre 1949, complétant la loi du 29 décembre 1934 facilitant l'acquisition de véhicules ou tracteurs automobiles, est applicable aux territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer.

Art. 2. — Le président du conseil des ministres, le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre de la France d'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 5 août 1952.

VINCENT AURIOL.

Par le Président de la République :

Le président du conseil des ministres,
ANTOINE PINAY.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
LÉON MARTINAUD-DÉPLAT.

Le ministre de la France d'outre-mer,
PIERRE PFLIMLIN.

Organisation de la régie ferroviaire de l'Afrique occidentale française.

Le ministre de la France d'outre-mer,

Vu la loi du 28 février 1944 portant organisation des chemins de fer de la France d'outre-mer et tous actes modificatifs;

Vu l'arrêté ministériel du 17 juillet 1946 organisant la régie ferroviaire de l'Afrique occidentale française et les actes qui l'ont modifié, notamment les arrêtés ministériels des 14 janvier 1949 et du 7 juillet 1950;

Sur la proposition du haut commissaire, gouverneur général de l'Afrique occidentale française;

Après avis de l'office central des chemins de fer de la France d'outre-mer,

Arrête :

Art. 1^{er}. — L'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 7 juillet 1950 est modifié comme suit :

« Dans la liste des membres du conseil d'administration de la régie, le directeur général du personnel est substitué au directeur général de l'intérieur ».

Art. 2. — Le haut commissaire, gouverneur général de l'Afrique occidentale française, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et au *Journal officiel* de l'Afrique occidentale française.

Fait à Paris, le 1^{er} août 1952.

Pour le ministre et par délégation :

Le conseiller technique,
PIERRE SANNER.

Mise en position de mission d'un gouverneur de la France d'outre-mer.

Par arrêté du 30 juillet 1952, M. Anziani (Armand), gouverneur de 3^e classe de la France d'outre-mer, nommé représentant du ministre de la France d'outre-mer au conseil d'administration de la société d'économie mixte dite Société immobilière du Cameroun par décision n° 56 AE. plan I. du 18 juillet 1952, est placé dans la position de mission au Cameroun pour une période de deux mois au maximum, à compter du 5 août 1952, pour assister aux assemblées générales constitutives de cette société.

Inspection du travail.

Par arrêté du secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer en date du 31 juillet 1952, M. Bouissou (Jacques), inspecteur de 1^{re} classe du travail outre-mer, est reclassé ainsi qu'il suit :

Inspecteur de 3^e classe le 15 octobre 1947 au lieu du 2 mars 1949 (rappels d'ancienneté pour services militaires conservés : 1 an 7 mois 20 jours).

Inspecteur de 2^e classe le 14 août 1949 au lieu du 1^{er} janvier 1951 (rappels d'ancienneté pour services militaires conservés : 1 an 5 mois 19 jours).

Inspecteur de 1^{re} classe le 14 août 1950 au lieu du 1^{er} janvier 1952 (rappels d'ancienneté pour services militaires conservés : 5 mois 19 jours).

Le présent reclassement a effet pour compter des dates indiquées du point de vue de l'ancienneté et pour compter du 14 août 1950 du point de vue de la solde.

Par arrêté du secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer en date du 31 juillet 1952, M. Grisoni (Alfonso), inspecteur principal de 3^e classe du travail outre-mer, est placé pour une nouvelle période d'un an, à compter du 1^{er} juin 1952, dans la position de service détaché auprès du bureau d'études pour le développement de la production agricole dans les territoires d'outre-mer, en qualité de conseiller technique du travail et de la main-d'œuvre.

Travaux publics.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 2 août 1952, MM. Giraud (Maurice) et La Roche (André), ingénieurs principaux de 1^{re} classe des travaux publics de la France d'outre-mer, ont été promus au grade d'ingénieur en chef de 2^e classe des travaux publics de la France d'outre-mer pour compter du 1^{er} janvier 1952, tant du point de vue de la solde que de l'ancienneté.

**MINISTÈRE DU TRAVAIL
ET DE LA SECURITE SOCIALE**

Approbation des statuts et fusion de sociétés mutualistes.

DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT

Par arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale en date du 28 juillet 1952, ont été approuvés les statuts de la société mutualiste ci-après : Union philanthropique et Fraternelle réunies de Florensac, n° 34-894, à Florensac, résultant de la fusion des sociétés mutualistes respectivement dites : L'Union philanthropique, n° 34-233, à Florensac; La Fraternelle florensacoise, n° 34-353, à Florensac.

DÉPARTEMENT DE L'AISNE

Par arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale en date du 1^{er} août 1952, a été approuvée la fusion de la société mutualiste dite Société de secours mutuels, n° 2-77, à Guise, avec la société mutualiste dite Société mutualiste de Bohain, n° 2-16, à Bohain.

DÉPARTEMENT DE L'AUDE

Par arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale en date du 1^{er} août 1952, a été approuvée la fusion de la société mutualiste dite Des Ouvriers charretiers, n° 11-233, à Narbonne, avec la société mutualiste dite De Saint-Joseph et Saint-Paul Serge, n° 11-43, à Narbonne.

DÉPARTEMENT DE LA DRÔME

Par arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale en date du 1^{er} août 1952, a été approuvée la fusion de la société mutualiste dite La Sainte-Barbe, n° 26-83, à Romans, avec la société mutualiste dite Les Mutualistes réunis de Romans, Bourg-de-Péage et région, n° 26-100, à Romans.

DÉPARTEMENT DE LA LOIRE

Par arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale en date du 1^{er} août 1952, a été approuvée la fusion de la société mutualiste dite Mutualité maternelle de l'union de sociétés de la Loire, n° 42-482, à Saint-Etienne, avec la société mutualiste dite Mutualité maternelle de Saint-Etienne, n° 32-331, à Saint-Etienne.

DÉPARTEMENT DU NORD

Par arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale en date du 1^{er} août 1952, a été approuvée la fusion de la société mutualiste dite Saint-Vincent-de-Paul, n° 59-230, à Annappes, avec la société mutualiste dite Saint-Eloi, n° 59-545, à Annappes.

DÉPARTEMENT DE LA SEINE

Par arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale en date du 1^{er} août 1952, a été approuvée la fusion de la société mutualiste dite Les Prolétaires prévoyants de la France et des colonies, n° 75-2527, à Paris, avec la société mutualiste dite Association des publicistes secrétaires parlementaires et collaborateurs de ministres, n° 75-2576, à Paris.

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

Par arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale en date du 1^{er} août 1952, a été approuvée la fusion de la société mutualiste dite Société mutualiste d'entraide sociale des anciens Etablissements D. Frankel, n° 77-604, à Lagny, avec la société mutualiste dite Mutuelle familiale Seine-et-Marnaise, n° 77-607, à Melun.

Suspension d'une décision de la commission nationale des tarifs

Rectificatif au *Journal officiel* du 1^{er} août 1952: page 7821, 2^e colonne, supprimer:

« Par arrêté en date du 30 juillet 1952, a été suspendue comme étant de nature à compromettre l'équilibre financier des caisses de sécurité sociale, l'application des décisions de la commission nationale des tarifs en date du 18 juillet 1952, approuvant les tarifs inclus dans les conventions conclues entre la caisse régionale de sécurité sociale de Rennes et les syndicats médicaux de la Mayenne, de la Sarthe, des Côtes-du-Nord, d'Ille-et-Vilaine et du Finistère. »

Services extérieurs du travail et de la main-d'œuvre.

Par arrêté du 30 juillet 1952, M. Mondin, directeur départemental du travail et de la main-d'œuvre, a été nommé à la classe exceptionnelle de son grade, avec résidence à Clermont-Ferrand.

MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS
ET VICTIMES DE LA GUERRE

Décret n° 52-940 du 4 août 1952 instituant des offices départementaux des anciens combattants et victimes de la guerre dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion et rendant applicables à ces offices départementaux les dispositions du décret du 10 mai 1947 relatif à l'office national et aux offices départementaux des anciens combattants et victimes de la guerre.

Le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques,

Sur le rapport du ministre des anciens combattants et victimes de la guerre, du ministre de l'intérieur et du secrétaire d'Etat au budget,

Vu la loi n° 46-451 du 19 mars 1946 érigeant en départements français la Guadeloupe, la Guyane française, la Martinique et la Réunion;

Vu le décret du 24 novembre 1937 déterminant la composition, l'organisation, le fonctionnement et le régime financier des offices coloniaux et locaux des mutilés, combattants, victimes de guerre et pupilles de la nation;

Vu le décret n° 47-828 du 10 mai 1947, déterminant la composition, l'organisation, le fonctionnement et le régime financier de l'office national et des offices départementaux des anciens combattants et victimes de la guerre,

Décrète:

Art. 1^{er}. — Il est institué dans chacun des départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion un office départemental des anciens combattants et victimes de la guerre, dont le siège est au chef-lieu du département et qui constitue un établissement public d'Etat.

Art. 2. — L'alinéa 2 de l'article 1^{er}, les articles 37 à 77 inclus et l'article 80 du décret du 10 mai 1947 déterminant la composition, l'organisation, le fonctionnement et le régime financier de l'office national et des offices départementaux des anciens combattants et victimes de la guerre sont déclarés applicables aux offices départementaux des anciens combattants et victimes de la guerre de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion.

Art. 3. — En cas d'urgence, les budgets peuvent être rendus provisoirement exécutoires par le préfet à la condition, toutefois, que les prévisions de dépenses établies dans la limite des trois douzièmes des crédits ordinaires de l'exercice précédent, soient équilibrées à l'aide de ressources propres, à l'exclusion des subventions de l'office national, mentionnées seulement pour mémoire. Les budgets rendus provisoirement exécutoires sont approuvés par le ministre des anciens combattants et victimes de la guerre après avis de l'office national et modification s'il y a lieu.

Art. 4. — Sont abrogées les dispositions du décret du 24 novembre 1937 ainsi que toutes dispositions antérieures en tant qu'elles sont contraires à celles du présent décret.

Art. 5. — Le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre des anciens combattants et victimes de la guerre, le ministre de l'intérieur et le secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Aix-les-Bains, le 4 août 1952.

ANTOINE PINAY.

Par le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques:

Le ministre des anciens combattants et victimes de la guerre,

EMMANUEL TEMPLE.

Le ministre de l'intérieur,
CHARLES BRUNE.

Le secrétaire d'Etat au budget,
JEAN-MOREAU.

Administration centrale.

Par arrêté du 4 août 1952:

Mlle Woehrlé (Eveline), secrétaire d'administration stagiaire à la direction du contentieux, de l'état civil et des recherches (bureau des appels), est nommée secrétaire d'administration de 2^e classe, 1^{er} échelon, à l'administration centrale du ministère des anciens combattants et victimes de la guerre et titularisée dans le grade correspondant à compter du 1^{er} août 1952.

Mlle Woehrlé demeurera affectée en sa nouvelle qualité à la direction du contentieux, de l'état civil et des recherches (bureau des appels).

MINISTÈRE DE LA SANTE PUBLIQUE
ET DE LA POPULATION

Décret n° 52-941 du 4 août 1952 portant attribution d'indemnités aux commissaires du Gouvernement et aux rapporteurs près le conseil supérieur de l'entraide sociale.

Le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques,

Sur le rapport du ministre de la santé publique et de la population, du secrétaire d'Etat au budget et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

Vu l'ordonnance n° 45-14 du 6 janvier 1945 portant réforme des traitements des fonctionnaires de l'Etat et aménagement des pensions civiles et militaires;

Vu la loi n° 50-819 du 5 juillet 1950 prévoyant la création d'un conseil supérieur de l'entraide sociale;

Vu le décret n° 50-1421 du 13 novembre 1950 portant règlement d'administration publique relatif au conseil supérieur de l'entraide sociale;

Vu le décret n° 50-1422 relatif à la section permanente du conseil supérieur de l'entraide sociale;

Le conseil des ministres entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. — Il est attribué aux rapporteurs près le conseil supérieur de l'entraide sociale, pour chaque rapport écrit présenté par eux devant ledit conseil, une ou plusieurs vacations de 400 F dans la limite de cinq vacations pour un même rapport. Le nombre de vacations est fixé, pour chaque affaire, par le président du conseil supérieur.

Art. 2. — Les commissaires du Gouvernement près le conseil supérieur de l'entraide sociale reçoivent des vacations qui sont fixées à 1.000 F par séance.

Si plusieurs séances sont tenues dans le même mois, elles ne pourront donner lieu à rétribution que lorsqu'elles auront duré plus de trois heures au total.

Art. 3. — Les commissaires du Gouvernement et les rapporteurs, fonctionnaires du ministère de la santé publique et de la population, ne pourront, en aucun cas, bénéficier des indemnités prévues aux articles précédents.

Art. 4. — Le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre de la santé publique et de la population, le secrétaire d'Etat au budget et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, et qui aura effet à compter du 1^{er} janvier 1952.

Fait à Aix-les-Bains, le 4 août 1952.

ANTOINE PINAY.

Par le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques :

Le ministre de la santé publique et de la population,
PAUL RIBEYRE.

Le secrétaire d'Etat au budget,
JEAN-MOREAU.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,
GUY PETIT.

Recrutement d'un marinier du contrôle sanitaire à la Réunion.

Le ministre de la santé publique et de la population et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

Vu la loi du 19 octobre 1916 relative au statut général des fonctionnaires;

Vu l'article 29 de la loi de finances du 24 mai 1951;

Vu le décret n° 52-464 du 28 avril 1952 portant limitation de recrutement des personnels de l'Etat;

Vu le décret du 4 janvier 1949 portant statut du corps du contrôle sanitaire aux frontières;

Sur la proposition du directeur adjoint de l'administration générale, du personnel et du budget,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. — Le ministre de la santé publique et de la population est autorisé à organiser un examen professionnel pour le recrutement d'un marinier au service du contrôle sanitaire de la Réunion.

Art. 2. — Un arrêté du ministre de la santé publique et de la population fixera la composition du jury, la date et les conditions du concours dont les épreuves auront lieu à la Réunion.

Art. 3. — Le directeur de la fonction publique et le directeur adjoint de l'administration générale, du personnel et du budget du ministère de la santé publique et de la population sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 août 1952.

Le ministre de la santé publique et de la population,
Pour le ministre et par délégation :
Le chef de cabinet,
JEAN-MARIE GALLÉ.

Pour le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil
et par délégation :

Le directeur du cabinet,
ROGER GRÉGOIRE.

AVIS ET COMMUNICATIONS

Ministère des finances et des affaires économiques.

LOTERIE NATIONALE

Le tirage de la vingt-huitième tranche de la loterie nationale 1952 a eu lieu à Paris, à l'Alhambra, le 6 août 1952, à 20 heures 30.

Les billets dont les numéros se terminent par :

| | Série A. | Série B. |
|----------------|--------------|--------------|
| 4 gagnent..... | 2.000 F. | 2.000 F. |
| 2 — | 2.000 F. | 2.000 F. |
| 01 — | 3.000 F. | 5.000 F. |
| 52 — | 3.000 F. | 5.000 F. |
| 92 — | 4.000 F. | 6.000 F. |
| 43 — | 5.000 F. | 8.000 F. |
| 187 — | 6.000 F. | 12.000 F. |
| 329 — | 8.000 F. | 14.000 F. |
| 112 — | 10.000 F. | 16.000 F. |
| 669 — | 14.000 F. | 20.000 F. |
| 296 — | 18.000 F. | 25.000 F. |
| 696 — | 24.000 F. | 35.000 F. |
| 2.750 — | 40.000 F. | 80.000 F. |
| 7.262 — | 40.000 F. | 80.000 F. |
| 7.933 — | 40.000 F. | 80.000 F. |
| 0.943 — | 60.000 F. | 100.000 F. |
| 1.955 — | 60.000 F. | 100.000 F. |
| 9.415 — | 60.000 F. | 100.000 F. |
| 2.383 — | 80.000 F. | 120.000 F. |
| 3.465 — | 80.000 F. | 120.000 F. |
| 9.741 — | 80.000 F. | 120.000 F. |
| 2.420 — | 100.000 F. | 140.000 F. |
| 9.655 — | 140.000 F. | 170.000 F. |
| 17.204 — | 400.000 F. | 200.000 F. |
| 50.588 — | 400.000 F. | 200.000 F. |
| 53.178 — | 400.000 F. | 200.000 F. |
| 70.063 — | 400.000 F. | 200.000 F. |
| 76.279 — | 400.000 F. | 200.000 F. |
| 78.337 — | 400.000 F. | 200.000 F. |
| 32.755 — | 600.000 F. | 400.000 F. |
| 33.226 — | 600.000 F. | 400.000 F. |
| 82.511 — | 600.000 F. | 400.000 F. |
| 02.334 — | 1.000.000 F. | 600.000 F. |
| 02.954 — | 1.000.000 F. | 600.000 F. |
| 06.054 — | 1.000.000 F. | 600.000 F. |
| 09.487 — | 1.000.000 F. | 600.000 F. |
| 28.422 — | 1.000.000 F. | 600.000 F. |
| 54.482 — | 1.000.000 F. | 600.000 F. |
| 82.672 — | 1.000.000 F. | 600.000 F. |
| 86.606 — | 1.000.000 F. | 600.000 F. |
| 15.363 — | 2.000.000 F. | 1.000.000 F. |

Les billets portant le numéro :

| | Série A. | Série B. |
|----------------------|---------------|---------------|
| 063.973 gagnent..... | 3.000.000 F. | 1.250.000 F. |
| 155.996 — | 3.000.000 F. | 1.250.000 F. |
| 242.298 — | 3.000.000 F. | 1.250.000 F. |
| 378.304 — | 3.000.000 F. | 1.250.000 F. |
| 088.925 — | 5.000.000 F. | 1.500.000 F. |
| 150.031 — | 5.000.000 F. | 1.500.000 F. |
| 290.534 — | 8.000.000 F. | 2.000.000 F. |
| 379.053 — | 10.000.000 F. | 4.000.000 F. |
| 294.273 — | 15.000.000 F. | 5.000.000 F. |
| 264.844 — | 25.000.000 F. | 15.000.000 F. |

Le prochain tirage aura lieu le 13 août 1952 à Dieppe (Seine-Inférieure).

Ministère des postes, télégraphes et téléphones.

Avis de concours pour le recrutement d'inspecteurs élèves du sexe masculin et de contrôleurs des installations électromécaniques.

Des concours pour le recrutement d'inspecteurs élèves du sexe masculin et de contrôleurs des installations électromécaniques seront ouverts, au cours du quatrième trimestre 1952, dans les conditions indiquées par le tableau ci-après :

| EMPLOI | DATE DES EPREUVES | DATE DE CLOTURE des listes de candidature. | NOMBRE de places offertes. |
|---|---------------------------------|--|---|
| <i>Contrôleur des installations électromécaniques des postes, télégraphes et téléphones.</i> | | | |
| Premier concours ouvert aux candidats titulaires de la première partie du baccalauréat ou d'un diplôme ou certificat admis en dispense (1). | 23, 24, 25 octobre 1952. | 15 septembre 1952. | 180 |
| Deuxième concours réservé aux agents des installations des postes, télégraphes et téléphones. | 24, 25 octobre 1952. | 15 septembre 1952. | 180 |
| <i>Contrôleur des installations électromécaniques de l'office des postes, télégraphes et téléphones du Maroc.</i> | | | |
| Premier concours ouvert aux candidats titulaires de la première partie du baccalauréat ou d'un diplôme ou certificat admis en dispense (1). | 23, 24, 25 octobre 1952. | 15 septembre 1952. | 40 |
| Deuxième concours réservé aux agents des installations de l'office des postes, télégraphes et téléphones du Maroc. | 24, 25 octobre 1952. | 15 septembre 1952. | 40 (dont 2 réservées aux candidats marocains). |
| <i>Inspecteur élève des postes, télégraphes et téléphones.</i> | | | |
| Premier concours ouvert aux candidats du sexe masculin titulaires de l'un des diplômes exigés pour se présenter au concours d'entrée à l'école nationale d'administration (2) ou d'un certificat de licence ou du baccalauréat de l'enseignement du second degré (3). | 12, 13, 14 et 15 novembre 1952. | 6 octobre 1952. | 225 |
| Deuxième concours réservé à certains fonctionnaires des services extérieurs du ministère des postes, télégraphes et téléphones. | 12, 13, 14 et 15 novembre 1952. | 6 octobre 1952. | 225 |
| <i>Inspecteur élève du cadre général des transmissions de la France d'outre-mer.</i> | | | |
| Ouvert aux candidats du sexe masculin titulaires de l'un des diplômes exigés pour se présenter au concours d'entrée à l'école nationale d'administration (2) ou d'un certificat de licence ou du baccalauréat de l'enseignement du second degré (3). | 12, 13, 14 et 15 novembre 1952. | 6 octobre 1952. | 50 |

(1) Arrêtés des 8 juin et 20 novembre 1951 (*Journal officiel* des 10 juin 1951, p. 6109, et 25 novembre 1951, p. 11700).

(2) Arrêté du 3 février 1950 (*Journal officiel* du 9 février 1950, p. 1575).

(3) En cas de succès au concours, les candidats titulaires du baccalauréat de l'enseignement du second degré ne peuvent être nommés inspecteurs élèves que s'ils sont en possession, au moment de leur appel à l'activité, de l'un des diplômes requis pour se présenter au concours d'entrée à l'école nationale d'administration ou d'un certificat de licence. Dans le cas contraire, ils doivent, pour accéder à l'emploi d'inspecteur élève au bénéfice du concours subi par eux, obtenir l'un des titres dont il s'agit dans les deux ans suivant le concours. En attendant, ceux des postulants intéressés qui ont concouru pour l'emploi d'inspecteur élève des services extérieurs du ministère des postes, télégraphes et téléphones sont nommés contrôleurs.

Les candidats doivent transmettre leur demande de participation au concours au directeur des postes, télégraphes et téléphones de leur département, qui leur fournira toutes indications utiles.

Pour les départements de la Seine, Seine-et-Oise et Seine-et-Marne, la demande doit être envoyée au directeur régional des services postaux de Paris (14^e), 110, boulevard du Montparnasse.

Des demandes de renseignements peuvent également être adressées au bureau universitaire d'informations sur les carrières, 29, rue d'Ulm, Paris (5^e); au centre d'études et de recherches documentaires de l'enseignement technique, 41, rue Gay-Lussac, Paris (5^e); ou, pour les candidats résidant en province, aux centres régionaux du bureau universitaire de statistique, placés au siège des rectorats d'académie, aux secrétariats d'orientation professionnelle.

Imprimerie, 31, quai Voltaire, Paris (7^e). — Le Préfet, Directeur des Journaux officiels : JEAN REYMOND.

COTE DES CHANGES

VERSEMENT TÉLÉGRAPHIQUE

| Dernière cours cotés en Bourse | 6 août - Cours relevés après Bourse. | DEVISES | 7 août 1952 | | Dernière cours cotés en Bourse | 6 août - Cours relevés après Bourse. | DEVISES | 7 août 1952 | |
|--------------------------------|--------------------------------------|--------------------------|-----------------------------|-----------------------|--------------------------------|--------------------------------------|---|----------------------------|-----------------------|
| | | | Cours relevés avant Bourse. | Cours cotés en Bourse | | | | Cours relevés avant Bourse | Cours cotés en Bourse |
| 250 .. | | Etats-Unis (1 dollar)... | | 319 95 | 1215 50 | | Portugal (100 escudos) .. | | 1215 25 |
| 699 625 | | Belgique (100 francs) .. | | 699 375 | 8008 75 | | Suisse (100 francs) | | 8010 |
| 3 3 20 | | Canada (1 dollar) | | 363 80 | 165 70 | | Côte Fse des Somalis (100 francs Djib.) | | 161 20 |

BANQUE DE FRANCE

SITUATION HEBDOMADAIRE

| ACTIF | AU | AU |
|---|------------------------------|------------------------------|
| | 31 JUILLET 1952 | 24 JUILLET 1952 |
| Encasse or..... | 191.446.678.926 » | 191.446.678.926 » |
| Prêt d'or au Fonds de Stabilisation des changes (1)..... | 8.740.000.346 » | 8.740.000.346 » |
| Disponibilités à vue à l'étranger et avoirs à l'Union Européenne de Paiements..... | 19.794.273.868 » | 19.214.213.267 » |
| Monnaies divisionnaires..... | 3.635.519.597 » | 3.724.726.781 » |
| Comptes courants postaux..... | 32.308.294.875 » | 20.484.333.537 » |
| Avances au Fonds de Stabilisation des changes (2)..... | 32.500.000.000 » | 34.000.000.000 » |
| Bon du Trésor négociable : Engagement de l'Etat relatif au dépôt d'or de la Banque nationale de Belgique..... | 3.981.611.553 » | 3.981.611.553 » |
| Prêts sans intérêts à l'Etat (3)..... | 50.000.000.000 » | 50.000.000.000 » |
| Avances provisoires extraordinaires à l'Etat du 25 août 1940 au 20 juillet 1944 (4)..... | 426.000.000.000 » | 426.000.000.000 » |
| Avances provisoires à l'Etat (5)..... | 167.800.000.000 » | 163.400.000.000 » |
| Portefeuille d'escompte : | | |
| Effets escomptés sur la France..... | 608.988.124.535 » | |
| Effets escomptés sur l'étranger..... | 283.060.585 » | |
| Effets garantis par l'office des céréales (6)..... | 41.778.594.000 » | |
| Effets de mobilisation de crédits à moyen terme..... | 226.615.615.447 » | |
| Effets négociables achetés en France (7)..... | 258.560.276.777 » | 230.003.279.390 » |
| Avances à 30 jours sur effets publics..... | 21.286.968.000 » | 13.788.272.000 » |
| Avances sur titres..... | 8.650.000.805 » | 7.139.474.095 » |
| Avances sur or..... | » | » |
| Hôtel et mobilier de la Banque..... | 4.000.000 » | 4.000.000 » |
| Rentes pourvues d'affectations spéciales (8)..... | 112.980.750 » | 112.980.750 » |
| Effets en cours de recouvrement..... | 39.491.921.939 » | 49.395.940.214 » |
| Divers..... | 35.127.231.974 » | 33.578.800.073 » |
| Total..... | 2.150.200.453.977 Fr. | 2.093.238.341.558 Fr. |
| PASSIF | | |
| Engagements à vue : | | |
| Billets au porteur en circulation..... | 1.984.549.200.915 » | 1.918.832.934.420 » |
| Comptes courants créditeurs : | | |
| Compte courant du Trésor public..... | 55.323.526 » | |
| Comptes courants des accords de coopération économique..... | 816.220.718 » | |
| Comptes courants des banques et institutions financières françaises et étrangères..... | 63.402.380.206 » | 127.025.200.889 » |
| Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue..... | 58.008.112.355 » | |
| Capital de la Banque..... | 182.500.000 » | 182.500.000 » |
| Bénéfices en addition au capital (9)..... | 306.639.731 » | 306.639.731 » |
| Réserves mobilières légales (10)..... | 22.405.750 » | 22.405.750 » |
| Réserve immobilière..... | 4.000.000 » | 4.000.000 » |
| Divers..... | 42.853.640.776 » | 46.854.960.768 » |
| Total..... | 2.150.200.453.977 Fr. | 2.093.238.341.558 Fr. |

(1) (Convention du 13 mars 1952).

(2) (Convention du 27 juin 1949.)

(3) (Loi du 9 juin 1887, convention du 29 mars 1878, loi du 13 juin 1878 prorogée, lois des 17 novembre 1897, 29 décembre 1911, 20 décembre 1919 et 25 juin 1922, convention du 12 novembre 1931, décret du 12 novembre 1938, convention du 27 mars 1947 loi du 29 mars 1947.)

(4) (Conventions des 25 août, 29 octobre, 12 décembre, 30 décembre 1940, 20 février, 30 avril, 10 mai, 11 juin, 11 septembre, 27 novembre, 26 décembre 1941, 3 mars, 30 avril, 11 juin, 17 septembre, 19 novembre 1942, 21 janvier, 31 mars, 3 juillet, 30 septembre, 16 décembre 1943, 23 mars, 17 mai et 20 juillet 1944.)

(5) (Convention du 29 septembre 1933 approuvée par le décret du 1^{er} septembre 1939, convention du 29 février 1940 approuvée par le décret du 29 février 1940, convention du 9 juin 1940 approuvée par le décret du 9 juin 1940, convention du 8 juin 1944 approuvée par la loi du 15 juillet 1944, convention du 24 juin 1947 approuvée par la loi du 26 juin 1947, convention du 25 septembre 1947 approuvée par le décret du 1^{er} octobre 1947.)

(6) (Loi du 15 août 1936 décret du 29 juillet 1939, loi du 19 mai 1941.)

(7) (Décret du 17 juin 1938.)

(8) (Loi du 17 mai 1834, décrets des 27 avril et 2 mai 1948, loi du 9 juin 1857.)

(9) (Lois des 9 juin 1887 et 17 novembre 1897.)

(10) (Loi du 17 mai 1834 décrets des 27 avril et 2 mai 1948, loi du 9 juin 1857.)

Certifié conforme aux écritures :

Le Sous-Gouverneur,

H. DE BLETTERIE.

TAUX DES OPERATIONS

| | |
|--|-----------|
| Escompte | 4 0/0 |
| Avances sur titres..... | 4 1/2 0/0 |
| Avances à 30 jours..... | 3 1/2 0/0 |
| Achat des effets publics dont l'échéance n'excède pas trois mois | 3 1/2 0/0 |

ANNONCES

LES ANNONCES SONT REÇUES A L'AGENCE HAVAS, 62, RUE DE RICHELIEU, PARIS

Compte chèque postal 1.014.00, Paris

ET DANS SES SUCCURSALES DES DÉPARTEMENTS

L'Administration et les fermiers déclinent toute responsabilité quant à la teneur des annonces.

TIRAGES FINANCIERS

VERRERIES ET MANUFACTURE DE GLACES D'ANICHE

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 300 MILLIONS DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: 230, BOULEVARD DRION, A ANICHE (NORD)

Registre du commerce: Douai n° 415.

Obligations 5 0/0 1930.

Le nombre de titres à amortir au 1^{er} octobre 1952, d'après le tableau d'amortissement, est de 760 obligations.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, la société a racheté en Bourse 303 obligations; il restait à amortir par tirage au sort 457 obligations.

Numéros des 457 obligations sorties au vingt-deuxième tirage du 15 juillet 1952 remboursables à 1.000 F à partir du 1^{er} octobre 1952 et des obligations restant à rembourser sur tirages antérieurs.

| NUMÉROS | DATES de remboursement. | | |
|---------|-------------------------|---------|-------------------------|---------|-------------------------|---------|-------------------------|---------|-------------------------|-------|-----------|
| 49 | Oct. 1952 | 1.398 | Oct. 1950 | 2.622 | Oct. 1951 | 3.861 | Oct. 1952 | 5.926 | Oct. 1952 | 7.457 | Oct. 1952 |
| 61 | — 1952 | 1.399 | — 1952 | 2.668 | — 1952 | 3.863 | — 1951 | 5.930 | — 1951 | 7.469 | — 1952 |
| 95 | — 1952 | 1.425 | — 1950 | 2.690 | — 1952 | 3.865 | — 1951 | 5.971 | — 1951 | 7.503 | — 1952 |
| 125 | — 1952 | 1.448 | — 1952 | 2.699 | — 1951 | 3.871 | — 1951 | 5.975 | — 1952 | 7.518 | — 1950 |
| 163 | — 1952 | 1.455 | — 1950 | 2.710 | — 1952 | 3.872 | — 1952 | 6.030 | — 1952 | 7.547 | — 1951 |
| 188 | — 1952 | 1.469 | — 1950 | 2.756 | — 1950 | 3.877 | — 1952 | 6.058 | — 1952 | 7.563 | — 1951 |
| 217 | — 1952 | 1.541 | — 1950 | 2.778 | — 1952 | 3.899 | — 1952 | 6.082 | — 1952 | 7.569 | — 1950 |
| 271 | — 1952 | 1.562 | — 1950 | 2.814 | — 1950 | 3.907 | — 1951 | 6.128 | — 1950 | 7.570 | — 1950 |
| 311 | — 1952 | 1.569 | — 1949 | 2.845 | — 1952 | 3.914 | — 1951 | 6.168 | — 1952 | 7.581 | — 1952 |
| 329 | — 1952 | 1.585 | — 1950 | 2.849 | — 1952 | 4.191 | — 1950 | 6.238 | — 1951 | 7.660 | — 1951 |
| 389 | — 1952 | 1.611 | — 1950 | 2.857 | — 1952 | 4.193 | — 1952 | 6.244 | — 1950 | 7.755 | — 1952 |
| 402 | — 1952 | 1.656 | — 1951 | 2.892 | Avr. 1942 | 4.199 | — 1952 | 6.313 | — 1945 | 7.757 | — 1949 |
| 408 | — 1952 | 1.703 | — 1952 | 2.986 | Oct. 1951 | 4.210 | — 1950 | 6.315 | — 1.52 | 7.783 | — 1952 |
| 432 | — 1952 | 1.808 | — 1952 | 2.995 | — 1951 | 4.211 | — 1949 | 6.314 | — 1952 | 7.895 | — 1951 |
| 496 | — 1952 | 1.811 | — 1951 | 2.997 | — 1951 | 4.212 | — 1949 | 6.303 | — 1951 | 7.915 | — 1950 |
| 555 | — 1952 | 1.851 | — 1951 | 3.021 | — 1952 | 4.214 | — 1950 | 6.395 | — 1952 | 7.944 | — 1951 |
| 660 | — 1952 | 1.893 | — 1952 | 3.075 | — 1950 | 4.263 | — 1952 | 6.400 | — 1952 | 7.961 | — 1951 |
| 714 | — 1952 | 1.938 | — 1952 | 3.181 | — 1951 | 4.270 | — 1951 | 6.407 | — 1952 | 7.989 | — 1951 |
| 813 | — 1950 | 1.963 | — 1950 | 3.189 | — 1951 | 4.295 | — 1951 | 6.415 | — 1949 | 8.074 | — 1952 |
| 853 | — 1950 | 1.972 | — 1950 | 3.224 | — 1951 | 4.351 | — 1952 | 6.451 | — 1952 | 8.158 | — 1950 |
| 874 | — 1952 | 1.975 | — 1951 | 3.265 | — 1951 | 4.390 | — 1952 | 6.461 | — 1952 | 8.173 | — 1949 |
| 878 | — 1950 | 1.996 | — 1952 | 3.266 | — 1951 | 4.398 | — 1952 | 6.508 | — 1952 | 8.210 | — 1949 |
| 911 | — 1951 | 2.031 | — 1950 | 3.270 | — 1950 | 4.455 | — 1952 | 6.520 | — 1951 | 8.212 | — 1950 |
| 946 | — 1951 | 2.039 | — 1952 | 3.291 | — 1951 | 4.459 | — 1950 | 6.531 | — 1951 | 8.216 | — 1952 |
| 976 | — 1949 | 2.061 | — 1952 | 3.415 | — 1952 | 4.460 | Avr. 1942 | 6.540 | — 1951 | 8.217 | — 1949 |
| 1.016 | — 1952 | 2.072 | — 1951 | 3.473 | — 1951 | 4.461 | Oct. 1942 | 6.541 | — 1952 | 8.219 | — 1952 |
| 1.080 | — 1952 | 2.121 | — 1952 | 3.474 | — 1952 | 4.463 | — 1949 | 6.541 | — 1952 | 8.231 | — 1952 |
| 1.089 | — 1950 | 2.128 | — 1951 | 3.491 | — 1951 | 4.464 | — 1946 | 6.553 | — 1952 | 8.235 | — 1951 |
| 1.117 | — 1950 | 2.154 | — 1951 | 3.538 | — 1951 | 4.465 | — 1952 | 6.586 | — 1952 | 8.240 | — 1951 |
| 1.179 | — 1950 | 2.155 | — 1951 | 3.557 | — 1945 | 4.466 | Avr. 1942 | 6.659 | — 1951 | 8.248 | — 1952 |
| 1.183 | Avr. 1942 | 2.156 | — 1952 | 3.558 | — 1952 | 4.475 | Oct. 1942 | 6.663 | — 1952 | 8.264 | — 1952 |
| 1.198 | Oct. 1949 | 2.229 | — 1952 | 3.562 | — 1950 | 4.475 | — 1952 | 6.667 | — 1950 | 8.273 | — 1950 |
| 1.200 | — 1952 | 2.268 | — 1950 | 3.643 | — 1951 | 4.497 | — 1951 | 6.693 | — 1951 | 8.283 | — 1950 |
| 1.232 | — 1952 | 2.305 | — 1948 | 3.644 | — 1952 | 4.503 | — 1952 | 6.733 | — 1950 | 8.303 | — 1952 |
| 1.244 | — 1952 | 2.306 | — 1951 | 3.671 | — 1950 | 4.530 | — 1952 | 6.738 | — 1952 | 8.308 | — 1950 |
| 1.281 | — 1952 | 2.314 | — 1952 | 3.675 | — 1950 | 4.546 | — 1951 | 6.779 | — 1951 | 8.329 | — 1951 |
| 1.282 | — 1950 | 2.403 | — 1952 | 3.682 | — 1952 | 4.547 | — 1951 | 6.824 | — 1952 | 8.333 | — 1952 |
| 1.291 | — 1952 | 2.486 | — 1952 | 3.712 | — 1952 | 4.633 | — 1952 | 6.861 | — 1950 | 8.341 | — 1951 |
| 1.301 | — 1952 | 2.501 | — 1951 | 3.767 | — 1952 | 4.634 | — 1951 | 6.879 | — 1950 | 8.342 | — 1951 |
| 1.311 | — 1951 | 2.530 | — 1950 | 3.772 | — 1951 | 4.665 | — 1950 | 6.907 | — 1952 | 8.378 | — 1950 |
| 1.312 | — 1952 | 2.567 | — 1951 | 3.798 | — 1951 | 4.768 | — 1951 | 6.909 | — 1951 | 8.381 | — 1952 |
| 1.326 | — 1950 | 2.579 | — 1951 | 3.809 | — 1951 | 4.813 | — 1950 | 6.954 | — 1952 | 8.396 | — 1951 |
| 1.361 | — 1951 | 2.581 | — 1951 | 3.799 | — 1950 | 4.862 | — 1952 | 6.957 | — 1952 | 8.398 | — 1952 |
| 1.363 | — 1950 | 2.593 | — 1952 | 3.833 | — 1952 | 4.878 | — 1952 | 6.959 | — 1950 | 8.403 | Avr. 1942 |
| 1.392 | — 1949 | 2.602 | — 1952 | 3.830 | — 1952 | 4.932 | — 1951 | 6.976 | — 1952 | 8.406 | Oct. 1941 |
| 1.395 | — 1950 | 2.607 | — 1950 | 3.857 | — 1951 | 4.947 | — 1951 | 7.015 | — 1950 | 8.411 | — 1952 |
| | | | | | | 4.981 | — 1952 | 7.016 | — 1952 | 8.416 | — 1952 |
| | | | | | | 5.010 | — 1951 | 7.027 | — 1952 | 8.419 | — 1950 |
| | | | | | | 5.030 | — 1952 | 7.046 | — 1952 | 8.423 | — 1951 |
| | | | | | | 5.139 | — 1951 | 7.074 | — 1950 | 8.434 | — 1951 |
| | | | | | | 5.192 | — 1951 | 7.093 | — 1952 | 8.441 | — 1952 |
| | | | | | | 5.291 | — 1952 | 7.108 | — 1951 | 8.441 | — 1952 |
| | | | | | | 5.306 | — 1951 | 7.117 | — 1952 | 8.451 | — 1952 |
| | | | | | | 5.307 | — 1952 | 7.117 | — 1952 | 8.483 | — 1951 |
| | | | | | | 5.308 | — 1952 | 7.170 | — 1952 | 8.510 | — 1952 |
| | | | | | | 5.410 | — 1952 | 7.182 | — 1952 | 8.534 | — 1947 |
| | | | | | | 5.474 | — 1950 | 7.188 | — 1950 | 8.536 | — 1952 |
| | | | | | | 5.494 | — 1952 | 7.191 | — 1950 | 8.553 | — 1952 |
| | | | | | | 5.502 | — 1952 | 7.192 | — 1945 | 8.653 | — 1951 |
| | | | | | | 5.508 | — 1951 | 7.193 | — 1950 | 8.667 | — 1950 |
| | | | | | | 5.513 | — 1947 | 7.208 | — 1952 | 8.720 | — 1950 |
| | | | | | | 5.516 | — 1950 | 7.211 | — 1950 | 8.755 | — 1951 |
| | | | | | | 5.593 | — 1952 | 7.215 | — 1952 | 8.797 | — 1951 |
| | | | | | | 5.643 | — 1950 | 7.278 | — 1952 | 8.810 | — 1950 |
| | | | | | | 5.660 | — 1952 | 7.297 | — 1951 | 8.823 | — 1950 |
| | | | | | | 5.716 | — 1952 | 7.323 | — 1948 | 8.860 | — 1951 |
| | | | | | | 5.798 | — 1952 | 7.333 | — 1950 | 8.890 | — 1952 |
| | | | | | | 5.810 | — 1952 | 7.336 | — 1952 | 9.042 | — 1952 |
| | | | | | | 5.900 | — 1952 | 7.346 | — 1952 | 9.092 | — 1951 |
| | | | | | | 5.914 | — 1950 | 7.359 | — 1952 | 9.049 | — 1952 |
| | | | | | | 5.915 | — 1950 | 7.360 | — 1952 | 9.054 | — 1952 |
| | | | | | | 5.918 | — 1952 | 7.391 | — 1952 | 9.064 | — 1952 |
| | | | | | | 5.924 | — 1950 | 7.436 | — 1952 | 9.099 | — 1952 |
| | | | | | | | | 7.454 | — 1951 | 9.100 | — 1952 |

| NUMÉROS | DATES de remboursement. | NUMÉROS | DATES de remboursement. | NUMÉROS | DATES de remboursement. |
|---------|-------------------------|---------|-------------------------|---------|-------------------------|
| 21.899 | Oct. 1950 | 22.881 | Oct. 1951 | 23.984 | Oct. 1952 |
| 21.901 | — 1952 | 22.898 | — 1952 | 24.001 | — 1952 |
| 21.935 | — 1949 | 22.899 | — 1951 | 24.022 | — 1950 |
| 21.943 | — 1952 | 22.933 | — 1952 | 24.031 | — 1952 |
| 21.944 | — 1951 | 22.976 | — 1950 | 24.039 | — 1952 |
| 21.945 | — 1950 | 22.981 | — 1950 | 24.047 | — 1952 |
| 21.962 | — 1948 | 22.998 | — 1951 | 24.069 | — 1952 |
| 21.963 | — 1917 | 23.016 | — 1952 | 24.072 | — 1951 |
| 21.974 | — 1951 | 23.017 | — 1952 | 24.101 | — 1942 |
| 21.966 | — 1947 | 23.132 | — 1948 | 24.120 | — 1950 |
| 21.967 | — 1950 | 23.163 | — 1952 | 24.121 | — 1950 |
| 22.023 | — 1952 | 23.184 | — 1948 | 24.265 | — 1952 |
| 22.019 | — 1952 | 23.196 | — 1951 | 24.274 | — 1952 |
| 22.052 | — 1951 | 23.187 | — 1949 | 24.301 | — 1952 |
| 22.070 | — 1952 | 23.245 | — 1951 | 24.293 | — 1951 |
| 22.092 | — 1950 | 23.298 | — 1951 | 24.301 | — 1952 |
| 22.134 | — 1952 | 23.300 | — 1950 | 24.308 | — 1952 |
| 22.216 | — 1952 | 23.315 | — 1951 | 24.312 | — 1952 |
| 22.218 | — 1952 | 23.325 | — 1952 | 24.317 | — 1951 |
| 22.229 | — 1952 | 23.331 | — 1952 | 24.318 | — 1952 |
| 22.253 | — 1952 | 23.333 | — 1951 | 24.315 | — 1950 |
| 22.268 | — 1950 | 23.345 | — 1952 | 24.405 | — 1952 |
| 22.282 | — 1952 | 23.375 | — 1952 | 24.405 | — 1951 |
| 22.288 | — 1949 | 23.394 | — 1951 | 24.414 | — 1952 |
| 22.340 | — 1952 | 23.401 | — 1951 | 24.478 | — 1952 |
| 22.356 | — 1950 | 23.416 | — 1952 | 24.511 | — 1952 |
| 22.359 | — 1951 | 23.418 | — 1951 | 24.523 | — 1950 |
| 22.368 | — 1951 | 23.434 | — 1952 | 24.523 | — 1952 |
| 22.372 | — 1952 | 23.436 | — 1950 | 24.561 | — 1952 |
| 22.399 | — 1952 | 23.443 | — 1952 | 24.586 | — 1952 |
| 22.400 | — 1951 | 23.447 | — 1952 | 24.587 | — 1951 |
| 22.444 | — 1952 | 23.450 | — 1950 | 24.591 | — 1950 |
| 22.474 | — 1951 | 23.458 | — 1950 | 24.604 | — 1952 |
| 22.475 | — 1952 | 23.615 | — 1951 | 24.682 | — 1952 |
| 22.476 | — 1951 | 23.621 | — 1950 | 24.712 | — 1951 |
| 22.498 | — 1951 | 23.626 | — 1950 | 24.730 | — 1951 |
| 22.540 | — 1952 | 23.628 | — 1952 | 24.787 | — 1951 |
| 22.608 | — 1952 | 23.666 | — 1950 | 24.823 | — 1952 |
| 22.667 | — 1950 | 23.669 | — 1951 | 24.861 | — 1952 |
| 22.673 | — 1950 | 23.674 | — 1952 | 24.864 | — 1952 |
| 22.696 | — 1952 | 23.686 | — 1952 | 24.865 | — 1952 |
| 22.709 | — 1952 | 23.730 | — 1951 | 24.866 | — 1952 |
| 22.745 | — 1952 | 23.740 | — 1951 | 24.869 | — 1951 |
| 22.750 | — 1949 | 23.757 | — 1951 | 24.871 | — 1952 |
| 22.780 | — 1952 | 23.781 | — 1952 | 24.873 | — 1952 |
| 22.781 | — 1950 | 23.794 | — 1952 | 24.896 | — 1946 |
| 22.782 | — 1951 | 23.956 | — 1950 | 24.897 | — 1946 |
| 22.793 | — 1945 | 23.963 | — 1950 | 24.899 | — 1952 |
| 22.821 | Avr. 1942 | 23.966 | — 1951 | 24.906 | — 1951 |
| 22.822 | Oct. 1947 | 23.969 | — 1950 | 24.932 | — 1952 |
| 22.827 | — 1950 | 23.970 | — 1950 | 24.962 | — 1951 |

Les remboursements seront effectués chez la banque L. Dupont et C^e, avenue Franklin-D.-Roosevelt, à Paris, et dans ses succursales et agences.

Société anonyme des Chantier et Ateliers de Saint-Nazaire (Penhoët)

CAPITAL: 525 MILLIONS DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: 7, RUE AUBER, A PARIS (9^e)

R. C.: Seine n° 41221; numéro d'entreprise: 250 75109 0006.

Obligations 4 1/2 0/0 1941.

Amortissement du 1^{er} septembre 1952 (11^e amortissement annuel).

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée au moment de l'émission, la société a procédé au rachat des 760 obligations dont l'amortissement est prévu pour le 1^{er} septembre 1952.

En conséquence, le tirage auquel il devait être procédé pour cet amortissement n'aura pas lieu.

Obligations amorties antérieurement par tirage et non remboursées.

Amortissement du 1^{er} septembre 1945.

23.585 23.586

Les remboursements ont lieu aux guichets permanents des établissements suivants:

- Banque transatlantique, 17, boulevard Haussmann, à Paris;
- Société marseillaise de crédit, 4, rue Aubert, à Paris;
- Société générale, 29, boulevard Haussmann, à Paris;
- Crédit lyonnais, 19, boulevard des Italiens, à Paris;
- Crédit de l'Ouest, 13, boulevard Haussmann, à Paris;
- Banque nationale pour le commerce et l'industrie, 16, boulevard des Italiens à Paris;
- Crédit commercial de France, 103, avenue des Champs-Élysées, à Paris.

Société des Grands Magasins « Au Printemps »

LAGUIONIE ET C^e

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PAR ACTIONS
AU CAPITAL DE 720 MILLIONS DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: 64, BOULEVARD HAUSSMANN, A PARIS

R. C.: Seine 92627. — Producteur: Seine C. A. E. 7343.

REMBOURSEMENT DES OBLIGATIONS A 4 1/2 0/0 DE 2.000 F

Emissions 1941-1944.

AMORTISSEMENT 1952

Semestrialités de mai et novembre.

La société, conformément aux conditions de son emprunt, a procédé au rachat en Bourse de 2.208 obligations au-dessous du pair, compte tenu de la portion courue du coupon et à concurrence de l'emploi total des semestrialités prévues pour le service de l'emprunt.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

Société concessionnaire de l'Appontement Public de Pauillac

CAPITAL: 3.600.000 F

SIÈGE SOCIAL: 29, BOULEVARD HAUSSMANN, PARIS (9^e)

R. C.: Seine n° 214790 B.

Liste des 283 obligations 3 0/0 1896 sorties au tirage du 21 juillet 1952.

| | | | | | | | | | |
|-------|-------|-------|-------|-------|--------|--------|--------|--------|--------|
| 40 | 76 | 133 | 144 | 145 | 6.806 | 6.811 | 6.828 | 6.851 | 6.866 |
| 185 | 313 | 372 | 457 | 492 | 6.884 | 6.900 | 6.926 | 6.980 | 7.054 |
| 527 | 540 | 634 | 799 | 808 | 7.000 | 7.121 | 7.179 | 7.205 | 7.209 |
| 883 | 903 | 935 | 953 | 979 | 7.221 | 7.255 | 7.284 | 7.312 | 7.386 |
| 1.064 | 1.149 | 1.200 | 1.292 | 1.307 | 7.390 | 7.482 | 7.525 | 7.589 | 7.603 |
| 1.317 | 1.356 | 1.378 | 1.389 | 1.598 | 7.675 | 7.719 | 7.777 | 7.827 | 7.903 |
| 1.416 | 1.432 | 1.474 | 1.445 | 1.486 | 7.932 | 7.938 | 7.951 | 7.958 | 7.976 |
| 1.545 | 1.601 | 1.658 | 1.713 | 1.767 | 8.013 | 8.030 | 8.115 | 8.190 | 8.335 |
| 1.773 | 1.795 | 1.823 | 1.890 | 1.991 | 8.374 | 8.412 | 8.421 | 8.424 | 8.474 |
| 2.154 | 2.269 | 2.293 | 2.297 | 2.298 | 8.540 | 8.551 | 8.616 | 8.717 | 8.796 |
| 2.530 | 2.672 | 2.701 | 2.775 | 2.870 | 8.805 | 8.818 | 8.922 | 8.946 | 8.952 |
| 2.909 | 2.915 | 2.919 | 2.938 | 2.966 | 9.000 | 9.025 | 9.032 | 9.043 | 9.074 |
| 2.991 | 3.003 | 3.037 | 3.073 | 3.075 | 9.124 | 9.151 | 9.154 | 9.176 | 9.183 |
| 3.131 | 3.174 | 3.198 | 3.309 | 3.327 | 9.190 | 9.209 | 9.217 | 9.218 | 9.225 |
| 3.331 | 3.351 | 3.387 | 3.409 | 3.433 | 9.237 | 9.245 | 9.308 | 9.309 | 9.329 |
| 3.435 | 3.515 | 3.605 | 3.645 | 3.720 | 9.347 | 9.353 | 9.371 | 9.392 | 9.435 |
| 3.744 | 3.746 | 3.779 | 3.945 | 3.988 | 9.607 | 9.609 | 9.678 | 9.680 | 9.787 |
| 4.075 | 4.112 | 4.155 | 4.174 | 4.268 | 9.884 | 9.887 | 9.893 | 9.961 | 10.086 |
| 4.282 | 4.330 | 4.361 | 4.478 | 4.470 | 10.129 | 10.132 | 10.170 | 10.188 | 10.213 |
| 4.461 | 4.541 | 4.703 | 4.712 | 4.710 | 10.267 | 10.273 | 10.294 | 10.325 | 10.450 |
| 4.788 | 4.801 | 4.810 | 4.849 | 4.886 | 10.477 | 10.486 | 10.495 | 10.505 | 10.537 |
| 4.836 | 4.900 | 4.942 | 4.943 | 4.970 | 10.569 | 10.588 | 10.617 | 10.623 | 10.655 |
| 4.976 | 5.014 | 5.036 | 5.074 | 5.107 | 10.672 | 10.755 | 10.785 | 10.858 | 10.870 |
| 5.123 | 5.194 | 5.205 | 5.209 | 5.315 | 10.878 | 10.921 | 10.958 | 11.001 | 11.014 |
| 5.384 | 5.510 | 5.519 | 5.537 | 5.650 | 11.017 | 11.027 | 11.071 | 11.112 | 11.237 |
| 5.656 | 5.680 | 5.732 | 5.784 | 5.838 | 11.235 | 11.303 | 11.310 | 11.407 | 11.452 |
| 5.854 | 5.925 | 5.945 | 6.141 | 6.165 | 11.466 | 11.545 | 11.675 | 11.684 | 11.686 |
| 6.175 | 6.188 | 6.315 | 6.481 | 6.568 | 11.697 | 11.768 | 11.796 | | |
| 6.609 | 6.702 | 6.726 | 6.792 | 6.795 | | | | | |

Ces obligations sont remboursables, sous déduction des impôts, à partir du 15 octobre prochain, aux guichets de la Société générale, à Paris et dans les départements.

Compagnie Générale de Construction de Fours

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 387 MILLIONS DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: 8, PLACE DES ETATS-UNIS, A MONTROUGE (SEINE)

Registre du commerce: Seine n° 72569.

Obligations de 5.000 F 4 0/0 1946.

Sixième amortissement du 1^{er} septembre 1952.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission de ses obligations de 5.000 F 4 0/0 1946, la société a procédé par voie de rachats en Bourse à son amortissement du 1^{er} septembre 1952.

En conséquence, le tirage au sort prévu pour le 15 juillet 1952 a été supprimé.

Les précédents amortissements ayant été effectués par rachats, il n'existe pas d'obligations restant à rembourser.

Société anonyme des Chaux et Ciments de Lavazière et Lexos

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 60.000.000 DE FRANCS
SIEGE SOCIAL: 15, RUE DE GENÈVE, ALBI (TAIN)

OBLIGATIONS 5 1/2 0/0 1929

Seizième amortissement.

Liste numérique des 1.000 obligations 5 1/2 0/0 1929 sorties au tirage du 25 juin 1952 (320 correspondant à l'amortissement contractuel annuel, et 680 au solde des amortissements suspendus en 1935, 1936, 1937). Ces titres sont remboursables à 1.000 F à partir du 1^{er} janvier 1953, date à laquelle les intérêts cesseront d'être servis.

| | | | | | | | | | |
|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| 23 | 33 | 34 | 40 | 41 | 3.042 | 3.049 | 3.067 | 3.070 | 3.081 |
| 49 | 59 | 63 | 64 | 85 | 3.101 | 3.105 | 3.131 | 3.133 | 3.139 |
| 91 | 118 | 122 | 123 | 130 | 3.143 | 3.185 | 3.192 | 3.228 | 3.256 |
| 133 | 143 | 144 | 147 | 180 | 3.267 | 3.275 | 3.282 | 3.286 | 3.298 |
| 188 | 207 | 219 | 229 | 233 | 3.303 | 3.305 | 3.307 | 3.311 | 3.320 |
| 238 | 240 | 243 | 263 | 269 | 3.324 | 3.332 | 3.352 | 3.359 | 3.378 |
| 278 | 292 | 293 | 294 | 298 | 3.380 | 3.382 | 3.383 | 3.386 | 3.389 |
| 338 | 348 | 359 | 361 | 362 | 3.402 | 3.407 | 3.410 | 3.411 | 3.412 |
| 363 | 368 | 386 | 392 | 393 | 3.414 | 3.416 | 3.427 | 3.432 | 3.436 |
| 397 | 400 | 407 | 408 | 409 | 3.440 | 3.447 | 3.448 | 3.451 | 3.467 |
| 410 | 435 | 436 | 438 | 465 | 3.469 | 3.483 | 3.487 | 3.492 | 3.499 |
| 481 | 484 | 490 | 506 | 511 | 3.502 | 3.512 | 3.530 | 3.531 | 3.535 |
| 514 | 516 | 520 | 525 | 528 | 3.537 | 3.538 | 3.539 | 3.547 | 3.567 |
| 541 | 554 | 561 | 566 | 577 | 3.576 | 3.585 | 3.586 | 3.592 | 3.595 |
| 579 | 581 | 591 | 599 | 601 | 3.601 | 3.609 | 3.614 | 3.616 | 3.630 |
| 607 | 624 | 633 | 634 | 635 | 3.634 | 3.641 | 3.648 | 3.649 | 3.658 |
| 638 | 646 | 663 | 670 | 671 | 3.668 | 3.677 | 3.692 | 3.704 | 3.721 |
| 692 | 700 | 728 | 731 | 736 | 3.723 | 3.726 | 3.738 | 3.750 | 3.753 |
| 749 | 755 | 773 | 780 | 783 | 3.761 | 3.764 | 3.775 | 3.783 | 3.786 |
| 786 | 791 | 794 | 807 | 810 | 3.768 | 3.810 | 3.820 | 3.827 | 3.830 |
| 821 | 823 | 829 | 833 | 835 | 3.835 | 3.837 | 3.841 | 3.893 | 3.897 |
| 836 | 850 | 855 | 857 | 864 | 3.898 | 3.899 | 3.926 | 3.937 | 3.961 |
| 888 | 900 | 901 | 905 | 908 | 3.976 | 3.977 | 3.978 | 3.982 | 3.987 |
| 919 | 922 | 925 | 930 | 936 | 3.991 | 4.012 | 4.013 | 4.014 | 4.017 |
| 937 | 948 | 957 | 968 | 972 | 4.025 | 4.045 | 4.054 | 4.055 | 4.058 |
| 978 | 1.004 | 1.005 | 1.011 | 1.048 | 4.065 | 4.074 | 4.089 | 4.102 | 4.126 |
| 1.019 | 1.029 | 1.031 | 1.034 | 1.056 | 4.142 | 4.144 | 4.146 | 4.154 | 4.163 |
| 1.062 | 1.074 | 1.077 | 1.084 | 1.087 | 4.208 | 4.237 | 4.238 | 4.245 | 4.253 |
| 1.090 | 1.110 | 1.122 | 1.132 | 1.138 | 4.259 | 4.273 | 4.287 | 4.302 | 4.305 |
| 1.140 | 1.149 | 1.162 | 1.171 | 1.189 | 4.310 | 4.334 | 4.336 | 4.338 | 4.346 |
| 1.190 | 1.192 | 1.193 | 1.203 | 1.209 | 4.361 | 4.391 | 4.394 | 4.398 | 4.403 |
| 1.218 | 1.228 | 1.233 | 1.238 | 1.239 | 4.410 | 4.418 | 4.424 | 4.431 | 4.443 |
| 1.247 | 1.254 | 1.259 | 1.261 | 1.302 | 4.452 | 4.454 | 4.458 | 4.470 | 4.482 |
| 1.304 | 1.306 | 1.316 | 1.319 | 1.324 | 4.484 | 4.497 | 4.500 | 4.506 | 4.514 |
| 1.330 | 1.335 | 1.345 | 1.346 | 1.347 | 4.524 | 4.525 | 4.538 | 4.543 | 4.550 |
| 1.349 | 1.371 | 1.375 | 1.379 | 1.400 | 4.601 | 4.605 | 4.609 | 4.656 | 4.663 |
| 1.405 | 1.413 | 1.414 | 1.421 | 1.422 | 4.668 | 4.698 | 4.706 | 4.722 | 4.727 |
| 1.425 | 1.430 | 1.451 | 1.455 | 1.470 | 4.731 | 4.738 | 4.741 | 4.747 | 4.755 |
| 1.471 | 1.478 | 1.480 | 1.487 | 1.494 | 4.760 | 4.765 | 4.772 | 4.793 | 4.800 |
| 1.495 | 1.498 | 1.514 | 1.520 | 1.536 | 4.806 | 4.840 | 4.820 | 4.826 | 4.848 |
| 1.542 | 1.562 | 1.577 | 1.588 | 1.595 | 4.854 | 4.857 | 4.858 | 4.889 | 4.901 |
| 1.600 | 1.612 | 1.614 | 1.619 | 1.629 | 4.915 | 4.924 | 4.932 | 4.936 | 4.966 |
| 1.631 | 1.632 | 1.635 | 1.639 | 1.640 | 4.979 | 4.993 | 4.997 | 5.004 | 5.005 |
| 1.657 | 1.658 | 1.673 | 1.679 | 1.685 | 5.006 | 5.010 | 5.033 | 5.037 | 5.050 |
| 1.694 | 1.697 | 1.700 | 1.701 | 1.723 | 5.053 | 5.055 | 5.057 | 5.073 | 5.075 |
| 1.725 | 1.739 | 1.744 | 1.749 | 1.751 | 5.078 | 5.080 | 5.106 | 5.116 | 5.135 |
| 1.757 | 1.762 | 1.765 | 1.773 | 1.778 | 5.139 | 5.142 | 5.144 | 5.187 | 5.200 |
| 1.783 | 1.785 | 1.788 | 1.797 | 1.807 | 5.207 | 5.224 | 5.246 | 5.248 | 5.263 |
| 1.809 | 1.813 | 1.820 | 1.847 | 1.861 | 5.269 | 5.274 | 5.283 | 5.285 | 5.287 |
| 1.864 | 1.866 | 1.867 | 1.869 | 1.870 | 5.294 | 5.300 | 5.302 | 5.303 | 5.307 |
| 1.872 | 1.874 | 1.884 | 1.893 | 1.904 | 5.308 | 5.313 | 5.328 | 5.343 | 5.356 |
| 1.906 | 1.907 | 1.929 | 1.931 | 1.934 | 5.364 | 5.389 | 5.396 | 5.408 | 5.417 |
| 1.937 | 1.938 | 1.939 | 1.941 | 1.953 | 5.419 | 5.437 | 5.460 | 5.462 | 5.474 |
| 1.954 | 1.958 | 1.960 | 1.963 | 1.974 | 5.479 | 5.492 | 5.499 | 5.500 | 5.519 |
| 1.987 | 1.993 | 1.994 | 2.039 | 2.040 | 5.521 | 5.524 | 5.553 | 5.559 | 5.575 |
| 2.067 | 2.070 | 2.072 | 2.088 | 2.093 | 5.595 | 5.596 | 5.604 | 5.605 | 5.621 |
| 2.101 | 2.102 | 2.103 | 2.106 | 2.112 | 5.624 | 5.641 | 5.656 | 5.664 | 5.680 |
| 2.113 | 2.122 | 2.124 | 2.126 | 2.129 | 5.682 | 5.688 | 5.691 | 5.714 | 5.721 |
| 2.132 | 2.133 | 2.150 | 2.157 | 2.162 | 5.731 | 5.741 | 5.759 | 5.760 | 5.777 |
| 2.165 | 2.188 | 2.190 | 2.195 | 2.197 | 5.780 | 5.787 | 5.789 | 5.790 | 5.798 |
| 2.208 | 2.212 | 2.243 | 2.249 | 2.224 | 5.800 | 5.803 | 5.804 | 5.808 | 5.809 |
| 2.227 | 2.230 | 2.233 | 2.234 | 2.256 | 5.817 | 5.820 | 5.824 | 5.825 | 5.826 |
| 2.270 | 2.272 | 2.278 | 2.281 | 2.293 | 5.830 | 5.836 | 5.844 | 5.844 | 5.849 |
| 2.301 | 2.303 | 2.304 | 2.319 | 2.324 | 5.858 | 5.859 | 5.878 | 5.886 | 5.887 |
| 2.333 | 2.337 | 2.343 | 2.348 | 2.364 | 5.894 | 5.911 | 5.915 | 5.923 | 5.930 |
| 2.382 | 2.399 | 2.409 | 2.418 | 2.429 | 5.944 | 5.949 | 5.973 | 5.981 | 6.000 |
| 2.438 | 2.439 | 2.443 | 2.444 | 2.449 | 6.002 | 6.010 | 6.015 | 6.020 | 6.023 |
| 2.450 | 2.459 | 2.460 | 2.470 | 2.476 | 6.024 | 6.025 | 6.029 | 6.043 | 6.045 |
| 2.479 | 2.484 | 2.485 | 2.490 | 2.495 | 6.047 | 6.050 | 6.051 | 6.057 | 6.058 |
| 2.496 | 2.502 | 2.520 | 2.522 | 2.524 | 6.074 | 6.080 | 6.085 | 6.100 | 6.102 |
| 2.534 | 2.536 | 2.537 | 2.542 | 2.544 | 6.110 | 6.140 | 6.145 | 6.158 | 6.161 |
| 2.546 | 2.547 | 2.548 | 2.552 | 2.554 | 6.164 | 6.174 | 6.209 | 6.213 | 6.238 |
| 2.556 | 2.561 | 2.572 | 2.580 | 2.594 | 6.255 | 6.259 | 6.262 | 6.263 | 6.265 |
| 2.601 | 2.603 | 2.606 | 2.609 | 2.613 | 6.267 | 6.275 | 6.280 | 6.301 | 6.306 |
| 2.616 | 2.618 | 2.649 | 2.620 | 2.624 | 6.307 | 6.311 | 6.320 | 6.321 | 6.334 |
| 2.634 | 2.665 | 2.684 | 2.690 | 2.696 | 6.348 | 6.368 | 6.393 | 6.398 | 6.406 |
| 2.698 | 2.713 | 2.719 | 2.742 | 2.752 | 6.407 | 6.412 | 6.421 | 6.444 | 6.446 |
| 2.760 | 2.763 | 2.768 | 2.778 | 2.781 | 6.464 | 6.466 | 6.468 | 6.471 | 6.473 |
| 2.805 | 2.823 | 2.850 | 2.856 | 2.872 | 6.490 | 6.491 | 6.493 | 6.496 | 6.497 |
| 2.875 | 2.878 | 2.886 | 2.888 | 2.898 | 6.501 | 6.502 | 6.505 | 6.512 | 6.513 |
| 2.902 | 2.920 | 2.940 | 2.952 | 2.965 | 6.544 | 6.549 | 6.531 | 6.532 | 6.537 |
| 2.969 | 2.984 | 3.005 | 3.007 | 3.030 | 6.539 | 6.551 | 6.556 | 6.558 | 6.561 |

| | | | | | | | | | |
|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| 6.562 | 6.575 | 6.576 | 6.590 | 6.593 | 7.261 | 7.278 | 7.280 | 7.302 | 7.305 |
| 6.605 | 6.607 | 6.614 | 6.621 | 6.627 | 7.317 | 7.319 | 7.347 | 7.352 | 7.363 |
| 6.637 | 6.641 | 6.657 | 6.659 | 6.670 | 7.368 | 7.374 | 7.375 | 7.389 | 7.394 |
| 6.671 | 6.706 | 6.721 | 6.726 | 6.727 | 7.396 | 7.397 | 7.403 | 7.424 | 7.458 |
| 6.730 | 6.732 | 6.734 | 6.739 | 7.746 | 7.466 | 7.467 | 7.473 | 7.491 | 7.493 |
| 6.751 | 6.755 | 6.758 | 6.761 | 6.766 | 7.499 | 7.503 | 7.524 | 7.522 | 7.535 |
| 6.770 | 6.775 | 6.783 | 6.784 | 6.788 | 7.546 | 7.551 | 7.561 | 7.569 | 7.576 |
| 6.790 | 6.811 | 6.828 | 6.837 | 6.843 | 7.579 | 7.590 | 7.596 | 7.609 | 7.614 |
| 6.860 | 6.893 | 6.902 | 6.911 | 6.912 | 7.619 | 7.649 | 7.654 | 7.655 | 7.673 |
| 6.928 | 6.947 | 6.957 | 6.962 | 6.990 | 7.675 | 7.679 | 7.681 | 7.687 | 7.688 |
| 6.997 | 7.012 | 7.013 | 7.016 | 7.018 | 7.698 | 7.701 | 7.703 | 7.709 | 7.719 |
| 7.022 | 7.025 | 7.041 | 7.048 | 7.059 | 7.722 | 7.729 | 7.741 | 7.753 | 7.758 |
| 7.067 | 7.081 | 7.084 | 7.098 | 7.109 | 7.790 | 7.800 | 7.809 | 7.810 | 7.812 |
| 7.110 | 7.114 | 7.115 | 7.122 | 7.134 | 7.820 | 7.821 | 7.835 | 7.838 | 7.857 |
| 7.133 | 7.136 | 7.138 | 7.153 | 7.159 | 7.860 | 7.869 | 7.881 | 7.885 | 7.889 |
| 7.162 | 7.165 | 7.169 | 7.170 | 7.173 | 7.897 | 7.904 | 7.911 | 7.925 | 7.928 |
| 7.178 | 7.181 | 7.183 | 7.189 | 7.197 | 7.929 | 7.935 | 7.938 | 7.950 | 7.953 |
| 7.205 | 7.206 | 7.230 | 7.234 | 7.253 | 7.979 | 7.990 | 7.991 | 7.992 | 8.000 |

Obligations 5 1/2 0/0 1929 amorties et non encore présentées au remboursement au 1^{er} juillet 1952.

| | | | | | | | | | | |
|---------------------|-------|-------|-------|-------|---------------------|-------|-------|-------|-------|-------|
| <i>Tirage 1938.</i> | | | | | <i>Tirage 1948.</i> | | | | | |
| 4.502 | 4.661 | 4.666 | 4.626 | 6.834 | 6.919 | 825 | 1.072 | 1.287 | 1.374 | 1.420 |
| 6.938 | 7.073 | | | | | 1.552 | 2.533 | 2.755 | 3.002 | 3.125 |
| | | | | | | 3.424 | 3.424 | 3.674 | 3.948 | 4.933 |
| | | | | | | 5.095 | 5.097 | 5.266 | 5.289 | 5.652 |
| | | | | | | 5.855 | 6.682 | 6.913 | 6.945 | 7.369 |
| | | | | | | 7.957 | | | | |
| <i>Tirage 1939.</i> | | | | | <i>Tirage 1949.</i> | | | | | |
| 3.288 | 4.066 | 4.250 | 4.795 | 6.887 | | 545 | 546 | 746 | 813 | 859 |
| | 7.152 | 7.395 | | | | 4.037 | 4.255 | 4.378 | 4.391 | 4.482 |
| | | | | | | 1.593 | 2.528 | 2.751 | 3.135 | 3.965 |
| | | | | | | 4.383 | 4.401 | 5.096 | 5.101 | 5.107 |
| | | | | | | 5.340 | 5.424 | 5.520 | 5.929 | 6.224 |
| | | | | | | 6.335 | 6.757 | 6.863 | 6.867 | 7.032 |
| | | | | | | 7.307 | 7.446 | 7.531 | | |
| <i>Tirage 1940.</i> | | | | | <i>Tirage 1950.</i> | | | | | |
| 1.531 | 3.063 | 3.549 | 4.129 | 4.740 | | 756 | 816 | 868 | 869 | 1.073 |
| | 6.728 | 7.090 | 7.226 | 7.975 | | 1.417 | 1.597 | 1.624 | 1.826 | 2.635 |
| | | | | | | | | | | |

VILLE DE MARSEILLE

2° Liste des 552 numéros des obligations sorties au dix-septième tirage du 10 juin 1952 en complément des obligations rachetées en Bourse en vue de l'amortissement de l'emprunt de 92.000.000 de francs contracté par la ville de Marseille suivant arrêté interministériel du 31 juillet 1952.

| | | | | | | | | | |
|-------|-------|-------|-------|-------|--------|--------|--------|--------|--------|
| 33 | 34 | 59 | 60 | 69 | 7.647 | 7.648 | 7.725 | 7.726 | 8.107 |
| 70 | 141 | 142 | 177 | 178 | 8.108 | 8.115 | 8.416 | 8.239 | 8.240 |
| 225 | 226 | 233 | 234 | 331 | 8.335 | 8.369 | 8.370 | 8.471 | 8.472 |
| 332 | 355 | 356 | 369 | 370 | 8.473 | 8.474 | 8.509 | 8.510 | 8.623 |
| 393 | 394 | 529 | 530 | 593 | 8.624 | 8.645 | 8.646 | 8.667 | 8.668 |
| 594 | 613 | 614 | 671 | 672 | 8.669 | 8.670 | 8.679 | 8.680 | 8.759 |
| 679 | 680 | 683 | 684 | 689 | 8.760 | 8.789 | 8.790 | 8.853 | 8.854 |
| 690 | 761 | 762 | 871 | 872 | 8.881 | 8.882 | 8.903 | 8.904 | 8.953 |
| 987 | 988 | 1.119 | 1.120 | 1.125 | 8.954 | 9.015 | 9.016 | 9.049 | 9.050 |
| 1.126 | 1.143 | 1.144 | 1.261 | 1.262 | 9.111 | 9.251 | 9.252 | 9.292 | 9.371 |
| 1.263 | 1.264 | 1.273 | 1.274 | 1.283 | 9.372 | 9.435 | 9.436 | 9.497 | 9.498 |
| 1.284 | 1.399 | 1.400 | 1.437 | 1.438 | 9.509 | 9.510 | 9.567 | 9.568 | 9.667 |
| 1.443 | 1.444 | 1.461 | 1.462 | 1.575 | 9.668 | 9.723 | 9.755 | 9.756 | 9.805 |
| 1.576 | 1.635 | 1.636 | 1.675 | 1.676 | 9.806 | 9.887 | 9.888 | 9.896 | 9.900 |
| 1.691 | 1.692 | 1.731 | 1.732 | 1.777 | 10.049 | 10.020 | 10.025 | 10.026 | 10.089 |
| 1.778 | 1.783 | 1.784 | 1.795 | 1.796 | 10.090 | 10.133 | 10.134 | 10.265 | 10.266 |
| 4.879 | 1.880 | 1.915 | 1.916 | 1.927 | 10.271 | 10.272 | 10.311 | 10.312 | 10.319 |
| 4.928 | 1.935 | 1.936 | 1.963 | 1.964 | 10.320 | 10.321 | 10.322 | 10.363 | 10.364 |
| 2.003 | 2.004 | 2.069 | 2.070 | 2.167 | 10.371 | 10.372 | 10.389 | 10.390 | 10.443 |
| 2.168 | 2.289 | 2.290 | 2.365 | 2.366 | 10.444 | 10.473 | 10.474 | 10.563 | 10.564 |
| 2.509 | 2.510 | 2.581 | 2.582 | 2.661 | 10.607 | 10.608 | 10.670 | 10.671 | 10.672 |
| 2.662 | 2.663 | 2.664 | 2.669 | 2.670 | 10.744 | 10.773 | 10.774 | 10.783 | 10.784 |
| 2.731 | 2.732 | 2.757 | 2.758 | 2.869 | 10.827 | 10.828 | 10.841 | 10.842 | 10.867 |
| 2.870 | 2.953 | 2.954 | 2.955 | 2.956 | 10.868 | 10.997 | 10.998 | 11.051 | 11.052 |
| 2.957 | 2.958 | 3.065 | 3.066 | 3.083 | 11.063 | 11.064 | 11.357 | 11.358 | 11.591 |
| 3.084 | 3.115 | 3.116 | 3.117 | 3.118 | 11.592 | 11.603 | 11.604 | 11.805 | 11.806 |
| 3.201 | 3.202 | 3.235 | 3.236 | 3.275 | 11.943 | 11.914 | 12.027 | 12.028 | 12.107 |
| 3.276 | 3.345 | 3.346 | 3.347 | 3.348 | 12.113 | 12.114 | 12.183 | 12.184 | 12.211 |
| 3.397 | 3.398 | 3.403 | 3.404 | 3.419 | 12.212 | 12.251 | 12.252 | 12.675 | 12.676 |
| 3.420 | 3.423 | 3.424 | 3.537 | 3.538 | 12.677 | 12.678 | 12.679 | 12.680 | 12.721 |
| 3.627 | 3.628 | 3.695 | 3.696 | 3.725 | 12.722 | 12.751 | 12.752 | 12.799 | 12.800 |
| 3.726 | 3.751 | 3.752 | 3.809 | 3.810 | 12.821 | 12.822 | 12.835 | 12.836 | 12.133 |
| 3.835 | 3.836 | 3.867 | 3.868 | 3.937 | 12.134 | 13.256 | 13.344 | 13.433 | 13.434 |
| 3.938 | 3.949 | 3.950 | 4.013 | 4.014 | 13.501 | 13.502 | 13.754 | 13.781 | 13.782 |
| 4.019 | 4.020 | 4.125 | 4.126 | 4.237 | 13.931 | 13.932 | 14.225 | 14.237 | 14.238 |
| 4.238 | 4.273 | 4.274 | 4.291 | 4.292 | 14.357 | 14.358 | 14.359 | 14.360 | 14.387 |
| 4.323 | 4.324 | 4.399 | 4.400 | 4.403 | 14.388 | 14.439 | 14.440 | 14.561 | 14.562 |
| 4.404 | 4.677 | 4.678 | 4.691 | 4.692 | 14.627 | 14.628 | 14.675 | 14.676 | 14.733 |
| 4.719 | 4.720 | 4.767 | 4.768 | 4.769 | 14.734 | 14.753 | 14.754 | 14.808 | 15.119 |
| 4.770 | 4.779 | 4.780 | 4.807 | 4.808 | 15.120 | 15.189 | 15.190 | 15.215 | 15.216 |
| 4.839 | 4.840 | 4.891 | 4.892 | 4.909 | 15.243 | 15.244 | 15.345 | 15.346 | 15.479 |
| 4.910 | 5.053 | 5.054 | 5.091 | 5.092 | 15.480 | 15.613 | 15.653 | 15.654 | 15.745 |
| 5.101 | 5.102 | 5.159 | 5.160 | 6.325 | 15.746 | 15.785 | 15.786 | 15.864 | 15.921 |
| 6.326 | 6.339 | 6.340 | 6.361 | 6.362 | 15.922 | 15.945 | 15.946 | 15.991 | 15.992 |
| 6.397 | 6.398 | 6.421 | 6.422 | 6.451 | 16.075 | 16.076 | 16.079 | 16.080 | 16.223 |
| 6.452 | 6.481 | 6.482 | 6.521 | 6.522 | 16.224 | 16.253 | 16.254 | 16.349 | 16.350 |
| 6.551 | 6.552 | 6.559 | 6.560 | 6.625 | 16.371 | 16.372 | 16.550 | 16.577 | 16.578 |
| 6.626 | 6.697 | 6.698 | 6.713 | 6.714 | 16.579 | 16.580 | 16.647 | 16.648 | 16.733 |
| 6.715 | 6.716 | 6.799 | 6.800 | 6.823 | 16.734 | 16.837 | 16.838 | 16.873 | 16.874 |
| 6.824 | 6.849 | 6.850 | 6.867 | 6.868 | 16.937 | 16.938 | 17.065 | 17.066 | 17.191 |
| 6.912 | 7.049 | 7.050 | 7.059 | 7.060 | 17.192 | 17.345 | 17.346 | 17.383 | 17.384 |
| 7.061 | 7.062 | 7.073 | 7.074 | 7.083 | 17.445 | 17.446 | 17.534 | 17.532 | 17.615 |
| 7.084 | 7.205 | 7.206 | 7.257 | 7.258 | 17.646 | 17.736 | 17.801 | 17.802 | 17.865 |
| 7.288 | 7.497 | 7.498 | 7.505 | 7.506 | 17.866 | 17.957 | 17.958 | 18.303 | 18.304 |
| 7.509 | 7.510 | 7.551 | 7.552 | 7.569 | 18.349 | 18.350 | | | |
| 7.570 | 7.629 | 7.630 | 7.635 | 7.636 | | | | | |

Le remboursement des titres ci-dessus désignés par le sort s'effectuera à partir du 1^{er} août 1952 à raison de 5.000 F pour les obligations nominatives et au porteur.

Les deux coupons nos 19 et 20 sont payables à l'échéance unique depuis le 1^{er} février 1952.

2° Liste des 323 numéros d'obligations rachetées en Bourse conformément aux conditions générales de l'émission sur les 875 obligations dont l'amortissement était prévu pour le 1^{er} août 1952.

| | | | | | | | | | |
|-------|-------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| 5.138 | 5.139 | 5.140 | 5.141 | 5.142 | 10.621 | 10.622 | 10.623 | 10.624 | 10.627 |
| 5.143 | 5.144 | 5.145 | 5.146 | 5.149 | 10.625 | 10.631 | 10.646 | 10.647 | 10.648 |
| 5.150 | 5.151 | 5.152 | 5.153 | 5.154 | 10.818 | 10.819 | 10.820 | 10.991 | 10.992 |
| 5.155 | 5.156 | 5.157 | 5.183 | 5.184 | 10.994 | 11.409 | 11.135 | 11.136 | 11.137 |
| 5.185 | 5.186 | 5.187 | 5.188 | 5.189 | 11.138 | 11.139 | 11.140 | 11.497 | 11.501 |
| 5.190 | 5.193 | 5.194 | 5.195 | 5.196 | 11.502 | 11.554 | 11.555 | 11.734 | 11.975 |
| 5.197 | 5.198 | 5.201 | 5.202 | 5.203 | 11.976 | 12.062 | 12.063 | 12.094 | 12.255 |
| 5.204 | 5.205 | 5.206 | 5.227 | 5.228 | 12.347 | 12.348 | 12.412 | 12.438 | 12.439 |
| 5.229 | 5.230 | 5.231 | 6.853 | 6.854 | 12.440 | 12.441 | 12.442 | 12.443 | 12.444 |
| 6.961 | 6.962 | 6.963 | 6.964 | 6.965 | 12.447 | 12.461 | 12.462 | 12.628 | 12.629 |
| 6.966 | 6.967 | 6.968 | 6.969 | 6.970 | 12.630 | 12.841 | 12.842 | 12.960 | 13.475 |
| 7.023 | 7.024 | 7.025 | 7.026 | 7.027 | 13.723 | 13.724 | 13.773 | 13.774 | 13.775 |
| 7.028 | 7.029 | 7.041 | 7.042 | 7.043 | 13.831 | 13.832 | 13.833 | 13.834 | 13.881 |
| 7.282 | 7.285 | 7.286 | 7.287 | 7.291 | 14.047 | 14.052 | 14.053 | 14.054 | 14.055 |
| 7.292 | 7.293 | 7.294 | 7.536 | 7.537 | 14.243 | 14.244 | 14.245 | 14.258 | 14.259 |
| 7.575 | 7.576 | 7.579 | 7.642 | 7.703 | 14.260 | 14.288 | 14.289 | 14.290 | 14.371 |
| 7.777 | 7.911 | 8.136 | 8.336 | 8.376 | 14.372 | 14.373 | 14.406 | 14.407 | 14.409 |
| 8.432 | 8.498 | 8.543 | 8.658 | 8.689 | 14.410 | 14.513 | 14.667 | 14.668 | 14.807 |
| 8.690 | 8.732 | 8.737 | 8.738 | 8.739 | 14.812 | 14.813 | 14.814 | 14.815 | 14.816 |
| 8.740 | 8.741 | 8.742 | 8.743 | 8.834 | 14.890 | 15.041 | 15.042 | 15.043 | 15.044 |
| 8.929 | 8.930 | 9.312 | 9.313 | 9.327 | 15.045 | 15.046 | 15.154 | 15.155 | 15.156 |
| 9.493 | 9.494 | 9.766 | 9.769 | 9.774 | 15.157 | 15.158 | 15.239 | 15.298 | 15.299 |
| 9.775 | 9.776 | 9.777 | 9.778 | 9.791 | 15.311 | 15.563 | 15.566 | 15.576 | 15.650 |
| 9.891 | 9.966 | 10.123 | 10.124 | 10.583 | 15.696 | 15.698 | 15.841 | 15.980 | 15.981 |

| | | | | | | | | | |
|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| 15.982 | 15.983 | 15.984 | 16.170 | 16.269 | 17.110 | 17.111 | 17.112 | 17.278 | 17.279 |
| 16.270 | 16.271 | 16.272 | 16.276 | 16.297 | 17.280 | 17.281 | 17.282 | 17.283 | 17.284 |
| 16.408 | 16.409 | 16.425 | 16.431 | 16.435 | 17.285 | 17.286 | 17.291 | 17.292 | 17.486 |
| 16.442 | 16.461 | 16.464 | 16.465 | 16.466 | 17.487 | 17.621 | 17.718 | 17.719 | 17.720 |
| 16.613 | 16.624 | 16.625 | 16.646 | 16.762 | 17.721 | 17.993 | 18.191 | 18.192 | 18.193 |
| 16.765 | 16.770 | 16.771 | 16.772 | 16.773 | 18.194 | 18.195 | 18.196 | 18.347 | 18.348 |
| 16.774 | 16.775 | 16.776 | 16.777 | 17.045 | 18.391 | 18.392 | 18.393 | 18.394 | 18.397 |
| 17.046 | 17.047 | 17.048 | 17.051 | 17.052 | 17.046 | 17.047 | 17.048 | 17.051 | 17.052 |
| 17.062 | 17.091 | 17.092 | 17.093 | 17.094 | 18.398 | 18.399 | 18.400 | | |

3° Liste des obligations amorties aux tirages antérieurs et non encore présentées au remboursement.

| NUMEROS | NUMEROS des tirages. | NUMEROS | NUMEROS des tirages. |
|---------------|----------------------|---------------|----------------------|
| 49 et 50 | 16 | 13.815 | 16 |
| 111 et 112 | 15 | 14.044 | 8 |
| 5.130 à 132 | 10 | 14.283 et 284 | 16 |
| 5.221 et 222 | 16 | 14.297 et 298 | 16 |
| 7.581 et 582 | 16 | 14.353 et 354 | 16 |
| 8.110 | 16 | 14.511 et 512 | 8 |
| 8.567 et 568 | 16 | 14.525 | 15 |
| 8.590 | 16 | 14.651 et 652 | 16 |
| 8.642 | 9 | 14.821 et 822 | 16 |
| 8.731 | 16 | 14.941 et 942 | 16 |
| 9.229 et 230 | 16 | 15.089 et 090 | 16 |
| 9.403 | 16 | 15.132 | 16 |
| 9.443 et 444 | 16 | 15.193 et 194 | 14 |
| 9.579 et 580 | 15 | 15.423 et 424 | 11 |
| 9.665 et 666 | 15 | 16.047 et 048 | 16 |
| 9.669 et 670 | 16 | 16.067 et 068 | 7 |
| 9.753 et 754 | 16 | 16.177 | 16 |
| 10.103 et 104 | 16 | 16.323 et 324 | 16 |
| 10.233 et 234 | 14 | 16.487 et 488 | 16 |
| 10.959 | 16 | 16.559 | 16 |
| 11.582 | 16 | 16.639 et 640 | 16 |
| 11.783 | 14 | 16.685 et 686 | 16 |
| 11.909 et 910 | 16 | 17.118 | 16 |
| 12.539 | 16 | 17.423 et 424 | 16 |
| 12.557 | 15 | 18.165 et 166 | 14 |
| 13.571 et 572 | 13 | | |

4° Titres et coupons frappés d'opposition.

Obligations nos 14.086 et 14.087, dossier 366; 17.458 à 17.464, dossier 371.

Coupons nos 14.086 et 14.087, dossier 366; 17.458 à 17.464, dossier 371.

Le remboursement des obligations sorties au dix-septième tirage aura lieu à présentation à partir du 1^{er} août 1952 à la recette municipale, tous les jours de neuf heures à douze heures et de quatorze heures à seize heures, le samedi de neuf heures à douze heures seulement, et aux sièges et succursales de la Banque de Paris et des Pays-Bas et de la Banque nationale pour le commerce et l'industrie.

Pour extrait conforme au procès-verbal du 10 juin 1952.

Le receveur municipal, L'adjoint délégué aux finances,
LESGARDS. P. POUJOL.

Fonderies, Laminiers et Ateliers de Biache-Saint-Vaast

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 312.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: 28, RUE SAINT-PAUL, A PARIS

Registre du commerce: Seine n° 78922.

Obligations 6 1/2 0/0 195

SUCRERIE DE MONCHY-HUMIERES

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 22.500.000 F

SIÈGE SOCIAL: A MONCHY-HUMIERES (OISE)

Registre du commerce: Compiègne n° 4057.

Obligations de 2.000 F à 1/2 0/0 1942.

LISTE NUMERIQUE

- 1° Des 28 obligations sorties au neuvième tirage au sort du 23 juillet 1952 et formant, avec les titres rachetés en Bourse par la société émettrice, la totalité de l'annuité à amortir au 16 août 1952. Ces obligations seront remboursables à 2.000 F;
- 2° Des obligations sorties aux tirages antérieurs et non encore présentées au remboursement.

| NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. | NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. | NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. |
|---------|-------------------------|---------|-------------------------|---------|-------------------------|
| 41 | 51 | 302 | 51 | 536 | 52 |
| 51 | 50 | 345 | 52 | 571 | 52 |
| 66 | 52 | 329 | 52 | 589 | 51 |
| 74 | 52 | 330 | 51 | 613 | 52 |
| 78 | 52 | 341 | 51 | 623 | 52 |
| 115 | 52 | 365 | 52 | 649 | 52 |
| 132 | 52 | 370 | 52 | 666 | 51 |
| 173 | 52 | 378 | 52 | 683 | 51 |
| 238 | 52 | 384 | 52 | 694 | 51 |
| 239 | 51 | 407 | 52 | 695 | 52 |
| 250 | 52 | 432 | 47 | 732 | 51 |
| 256 | 50 | 433 | 51 | 734 | 52 |
| 262 | 51 | 440 | 51 | 872 | 51 |
| 272 | 52 | 442 | 45 | 883 | 51 |
| 273 | 51 | 459 | 52 | 979 | 52 |
| 287 | 52 | 522 | 52 | 984 | 52 |

Société anonyme d'Habitations à Bon Marché de Pompey
(MEURTHE-ET-MOSELLE)

OBLIGATIONS 5 0/0, EMISSION 1929

- 1° Le 22 juillet 1952, il a été procédé à l'annulation de 156 (cent cinquante-six) obligations rachetées en Bourse pour l'amortissement de 1952;
- 2° 207 (deux cent sept) obligations 5 0/0 émission 1929 sorties au tirage du 22 juillet 1952, lesquelles sont remboursables à 1.000 F à partir du 16 septembre 1952, coupon n° 47 (échéance du 16 mars 1953) attaché.
- 3° Titres sortis aux tirages antérieurs et non encore présentés au remboursement.

| | | | | |
|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| 42 (1951) | 1.263 (1952) | 2.848 (1951) | 4 214 (1952) | 5.941 (1952) |
| 57 (1952) | 1.278 (1951) | 2.946 (1952) | 4.273 (1952) | 6.054 (1951) |
| 70 (1952) | 1.281 (1952) | 2.960 (1950) | 4.367 (1952) | 6.064 (1951) |
| 104 (1949) | 1.284 (1949) | 2.983 (1950) | 4.568 (1951) | 6.084 (1951) |
| 124 (1945) | 1.288 (1950) | 3.028 (1949) | 4.765 (1947) | 6.090 (1950) |
| 133 (1952) | 1.308 (1952) | 3.030 (1952) | 4.793 (1952) | 6.146 (1950) |
| 160 (1950) | 1.436 (1952) | 3.035 (1951) | 4.931 (1952) | 6.186 (1951) |
| 177 (1952) | 1.490 (1952) | 3.071 (1952) | 4.943 (1951) | 6.220 (1949) |
| 347 (1952) | 1.492 (1952) | 3.088 (1951) | 4.978 (1950) | 6.237 (1950) |
| 362 (1952) | 1.520 (1952) | 3.147 (1952) | 5.042 (1950) | 6.382 (1948) |
| 389 (1952) | 1.569 (1952) | 3.151 (1952) | 5.051 (1952) | 6.421 (1952) |
| 462 (1951) | 1.630 (1952) | 3.153 (1950) | 5.078 (1952) | 6.425 (1952) |
| 466 (1949) | 1.641 (1950) | 3.155 (1951) | 5.085 (1952) | 6.458 (1952) |
| 468 (1950) | 1.710 (1952) | 3.190 (1952) | 5.094 (1952) | 6.569 (1952) |
| 469 (1951) | 1.734 (1952) | 3.252 (1952) | 5.103 (1952) | 6.573 (1952) |
| 512 (1951) | 1.801 (1952) | 3.356 (1952) | 5.117 (1952) | 6.625 (1950) |
| 513 (1951) | 1.815 (1950) | 3.384 (1952) | 5.130 (1950) | 6.700 (1952) |
| 568 (1951) | 1.821 (1952) | 3.440 (1951) | 5.146 (1950) | 6.706 (1952) |
| 575 (1951) | 1.881 (1952) | 3.445 (1952) | 5.161 (1952) | 6.755 (1951) |
| 668 (1949) | 1.952 (1949) | 3.513 (1952) | 5.168 (1952) | 6.758 (1947) |
| 679 (1950) | 1.958 (1952) | 3.564 (1952) | 5.175 (1952) | 6.759 (1950) |
| 685 (1948) | 2.006 (1950) | 3.581 (1952) | 5.191 (1952) | 6.771 (1949) |
| 721 (1952) | 2.041 (1952) | 3.629 (1952) | 5.207 (1951) | 6.772 (1951) |
| 722 (1951) | 2.103 (1952) | 3.653 (1951) | 5.239 (1952) | 6.778 (1950) |
| 790 (1951) | 2.153 (1949) | 3.696 (1952) | 5.298 (1952) | 6.782 (1945) |
| 817 (1951) | 2.175 (1944) | 3.716 (1952) | 5.306 (1949) | 6.785 (1948) |
| 866 (1949) | 2.268 (1952) | 3.753 (1952) | 5.339 (1952) | 6.787 (1948) |
| 869 (1952) | 2.325 (1951) | 3.754 (1952) | 5.355 (1952) | 6.791 (1951) |
| 894 (1947) | 2.428 (1951) | 3.770 (1949) | 5.378 (1950) | 6.794 (1950) |
| 924 (1948) | 2.432 (1950) | 3.796 (1950) | 5.488 (1949) | 6.795 (1948) |
| 925 (1952) | 2.434 (1951) | 3.807 (1952) | 5.511 (1952) | 6.805 (1947) |
| 939 (1950) | 2.453 (1949) | 3.823 (1952) | 5.574 (1952) | 6.813 (1947) |
| 945 (1952) | 2.476 (1950) | 3.883 (1950) | 5.565 (1952) | 6.849 (1951) |
| 978 (1952) | 2.535 (1951) | 3.923 (1952) | 5.669 (1950) | 6.862 (1952) |
| 1.035 (1952) | 2.629 (1951) | 3.952 (1951) | 5.575 (1949) | 6.863 (1950) |
| 1.124 (1951) | 2.699 (1952) | 3.969 (1952) | 5.817 (1952) | 6.870 (1950) |
| 1.165 (1952) | 2.732 (1952) | 4.056 (1952) | 5.836 (1952) | 6.887 (1952) |
| 1.202 (1952) | 2.734 (1952) | 4.124 (1952) | 5.842 (1952) | 6.901 (1951) |
| 1.231 (1949) | 2.807 (1952) | 4.191 (1951) | 5.852 (1952) | 6.919 (1952) |

| | | | | |
|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| 6.974 (1952) | 8.819 (1951) | 10.266 (1952) | 11.509 (1952) | 12.999 (1952) |
| 7.046 (1950) | 8.841 (1947) | 10.271 (1950) | 11.528 (1952) | 13.014 (1946) |
| 7.058 (1950) | 8.844 (1945) | 10.336 (1952) | 11.562 (1952) | 13.081 (1945) |
| 7.192 (1952) | 8.849 (1948) | 10.398 (1952) | 11.576 (1950) | 13.098 (1952) |
| 7.211 (1952) | 8.881 (1949) | 10.411 (1951) | 11.586 (1948) | 13.120 (1952) |
| 7.223 (1952) | 8.913 (1952) | 10.450 (1952) | 11.588 (1948) | 13.179 (1951) |
| 7.225 (1951) | 8.920 (1950) | 10.521 (1950) | 11.607 (1945) | 13.263 (1952) |
| 7.226 (1951) | 8.952 (1952) | 10.536 (1952) | 11.608 (1947) | 13.265 (1952) |
| 7.249 (1948) | 8.967 (1951) | 10.580 (1950) | 11.628 (1952) | 13.269 (1952) |
| 7.270 (1952) | 9.002 (1952) | 10.595 (1950) | 11.614 (1952) | 13.333 (1952) |
| 7.301 (1952) | 9.014 (1950) | 10.622 (1948) | 11.661 (1944) | 13.387 (1952) |
| 7.360 (1950) | 9.020 (1950) | 10.677 (1946) | 11.680 (1950) | 13.394 (1950) |
| 7.439 (1949) | 9.026 (1952) | 10.681 (1952) | 11.710 (1952) | 13.450 (1952) |
| 7.462 (1947) | 9.055 (1951) | 10.691 (1952) | 11.712 (1951) | 13.454 (1951) |
| 7.513 (1950) | 9.080 (1952) | 10.701 (1951) | 11.720 (1949) | 13.502 (1952) |
| 7.550 (1951) | 9.102 (1952) | 10.705 (1952) | 11.805 (1952) | 13.555 (1952) |
| 7.578 (1952) | 9.257 (1952) | 10.738 (1948) | 11.855 (1946) | 13.597 (1952) |
| 7.661 (1952) | 9.276 (1951) | 10.748 (1949) | 11.856 (1951) | 13.618 (1952) |
| 7.766 (1951) | 9.289 (1946) | 10.753 (1944) | 11.925 (1946) | 13.620 (1952) |
| 7.802 (1949) | 9.308 (1951) | 10.776 (1951) | 11.955 (1952) | 13.613 (1952) |
| 7.806 (1952) | 9.334 (1948) | 10.792 (1946) | 11.973 (1950) | 13.700 (1952) |
| 7.863 (1952) | 9.332 (1951) | 10.878 (1950) | 12.049 (1950) | 13.741 (1952) |
| 7.939 (1952) | 9.401 (1952) | 10.907 (1951) | 12.116 (1952) | 13.736 (1947) |
| 8.001 (1952) | 9.405 (1950) | 10.914 (1951) | 12.131 (1944) | 13.749 (1948) |
| 8.005 (1950) | 9.435 (1952) | 10.924 (1952) | 12.132 (1949) | 13.752 (1948) |
| 8.053 (1952) | 9.502 (1952) | 10.953 (1952) | 12.202 (1952) | 13.754 (1944) |
| 8.057 (1950) | 9.507 (1952) | 11.024 (1951) | 12.217 (1951) | 13.755 (1949) |
| 8.064 (1951) | 9.514 (1952) | 11.040 (1952) | 12.233 (1952) | 13.974 (1952) |
| 8.201 (1949) | 9.524 (1952) | 11.042 (1952) | 12.250 (1950) | 11.029 (1952) |
| 8.259 (1952) | 9.559 (1952) | 11.059 (1951) | 12.285 (1952) | 11.030 (1952) |
| 8.279 (1952) | 9.583 (1949) | 11.082 (1950) | 12.375 (1951) | 14.055 (1952) |
| 8.289 (1952) | 9.730 (1949) | 11.105 (1951) | 12.446 (1951) | 14.078 (1952) |
| 8.348 (1952) | 9.763 (1948) | 11.139 (1952) | 12.486 (1950) | 14.184 (1952) |
| 8.366 (1951) | 9.829 (1946) | 11.146 (1951) | 12.593 (1952) | 14.363 (1952) |
| 8.378 (1951) | 9.830 (1949) | 11.166 (1952) | 12.604 (1948) | 14.382 (1952) |
| 8.379 (1952) | 9.860 (1952) | 11.168 (1952) | 12.643 (1951) | 14.517 (1952) |
| 8.388 (1916) | 9.912 (1950) | 11.172 (1951) | 12.648 (1951) | 14.534 (1947) |
| 8.401 (1952) | 9.928 (1950) | 11.176 (1952) | 12.672 (1950) | 14.543 (1952) |
| 8.403 (1952) | 9.945 (1952) | 11.180 (1947) | 12.756 (1952) | 14.583 (1952) |
| 8.451 (1952) | 9.950 (1952) | 11.197 (1950) | 12.774 (1952) | 14.631 (1951) |
| 8.477 (1946) | 9.961 (1945) | 11.204 (1950) | 12.812 (1951) | 14.691 (1952) |
| 8.479 (1951) | 10.068 (1952) | 11.209 (1945) | 12.844 (1952) | 14.704 (1946) |
| 8.521 (1952) | 10.071 (1952) | 11.277 (1950) | 12.891 (1949) | 14.757 (1951) |
| 8.622 (1952) | 10.080 (1945) | 11.312 (1952) | 12.896 (1952) | 14.788 (1950) |
| 8.656 (1952) | 10.114 (1950) | 11.453 (1952) | 12.963 (1951) | 14.960 (1952) |
| 8.697 (1951) | 10.241 (1952) | 11.457 (1951) | 12.969 (1951) | 14.995 (1946) |

SOCIÉTÉ DES MINES DE SOUMONT

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 250.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: 16, BOULEVARD MALESHERBES, PARIS

R. C.: Seine 1920 n° 93867.

Obligations 5 0/0 1931.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, la société a racheté en Bourse les 1.000 obligations dont l'amortissement est prévu pour le 1^{er} août 1952.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

Liste des obligations sorties aux tirages antérieurs et non encore remboursées.

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|------------------|--------------------------|---------|--------------------------|
| 2.935 et 2.936 | 1946 | 14.699 | 1946 |
| 4.309 et 4.310 | 1946 | 17.804 | 1946 |
| 14.695 et 14.696 | 1946 | | |

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA RUE SALA

21, RUE SALA, A LYON (2^e)

Vingt-deuxième tirage d'obligations à 5 0/0, emprunt 1921, de la Société immobilière de la rue Sala, remboursables à 500 F au 1^{er} octobre 1952.

| | | | | | | | | | | | |
|----|----|----|-----|-----|-----|-----|-----|------|-----|-----|-----|
| 38 | 74 | 77 | 105 | 169 | 170 | 230 | 241 | 302 | 439 | 533 | 533 |
| | | | 595 | 620 | 703 | 741 | 768 | 800. | | | |

Obligations des derniers tirages restant à rembourser.

| | | | | | | | | | | | | | |
|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|
| 31 | 51 | 86 | 116 | 129 | 155 | 266 | 613 | 614 | 617 | 619 | 621 | 663 | 711 |
| 355 | 395 | 401 | 421 | 468 | 486 | 489 | 730 | 732 | 762 | 766 | 767 | 770 | 777 |
| 507 | 524 | 539 | 556 | 578 | 597 | 611 | 781 | 782 | 796 | | | | |

BILANS DE SOCIÉTÉS

CRÉDIT FONCIER DE FRANCE

49, RUE DES CAPUCINES, PARIS (1^{er})

Situation au 30 juin 1952.

ACTIF

| | | | | | | |
|---|-----------------------------------|--|--|--------------------|-----------------|-----------------|
| Espèces en caisse et à la Banque de France..... | | | | 199.779.505 | | |
| Portefeuille des effets..... | | | | 3.508.654.079 | | |
| Portefeuille des titres..... | | | | 3.785.498.454 | | |
| Avances sur dépôts de titres..... | | | | 9.016.582 | | |
| Correspondants..... | | | | 15.765.061.145 | | |
| Emprunteurs. | Prêts fonciers. | Ordinaires. | Sur obligations..... 28.408.369.070 | 28.768.795.386 (1) | 29.766.486.386 | |
| | | | Sur avance de l'Etat..... 330.679.571 | | | |
| | | | Sur capital social et réserves..... 29.746.745 | | | |
| | | (4) Dont 341.213.000 à l'état d'actes conditionnels..... | | | | |
| | | Crédits consolidables du Sous-Comptoir des Entrepreneurs (opérations liées)..... | 997.691.000 | | | |
| | | Ouvertures de crédit hypothécaire avec compte courant..... | 1.500.867.000 | | 5.731.415.378 | |
| | | Réparation de dommages de guerre..... | 2.061.698.672 | | (2) | 71.677.290.133 |
| | | Court terme mobilisables..... | 2.221.819.706 | | | |
| | | (2) Dont 19.765.000 à l'état d'actes conditionnels..... | | | | |
| | | Spéciaux Construction | Directs. } Métropole..... 3.139.188.109 (3) | 3.793.667.869 | 36.126.388.369 | 175.120.366.717 |
| | | | Afrique du Nord..... 654.479.760 | | | |
| | | | (3) Dont 400.562.000 à l'état d'actes conditionnels..... | | | |
| | | Crédits consolidables du Sous-Comptoir des Entrepreneurs (opérations liées)..... | 32.332.720.500 | | | |
| | Prêts maritimes..... | | | | 17.352.195 | |
| | Prêts aux collectivités publiques | Sur obligations..... | 78.319.023.422 | 103.425.723.389 | | |
| | | Sur avance de l'Etat..... | 1.669.578.521 | | | |
| | | Sur fonds de modernisation et d'équipement..... | 13.797.411.141 | | | |
| | | Sur capital social et réserves, sur effets et sur ressources diverses..... | 4.609.710.299 | | | |
| Débiteurs divers..... | | | | | 1.396.791.233 | |
| Comptes d'ordre et divers..... | | | | | 5.782.850.304 | |
| Immeubles..... | | | | | 124.897.341 | |
| Résultats..... | | | | | " | |
| Total de l'actif..... | | | | | 205.692.914.360 | |

PASSIF

| | | | | | |
|---|-------------------------------------|---|---|-----------------|----------------|
| Dépôts de fonds en comptes courants..... | | | | 8.008.559.093 | |
| Correspondants..... | | | | 3.249.562.749 | |
| Fonds national d'amélioration de l'habitat..... | | | | 3.119.394.185 | |
| Fonds forestier national..... | | | | 318.173.479 | |
| Versements différés. | Sur prêts fonciers. | Autres que les prêts spéciaux construction..... | Réalisés et en réalisation..... | 422.782.497 | 1.781.451.497 |
| | | | A l'état d'actes conditionnels (prêts du Crédit foncier et crédits consolidables du Sous-Comptoir des Entrepreneurs)..... | 1.361.669.000 | |
| | Spéciaux construction..... | Réalisés et en réalisation..... | 192.197.000 | 32.925.479.500 | 34.709.930.997 |
| | | A l'état d'actes conditionnels (prêts du Crédit foncier et crédits consolidables du Sous-Comptoir des Entrepreneurs)..... | 32.733.282.500 | | |
| | | Sur prêts aux collectivités publiques..... | | | 2.449.330.189 |
| Trésor public: son compte avance de 3 milliards (convention du 3 décembre 1936)..... | | | | 2.051.408.218 | |
| Trésor algérien: son compte avance de 500 millions (convention des 19 octobre et 15 novembre 1949)..... | | | | 488.263.211 | |
| Fonds de modernisation et d'équipement..... | | | | 19.901.447.912 | |
| Obligations foncières..... | Montant au pair en circulation..... | | 34.410.272.500 | 33.961.119.489 | |
| | | A déduire: primes à amortir..... | 449.153.011 | | |
| Obligations communales.. | Montant au pair en circulation..... | | 76.267.167.250 | 74.990.787.853 | |
| | | A déduire: primes à amortir..... | 1.276.379.397 | | |
| Bons à lots en circulation..... | | | | 70.090.622 | |
| Obligations et bons à lots à rembourser; intérêts, lots et dividendes échus à payer..... | | | | 849.796.036 | |
| Créditeurs divers..... | | | | 1.780.572.195 | |
| Comptes d'ordre et divers..... | | | | 16.576.536.123 | |
| Provisions pour l'amortissement des emprunts..... | | | | 861.819.175 | |
| Réserves et provisions diverses..... | | | | 1.406.092.799 | |
| Capital social..... | | | | 1.200.000.000 | |
| Résultats..... | | | | " | |
| Total du passif..... | | | | 205.692.914.360 | |

HORS BILAN

| | |
|---|----------------|
| I. — Engagements de mobilisation d'effets représentatifs de crédits à court et à moyen terme..... | 31.770.263.602 |
| II. — Effets représentatifs de crédits à court et à moyen terme circulant sous l'endos du Crédit foncier de France..... | 35.782.478.217 |

Certifié conforme aux écritures:

Le Gouverneur, HENRI DEROT.

DEMANDES DE CHANGEMENT DE NOM

M. Albert-Marie-Claude Bonneau, né le 28 juin 1887 à Chartres, (Eure-et-Loir), demeurant à Neuilly (Seine), 39, rue du Marché, a adressé requête à M. le Président de la République, sous couvert du garde des sceaux, aux fins de l'autoriser à changer son nom patronymique. Bonneau en celui de: De Bonnault et à s'appeler désormais De Bonnault.

AVIS D'ADJUDICATIONS

Département de la Seine.

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES TECHNIQUES. — PONTS ET CHAUSSÉES

AVIS D'ADJUDICATION PUBLIQUE

Tribunal de commerce.

Achèvement de la superstructure du pont National, à Paris.

Le jeudi 4 septembre 1952, à neuf heures quinze, il sera procédé en séance publique au conseil de préfecture (palais du tribunal de commerce) par le préfet de la Seine ou son délégué, assisté des autres membres du bureau d'adjudication et en présence de l'ingénieur en chef de la navigation (2^e section) dans les formes réglementaires, à l'adjudication en un lot, sur offre de prix et sur soumission cachetée, des travaux d'achèvement de la superstructure du pont National, à Paris.

L'adjudication sera basée sur un détail estimatif préparé par l'administration quant aux quantités et complété par les soumissionnaires quant aux prix unitaires.

Conditions principales de l'adjudication.

I. — Pièces à soumettre au visa.

Les pièces qui doivent, par application de l'annexe à l'article 6 bis des clauses et conditions générales, être soumises au visa préalable de l'ingénieur en chef, devront, à peine de forclusion, être déposées 40 (dix) jours au moins avant celui de l'adjudication, entre les mains de M. B. Gaspard, ingénieur en chef des ponts et chaussées, pavillon de la navigation de la Seine (2^e section), 2, quai de Grenelle, à Paris (15^e).

Celui-ci les visera et les remettra au déposant, contre décharge, 3 (trois) jours au moins avant celui de l'adjudication.

Ces demandes devront comporter, en particulier, la liste du matériel que l'entrepreneur propose d'employer pour réaliser le travail.

II. — Cautionnement définitif.

Le montant du cautionnement définitif est fixé à cinq cent mille francs (500.000 F).

III. — Communication des pièces du projet aux entrepreneurs.

Les pièces du projet seront communiquées aux entrepreneurs, tous les jours, excepté les dimanches et jours fériés, de dix heures à douze heures et de quatorze heures à dix-sept heures:

1^o A la préfecture de la Seine (direction générale des services techniques, service central), 98, quai de la Rapée, à Paris (12^e);

2^o Dans les bureaux de M. Grattesat, ingénieur ordinaire, 2, quai de la Tournelle, à Paris (5^e).

IV. — Envoi des soumissions.

Les concurrents adresseront leurs soumissions, avec les pièces mentionnées dans l'annexe à l'article 8 bis des clauses et conditions générales, par lettre recommandée, à l'une des adresses suivantes:

1^o A la préfecture de la Seine (direction générale des services techniques, service central), 98, quai de la Rapée, à Paris (12^e);

2^o A M. B. Gaspard, ingénieur en chef des ponts et chaussées du service de la navigation de la Seine (2^e section), 2, quai de Grenelle, à Paris (15^e).

Le délai pour la réception des lettres recommandées expirera le dernier jour non férié précédant la veille de l'adjudication, à seize heures, terme de rigueur. Les soumissions qui parviendront postérieurement à l'expiration de ce délai ne seront pas admises.

Fait à Paris, le 23 juillet 1952.

Pour le préfet de la Seine et par délégation:

Le secrétaire général de la Seine,

Signé: R. POUZET.

DECLARATIONS D'ASSOCIATIONS

ASSOCIATIONS FRANÇAISES

(Décret du 16 août 1901.)

21 juin 1952. Déclaration à la préfecture de police. **La Sidi-Brahim** transfère son siège social du 118, rue de Grenelle, au 55, rue Pierre-Charron, Paris.

40 juillet 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Bernay. **Association locale des aides familiales rurales de Nassandres**. But: aide aux mères de famille de la commune de Nassandres. Siège social: mairie de Nassandres.

40 juillet 1952. Déclaration à la préfecture de la Gironde. **Pétanque Gallioni-Loucheur**. But: propager le jeu de la pétanque. Siège social: 1, rue Géo-Delvaile, Bordeaux.

11 juillet 1952. Déclaration à la préfecture de Tours. **Football-Club de table**, à la Fuye-Velpeau. But: développement des réflexes chez les jeunes joueurs de football par la pratique et l'entraînement du jeu dit « football de table ». Siège social: café-tabac Aux Voltigeurs, 53 bis, rue du Docteur-Fournier, Tours.

42 juillet 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Cognac. **Association fraternelle des mutilés civils du travail de la Charente et du Sud-Ouest**. But: défendre les mutilés du travail devant les tribunaux, ainsi que l'action en faveur des revendications intéressant les victimes du travail. Siège social: 79, rue de Crouin, Cognac.

42 juillet 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Constantine. **Association sportive du foyer rural d'Oued-Zénati**. But: préparer, encourager, soutenir la création et le fonctionnement d'équipes sportives diverses masculines et féminines (football, basket-ball, cyclisme, tennis, boules); aider à la création et à l'aménagement de terrains de sport dans le village. Siège social: mairie de Oued-Zénati.

42 juillet 1952. Déclaration à la préfecture de police. **France-Indonésie**. But: développement des relations intellectuelles, morales et économiques entre la France et l'Indonésie. Siège social: 79, avenue des Champs-Élysées, Paris.

45 juillet 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Cholet. **Société landemontaise d'éducation populaire**. But: éducation populaire. Siège social: salle Saint-Joseph, Landemont.

45 juillet 1952. Déclaration à la préfecture de l'Yonne. **Société de tir de Crain**. But: organisation d'un tir aux canards dans une propriété privée de Crain. Siège social: mairie de Crain.

45 juillet 1952. Déclaration à la préfecture de police. **Comité national français** (coordination des mouvements de jeunesse et de la génération du front). But: coordination des mouvements nationaux. Siège social: 60, rue Vieille-du-Temple, Paris.

45 juillet 1952. Déclaration à la préfecture de police. La Fédération nationale des combattants volontaires des guerres 1914-1918, 1939-1945 et des forces de la résistance change de titre, et devient **Section de la Seine, Fédération nationale des combattants volontaires des guerres 1914-1918, 1939-1945 des théâtres d'opérations extérieures et des forces de la résistance**. Siège social: 9, rue Mazagan, Paris.

46 juillet 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Saint-Omer. **Association d'éducation populaire de Lumbres**. But: organiser le fonctionnement des écoles Saint-Sulpice et Notre-Dame-de-Lumbres; entretenir des rapports suivis avec association s'intéressant à l'enseignement libre: assurer par tous moyens appropriés l'éducation complète de la jeunesse. Siège social: 9, rue Henri-Russel, Lumbres.

46 juillet 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Castelsarrasin. **Comité départemental de coordination et de défense des sinistrés**. But: grouper en tous lieux sinistrés du département de Tarn-et-Garonne, toutes les victimes des inondations des 3 et 4 février 1952, en comités locaux et de coordonner leur action pour la défense de leurs intérêts et de leurs droits. Siège social: café de la Poste, Castelsarrasin.

46 juillet 1952. Déclaration à la préfecture de la Marne. **Amicale des sociétés de Sainte-Memmie**. But: maintien des traditions locales et œuvres sociales. Siège social: mairie de Sainte-Memmie.

47 juillet 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Cholet. **Association des anciens élèves de l'école centrale de télégraphie sans fil électronique**. But: Resserrer les liens d'amitié et apporter la plus grande entraide aux anciens. Siège social: 3, avenue de Nantes, Cholet.

47 juillet 1952. Déclaration à la sous-préfecture d'Issoudun. **Comité ouvrier du logement d'Issoudun**. But: promouvoir, organiser et aider la construction du logement au bénéfice de ses membres, selon le système « Castor »; organiser une communauté de vie sociale dans la cité envisagée; participer à l'amélioration matérielle et morale de la vie familiale et maintenir un esprit de solidarité et d'entraide tel qu'il puisse être formé en temps opportun une aide efficace à ses membres en difficultés. Siège social: mairie d'Issoudun.

19 juillet 1952. Déclaration à la préfecture de la Mayenne. **Comité des fêtes de Thorigné-en-Charnie**. But: organisation et préparation des fêtes communales. Siège social: mairie de Thorigné-en-Charnie.

19 juillet 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Blida. **Club sportif des essences de la Chiffa**. But: développement physique et moral de la jeunesse par la pratique des sports et de la culture physique. Siège social: centre de ravitaillement en essences de la Chiffa.

22 juillet 1952. Déclaration à la préfecture de la Réunion. **Union départementale de délégations cantonales de la Réunion**. But: resserrer les liens d'estime et de fraternité entre les délégués cantonaux du département; rechercher et appliquer les moyens propres à permettre aux délégués cantonaux de remplir d'une manière efficace leur rôle social; servir de trait d'union entre l'école et la famille; encourager, défendre les instituteurs et institutrices. Siège social: vice-rectorat, rue Roland-Garros, Saint-Denis.

22 juillet 1952. Déclaration à la préfecture de l'Yonne. **Société de chasse de Chevillon**. But: développement, protection, repeuplement et élevage du gibier; destruction des nuisibles; règlement des journées de chasse jeudi et dimanche. Siège social: mairie de Chevillon.

22 juillet 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Beaune. **Bourgoine édition**, société coopérative de production. But: édition en France et à l'étranger de périodiques, imprimés, brochures, ouvrages se rapportant à la vie scolaire ou à des œuvres d'éducation populaire. Siège social: 11, rue Madeleine, Beaune.

22 juillet 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Vichy. **Conseil des parents d'élèves de l'école publique intercommunale de la Bruyère**. But: défense des intérêts matériels et moraux de l'école publique et de ses élèves. Siège social: école publique de la Bruyère.

23 juillet 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Montargis. **Société de secours pour les sapeurs-pompiers**. But: venir en aide aux sapeurs-pompiers ou à leurs familles en cas d'accident en service commandé et procurer les ressources nécessaires au corps de sapeurs-pompiers pour assister aux concours de pompes. Siège social: mairie de Nogent-sur-Vernisson.

23 juillet 1952. Déclaration à la préfecture de la Guadeloupe. **Association d'action sociale des C. R. S. du détachement de la Guadeloupe**. But: créer et développer des œuvres sociales en faveur des fonctionnaires de cette unité. Siège social: M. F. Sanglerat, président, fort Richepanse, Basse-Terre.

23 juillet 1952. Déclaration à la préfecture de Lille. **Etoile-Sporting-Club d'Illies**. But: pratique des exercices physiques, et notamment le football association. Siège social: café des Sports, Grand-Place, Illies.

23 juillet 1952. Déclaration à la préfecture de l'Yonne. **Cercle municipal d'escrime d'Auxerre**. But: pratique et enseignement de l'escrime; entraînement physique et moral de ses membres par la pratique de ce sport. Siège social: 39, rue du Temple, Auxerre.

24 juillet 1952. Déclaration à la préfecture de l'Ain. Modification apportée aux statuts et au titre de la Fédération des familles de l'Ain qui devient **Fédération des familles de l'Ain, familles nombreuses et jeunes foyers**. Siège social: maison de la Famille, 4, rue Bourgmayer, Bourg.

24 juillet 1952. Déclaration à la préfecture de Maine-et-Loire. **Association du Saint-Sépulchre**. But: entretenir le Saint-Sépulchre d'Angers. Siège social: 9, chemin de Ballée, Angers.

24 juillet 1952. Déclaration à la préfecture du Gard. **Nemausa Ping-Pong-Club**. But: pratique du ping-pong. Siège social: palais des Sports, 42, boulevard Jean-Jaurès, Nîmes.

24 juillet 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Soissons. **Association des parents d'élèves de l'école libre de filles, à Mortefontaine**. But: grouper les chefs de famille ayant la charge des enfants inscrits à l'école; toutes activités susceptibles d'apporter un soutien matériel et moral à l'école, aux familles et aux maîtres; entente avec toutes associations semblables. Siège social: école libre des filles de Mortefontaine.

24 juillet 1952. Déclaration à la préfecture de Versailles. **Union des commerçants industriels et artisans de Sannois**. But: créer entre ses membres un lien de confraternité, soutenir, défendre leurs intérêts, prendre l'initiative ou participer à l'organisation de manifestations commerciales. Siège social: mairie de Sannois.

25 juillet 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Saint-Flour. **Etoile des Neiges**. But: pratique de l'éducation physique, des sports et activités annexes (tir et préparation militaire). Siège social: école apostolique de Neussargues.

25 juillet 1952. Déclaration à la sous-préfecture des Andelys. **Association de chasse de Sainte-Barbe-sur-Gaillon**. But: défense des intérêts agricoles et cynégétiques de ses membres. Siège social: chez le président, M. Drouët, hameau du Pipet, Sainte-Barbe-sur-Gaillon.

26 juillet 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Cambrai. **Association générale des mutilés de guerre, section cantonale du Cateau**. But: grouper les membres bénéficiaires d'une pension militaire d'invalidité; toutes questions relatives à l'amélioration de leur situation actuelle, de toutes autres questions se rapportant à la défense de leurs intérêts et de leur apporter l'entraide dont ils ont besoin.

26 juillet 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Condom. **Ping-Pong-Club elusate**. But: pratique du tennis de table. Siège social: Grand-Hôtel, Eauze.

26 juillet 1952. Déclaration à la sous-préfecture du Havre. **Union sportive Gonfrevillaise**. But: développement et pratique de tous les sports et en particulier du football. Siège social: cité A.-Fleury, école des filles, Gonfreville-l'Orcher.

28 juillet 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Nérac. **Société de chasse d'Allons**. But: répression du braconnage, destruction des nuisibles, protection du gibier. Siège social: mairie d'Allons.

28 juillet 1952. Déclaration à la préfecture de Vaucluse. **Le Cyclo-moteur-Club avignonnais** transfère son siège social du 19, rue Four-de-la-Terre, Avignon, au Grand-Bar, 57, boulevard Saint-Ruf, Avignon.

28 juillet 1952. Déclaration à la préfecture de la Sarthe. **Amicale des écoles publiques du Grand-Lucé**. But: veiller à la défense des intérêts matériels et moraux de l'école laïque; étudier et réaliser toutes organisations post et périscolaires; entretenir entre les parents, les anciens élèves et toutes les personnes s'intéressant aux questions scolaires, les maîtresses et les maîtres un lien d'union très étroit; favoriser et encourager le travail des enfants et la bonne fréquentation par tous les moyens et aider les élèves nécessiteux; aider les coopératives scolaires des deux écoles publiques à acheter du matériel d'éducation et du matériel sportif; offrir un voyage gratuit aux élèves terminant leur scolarité. Siège social: école publique de garçons, Grand-Lucé.

29 juillet 1952. Déclaration à la préfecture de la Creuse. **Association Berry-Marche-Azerables (Creuse)-Mouhet (Indre)**. But: achat et utilisation, pour l'usage exclusif de ses membres, de matériel agricole. Siège social: domicile de M. Lavillonnière (Louis-Elle), à Lignat, commune d'Azerables.

29 juillet 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Cosne-sur-Loire. **Saint-Hubert-Club de Cosne et environs**. But: favoriser la protection du gibier, son repeuplement, la répression du braconnage, la destruction des animaux nuisibles. Siège social: 27, rue Pasteur, Cosne.

30 juillet 1952. Déclaration à la préfecture de la Haute-Loire. **Association familiale rurale de Saint-Christophe-sur-Dolaizon**. But: défense et action en faveur des familles rurales. Siège social: mairie de Saint-Christophe-sur-Dolaizon.

30 juillet 1952. Déclaration à la préfecture de l'Allier. **Les Jeunes Bourbonnais**. But: éducation populaire. Siège social: 15, rue d'Enghien, Moulins.

30 juillet 1952. Déclaration à la préfecture de la Corrèze. **Société amicale des sapeurs-pompiers de Montagnac-Saint-Hippolyte**. But: subvenir aux frais des fêtes et concours ayant pour but le perfectionnement de l'instruction du corps; venir en aide aux sapeurs-pompiers et à leur famille dans le besoin. Siège social: mairie de Montagnac-Saint-Hippolyte.

30 juillet 1952. Déclaration à la préfecture d'Orléans. **Amicale sportive de Chaingy**. But: pratique de tous les sports, éducation physique, football, basket-ball, cyclisme, athlétisme. Siège social: mairie de Chaingy.

31 juillet 1952. Déclaration à la préfecture des Deux-Sèvres. **Société La Fraternelle**. But: repeuplement du gibier, répression du braconnage, protection des récoltes, destruction des nuisibles. Siège social: mairie de la Rothenard.

31 juillet 1952. Déclaration à la préfecture des Vosges. **Association amicale des marchands étalagistes d'Epinal et région**. But: resserrer les liens d'amitié entre les membres de l'association dans le besoin. Siège social: café du commerce, place des Vosges, Epinal.

31 juillet 1952. Déclaration à la préfecture du Gard. **Association des mamans et amis de l'école maternelle d'Aramon**. But: aider l'école maternelle à assurer l'éducation et le confort des enfants. Siège social: école maternelle, Aramon.

31 juillet 1952. Déclaration à la préfecture de la Haute-Vienne. **Vespa-Club limousin**. But: grouper les possesseurs de moto-cycle Vespa. Siège social: 12, place d'Aine, Limoges.

1^{er} août 1952. Déclaration à la préfecture de police. L'Association sportive et nautique change de titre et devient **Association sportive et culturelle des compagnies d'assurances La Nationale**, et modification des statuts. Siège social: 17, rue Laffitte, Paris.

1^{er} août 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Montluçon. **Amicale des chasseurs de la Sauzau, à Chamberat**. But: protection du gibier, répression du braconnage. Siège social: domaine de la Bourse, commune de Chamberat.

Rectificatif au *Journal officiel* du 15 juillet 1952: page 7127, 14^e insertion, 1^{re} colonne, au lieu de: « Association familiale rurale du canton de Cassaigne », lire: « ...canton de Condom ».

Rectificatif au *Journal officiel* du 18 juillet 1952: page 7221, 2^e colonne, 4^e insertion, au lieu de: « Association familiale rurale du canton de Condom », lire: « du canton de Valence-sur-Baïse ».